

هكزان الأسفل

SUPPLÉMENT RADIO-TÉLÉVISION

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13836 - 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine DIMANCHE 23-LUNDI 24 JUILLET 1989

Tchad-Libye : le rendez-vous manqué

La « poignée de main historique » entre M. Hissène Habré et le colonel Kadhafi n'aura pas eu de suite. Le chef de l'Etat tchadien et le « guide de la révolution » libyenne se seront finalement séparés, vendredi 21 juillet à Bamako, sans avoir signé la signature au bas du moindre document. M. Moussa Traoré, chef de l'Etat malien et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), n'aura pas réussi à réconcilier, au fond, les deux frères ennemis.

Est-on passé très près d'un accord dont certains avaient annoncé la probable signature ? Ce mini-sommet qui réunissait, outre les trois protagonistes, les présidents algérien, gabonais et nigérien, avait commencé dans la bonne humeur. M. Habré et le colonel Kadhafi avaient eu quatre heures d'entrevue en tête à tête, précédées et suivies de conversations élargies avec leurs pairs africains. Rien n'y a fait : les deux adversaires ont campé sur leurs positions.

A trois jours de l'ouverture du sommet annuel de l'OUA, le médiateur malien a-t-il voulu faire un peu de « forcing » auprès de ses hôtes afin de ne pas arriver les mains vides à Addis-Abeba ? Les Tchadiens se sont plaints, en tout cas, de l'absence totale de préparation de cette réunion. A les en croire, ils ont pris connaissance, à la dernière minute, d'un plan algérien de règlement du différend, jugé par eux trop favorable à la Libye.

Ce plan, il est vrai, entretenait le flou sur le sort de la bande frontalière d'Aozou que les troupes libyennes occupent depuis maintenant seize ans. En outre, il ne faisait pas référence à un éventuel arbitrage de la Cour internationale de justice, réclamé par les autorités de N'Djamena. Enfin, il prévoyait le départ du Tchad des forces extra-africaines, en clair, le démantèlement du dispositif « Epervier » mis en place par la France.

Un mémorandum malien aurait été accepté par les deux parties avant même le mini-sommet de Bamako. Mais la présentation tardive d'un plan algérien a, semble-t-il, quelque peu brouillé les cartes. Au cours de la mise au point d'un document de synthèse, le Tchad et la Libye auraient avancé des exigences qui rendaient tout accord impossible, au moins dans l'immédiat.

N'Djamena appelle de ses vœux le retrait des troupes libyennes de la bande d'Aozou, et semble lié à ce retrait à la libération des prisonniers de guerre libyens. Quant à Tripoli, il ne désespère pas d'obtenir le départ du Tchad des mille cinq cents soldats français, mais les autorités tchadiennes s'y refusent aussi longtemps que subsistera une menace aux frontières.

« Le dialogue reprendra à un niveau différent », s'est contenté de dire un porte-parole du médiateur malien. « Nous avons laissé aux deux parties en conflit les documents relatifs à un accord-cadre pour que chacun puisse les étudier d'une manière minutieuse et, le moment venu, nous nous retrouverons », a indiqué le président gabonais, sur un ton qui ne se voulait pas trop désabusé. Que M. Hissène Habré et le colonel Kadhafi, ennemis jurés, aient enfin consenti à se serrer la main est déjà en soi un succès, si tant est qu'en cette affaire seule est viable la « diplomatie des petits pas ».

M 0146 - 07240 - 6,00 F

3790146006000 07240

Une visite de M. Roger Fauroux à Tokyo

La France tente d'attirer les investisseurs japonais

Les investissements japonais sont les bienvenus en France. Tel est, en substance, le message délivré à Tokyo par M. Roger Fauroux. Le ministre français de l'Industrie a rencontré des responsables du gouvernement, dont le premier ministre, et des dirigeants des grandes sociétés. La France ne souhaite pas renouveler l'erreur des années 60 quand elle s'opposait aux investissements américains.

TOKYO
de notre envoyé spécial

« Vous êtes les bienvenus en France », M. Roger Fauroux n'a cessé, pendant son voyage au Japon, du 18 au 22 juillet, de marteler son message aux investisseurs potentiels japonais. Rencontrant les membres du gouvernement, dont le premier ministre, M. Uno, les fonctionnaires, et surtout les PDG de grands groupes (Toyota, Hitachi, Mazda, Toshiba, Canon), le ministre français de l'Industrie affichait une même volonté : faire oublier la mauvaise réputation de la France, vue ici comme le chef de file des nations protectionnistes européennes.

Les Japonais se racontent encore l'histoire, vraie ou fautive, de de Gaulle refusant de voir un premier ministre japonais qu'il qualifiait de « marchand de transistors ».

ERIC LE BOUCHER.
(Lire la suite page 14.)



Lire page 3 l'article de MICHEL TATU sur la composition du nouveau gouvernement soviétique et ses informations sur le conflit dans les mines.

Le « Grand Atlas de la France rurale »

Une bible des paysages

La France rurale n'est pas toujours ce que l'on croit. A travers un Grand Atlas, des chercheurs ont redessiné la carte des bourgades et des villages.

Entendez-vous dans nos campagnes... Il n'est pas besoin de remonter, comme la mode et le calendrier nous y poussent, aux riches heures de 1789 pour se convaincre des bouleversements de la France rurale. En un temps éclair, dont l'après-guerre a domé le « top », l'agriculture moderne a fait irruption dans l'ordre éternel des champs.

« Le chambardement de la France paysanne, écrivait Fernand Braudel, est à mes yeux le spectacle qui l'emporte sur tous les autres dans la France d'hier et, plus encore, d'aujourd'hui. La population a lâché pied, laissant tout en place, comme on évacue en temps de guerre une position que l'on ne peut plus tenir. » C'est le premier mérite du Grand Atlas de la France rurale que de donner à voir ce spectacle dans toute sa diversité et sa complexité, avec les nuances et les précisions que seule l'approche pluridisciplinaire peut apporter.

Conçu et réalisé par cent cinquante-deux scientifiques et universitaires, sous l'égide de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) et du Service central des enquêtes et études statistiques du ministère de l'Agriculture (SCEES), cette somme d'un millier de cartes commentées montre, combien l'identité de la France » chère à Braudel s'est remodelée au fil

Juillet, un bon mois pour les réformes dans l'éducation ? Compte tenu du rythme des départs à la retraite et de l'occueil massif des bacheliers à l'université, le recrutement des professeurs dans l'enseignement supérieur risque de plus en plus de se révéler déficitaire. Sur près de 4 000 postes ouverts cette année, un millier environ n'ont pu être pourvus.

Le ministre de l'éducation entend donc rendre plus attractif, par un soutien financier, le métier d'enseignant d'université. Il s'agit en particulier de retenir les chercheurs de troisième cycle tentés par le privé. Aux allocations de recherche déjà attribuées, vont s'ajouter des primes destinées par exemple à préparer un moniteur d'initiation à l'enseignement supérieur. C'est la plus spectaculaire d'une série de mesures préconisées par M. Jospin pour relancer les vocations universitaires.

(Lire page 8 l'article de GÉRARD COURTOIS.)

Conférence sur le Cambodge
Les quatre factions khmères se retrouvent à Paris
PAGE 4

Carmel d'Auschwitz
M. Théo Klein demande un « gel » des relations entre juifs et catholiques
PAGE 7

Incendies de forêts
« L'année la plus catastrophique depuis quinze ans »
PAGE 7

« Versets sataniques »
La demande de saisie jugée irrecevable
PAGE 16

Fonction publique
Stabilité des effectifs depuis quatre ans
PAGE 13

Festival d'Avignon
La présence d'Aimé Césaire
PAGE 9

Le Monde RÉGIONS
Un projet « révolutionnaire » à Bordeaux
PAGE 12

Le sommaire complet se trouve page 16

Trois semaines après le coup d'Etat islamique

La junte masquée du Soudan

Trois semaines après le coup d'Etat islamique de Khartoum, la junte soudanaise n'ose pas afficher ses intentions. Pour faire face à la contestation de la population qui l'accuse de représenter les Frères musulmans, elle a procédé à de nombreuses arrestations notamment parmi les professeurs d'université de gauche.

KHARTOUM
de notre envoyé spécial

Qui sont les nouveaux militaires au pouvoir à Khartoum depuis le début de juillet et que veulent-ils ? Près de trois semaines après le coup d'Etat du 30 juin, la véritable nature du Conseil de commandement de la Révolution de salut national

(CCRSN) demeure toujours vague et ses objectifs restent ambigus. « Il s'agit cette fois d'un putsch qui n'ose afficher ses véritables couleurs », affirme un intellectuel qui, en trente ans, a vu trois junte succéder au pouvoir au Soudan.

Les rumeurs ont pris naissance dès les premières heures du coup d'Etat : « Il s'agit d'un coup des Frères musulmans », — on ne prête qu'aux riches — murmuraient tout bas, alors que la radio déversait son flot habituel de communiqués militaires affirmant entre autres le « caractère pana-rabique de l'action entreprise par les forces armées ». Au fil des jours, ces « chuchotements » se sont transformés en « vacarme assourdissant », pour utiliser un terme employé par les autorités elles-mêmes.

Devant les accusations de plus en plus précises et le doute qui

commençait à gagner même l'esprit des amis arabes qui s'étaient empressés d'applaudir des deux mains « la salutaire révolution de juin », le colonel Qalander, rédacteur en chef de l'organe de la junte *Al Qawat el Mousalaha* rompit un silence embarrassé quinze jours après. Il publiait une mise au point alambiquée démentant l'existence de tout lien entre la junte et le Front national islamique.

Pour le colonel Qalander, le FNI est autant responsable de la corruption et des autres méfaits du régime de M. Sadek El Mahdi que les autres partis politiques dissous, et il sera donc traité de la même manière. Les banques islamiques seront sanctionnées s'il s'avère qu'elles ont pris part aux malversations.

JEAN GUEYRAS.
(Lire la suite page 5.)

PIAZZA CARIGNANO

Alain Elkann

roman

« La trajectoire désastreuse d'un notable de Turin juif et fasciste. Un roman parfaitement maîtrisé... »

Jean-François Kervéan *Globe*

Régine Deforges

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr ; Tunisie, 700 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch ; Belgique, 40 fr ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 315 F CFA ; Grèce, 11 dr ; Irlande, 160 p ; Italie, 2 000 L ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 F ; Norvège, 15 kr ; Pays-Bas, 2,50 f ; Portugal, 140 esc ; Royaume-Uni, 335 F CFA ; Suède, 14 kr ; Suisse, 1,80 S ; USA, 1,50 \$; USA (Holl.), 2 \$.

Dates

Il y a dix ans au Nicaragua

La chute de Somoza

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650 672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Milly (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Milly, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouff

Rédacteur en chef :
Daniel Veret

Caractéristique en chef :
Claude Sala

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-83 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 296 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-71.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tr	FRANCE	REUNION	SENEGAL	AUTRES PAYS
3	365 F	399 F	504 F	700 F
6	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9	1 030 F	1 089 F	1 464 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changement d'adresse définitive :
formuler une demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénoms : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

VENDREDI, 20 juillet 1979, 6 heures du matin, dans une rue tranquille de León. Un homme blanc, la quarantaine, apparaît sous le porche d'une maison. Une tasse à la main, il dégrafe son café à petites gorgées. Son regard attentif donne l'impression de chercher quelque chose au-delà du jardin. Sergio Ramirez, avocat et écrivain, une des figures de l'opposition au dictateur Somoza, commence la journée la plus longue de sa vie.

Il est arrivé depuis quarante-huit heures à peine avec les autres membres de la Junta de reconstruction nationale, le gouvernement provisoire formé en exil avec des représentants de l'opposition traditionnelle, comme l'ingénieur Alfonso Robelo et des sandinistes comme lui. A l'époque, peu de gens savaient que Ramirez faisait partie du Front sandiniste de libération nationale, le FSLN. Un avion les a déposés sans encombre, León et le nord du pays sont aux mains des insurgés. Depuis plusieurs semaines déjà, des terres ont été distribuées aux paysans et des expériences de coopératives agricoles démarrent dans la région. Sergio Ramirez s'avance une dernière gorgée et lance : « Partons, Managua nous attend. » Je hasarde cette question : « Que ressentiez-vous ? » Il répond par un sourire puis s'engouffre dans une voiture et lâche : « Je ressens tout ! » Il sait parfaitement que les cinquante ans de solitude infligés à son pays par le clan Somoza s'achèvent ce 20 juillet.

Managua, 11 heures. Les cloches des églises sonnent à toute volée. Elles ne parviennent pas à couvrir l'incroyable pétarade des rafales d'armes automatiques. Sur la place de la Cathédrale, devant le Palais national, des centaines de jeunes guérilleros sont déjà là, regroupés vaillamment par unités de combat : jeans et chemises vert olive, armement hétéroclite, mauvaises chaussures de marche. Et puis, surtout, les silhouettes. « A la Che Guevara », des barbus coiffés de bérets et le sourire éclatant des filles aux foulards rouge et noir. Les *muchachos*, comme on disait alors, parce qu'ils étaient des gamins. Une image de la jeunesse du tiers-monde qui, vingt ans après la révolution cubaine, fera le tour de la planète.

Premières barricades

Vers midi, la foule a déjà envahi la place. Elle a pris d'assaut les vestiges de la cathédrale : quatre murs et une façade, tel un décor de théâtre, posé dans le vide, depuis le tremblement de terre de 1972 qui transforma cette ville en champs de ruines. Un caillou de pommier éjecté se fraye un chemin parmi la multitude : Sergio Ramirez est juché dessus, avec les autres membres de la Junta. On distingue Violetta Chamorro, la veuve du directeur du journal *la Prensa* assassiné l'année précédente, et la sœur de Mgr Obando, l'archevêque de Managua.

« Eden, Eden, Eden ! » Maintenant, la foule réclame ses héros. Eden Pastora est déjà entré dans la légende. Allié « commandant Zéno », il a investi, en août 1978, le Palais national, retenu quelque 500 personnes en otage (plusieurs dizaines de députés, quelques ministres) et obtenu la libération de 83 prisonniers sandinistes. Parmi eux figuraient le député politique le plus célèbre du pays, Tomas Borge, dernier survivant des fondateurs du Front sandiniste. La casquette kaki vissée sur son casque, Tomas Borge apparaît sur un des balcons du Palais national. Dans son discours, il évoque ses souvenirs de prison, les mauvais traitements infligés par la garde somoziste. La foule se reconnaît dans son franc-parler rugueux et l'applaudit facilement. Il crée la surprise, en allant serrer la main de son ancien tortionnaire, arrêté par les sandinistes, avec ces mots : « Ma vengeance sera le pardon. » Pourtant, Borge est un marxiste orthodoxe, fasciné par l'expérience cubaine. Il deviendra tout-puissant à la tête de la sécurité de l'Etat sandiniste.

Daniel Ortega prend lui aussi la parole, avec moins de succès que Borge, car il est peu connu et mal à l'aise en public. Enfin vient Pastora : sa brève apparition suscite une formidable ovation. Mais il ne parlera pas : le « commandant Zéno » ne fait pas partie du directoire sandiniste et ses compagnons d'arme s'inquiètent de sa popularité.

Un absent : Pedro Joaquín Chamorro, le directeur de *la Prensa*, assassiné en janvier 1978. Le meurtre de Chamorro, froidement abattu au coin d'une rue par des hommes de main de Somoza, choqua à ce point l'opinion que ses obsèques se transformèrent en une gigantesque manifestation de rejet. C'est avec son assassinat que tout a vraiment commencé.

Chamorro était la bête noire de Somoza : son journal dénonçait, chaque jour, les atrocités commises par la garde nationale. Il était le leader d'une « bourgeoisie d'opposition », frustrée dans ses ambitions par la voracité du clan Somoza, écartée par les exactions du régime, mais

une opposition impuissante, fragmentée en une kyrielle de petites formations. Peu avant sa mort, il avait rencontré, secrètement, les sandinistes à Mexico pour négocier une plate-forme d'opposition. L'affaire Chamorro crée un climat favorable à une relance de la guérilla. A cette époque, en effet, l'autorité du FSLN, organisation d'inspiration guérilliste, née dans la foulée de la révolution cubaine, était encore modeste. Les sandinistes étaient divisés en trois courants opposés. En ville, leur influence ne dépassait guère l'université, et ailleurs quelques « foyers de guérilla » survivaient difficilement. En revanche, ils avaient repris un drapeau légendaire, celui d'Augusto Cesar Sandino, le général patriote qui combattit les « marines » américains débarqués au Nicaragua dans les années 30.

premières heures, une coloration originale à la révolution sandiniste.

Le Front sandiniste lance, début juin, son « offensive finale ». Des colonnes de maquisards font mouvement dans le Nord et l'Est, s'emparent de plusieurs villes. Dans le Sud, Eden Pastora ouvre une brèche à partir de la frontière avec le Costa-Rica, mais son élan est brisé par les troupes d'élite de la garde nationale commandée par le propre fils de Somoza. Très vite, une large partie du pays passe sous le contrôle des insurgés, Managua se soulevant d'elle-même, plus tôt que ne le prévoyaient les chefs de la guérilla.

L'insurrection déclenche aussitôt une crise internationale culminant le 24 juin par une résolution de l'Organisation des Etats américains demandant le départ de



Après l'assassinat de Chamorro, tout s'accéléra : les insurgés de Monimbo dressèrent les premières barricades, grèves et manifestations s'enchaînèrent, l'opposition se regroupa. La jeunesse commença à payer un lourd tribut : l'arme tira sur les corrégés étudiants. En août, Eden Pastora s'empara du Palais national, en septembre, les maquisards attaquent plusieurs bourgades, le FSLN lance un premier appel à l'insurrection. Esteli se souleva, l'insurrection est matée par un bombardement d'aviation. Avec plus de 1 500 victimes, Esteli devint la ville symbole de la résistance à la dictature.

Bourgeoisie punie

Echec militaire de l'insurrection, et, pourtant, le pari politique des sandinistes sera payant : la répression, en particulier la « chasse » aux jeunes dans les villes, a provoqué un véritable électrochoc. La population bascule du côté des guérilleros, ou, plutôt, elle prend fait et cause pour sa jeunesse : les parents cachant leurs gamins, stockant vivres et médicaments, organisant des structures clandestines dans l'ensemble du pays. Dès octobre, des centaines de jeunes partent au maquis.

Les effectifs militaires de la guérilla gonflent alors rapidement, le FSLN refait son unité, en partie sous la houlette de Fidel Castro. Le responsable cubain a mis pour condition à son engagement les retrouvailles de la famille sandiniste. L'appui de La Havane, sans doute très important, n'a peut-être pas été le plus décisif. Dès janvier 1979, en effet, les sandinistes lancent une offensive diplomatique qui porte ses fruits. Willy Brandt et Olof Palme défendent leur cause au sein de l'Internationale socialiste ; le FSLN obtient aussi l'appui des pays du pacte andin, la neutralité bienveillante du Costa-Rica, qui servira de base arrière, le soutien du général Torrijos de Panama, l'engagement du président du Venezuela, qui envoie 3 000 fusils d'assaut. Maîtres d'œuvre de cette ouverture, les frères Daniel et Humberto Ortega, animateurs de la composante la plus dynamique du Front sandiniste. Audacieux pour les coups de main militaires (ils ont lancé l'insurrection de septembre 1978 contre l'avis de Tomas Borge), ils sont aussi pragmatiques en politique : ils ont ouvert leurs rangs à des libéraux en rupture de bax, des entrepreneurs, et, surtout, des chrétiens. Un mélange typiquement nicaraguayen qui donnera, du moins dans ses

Somoza. Lâché de toutes parts, le dictateur s'accroche au pouvoir, en profitant manifestement des hésitations de l'administration Carter : Washington suspend ses livraisons d'armes mais refuse d'admettre l'évidence... Le 15 juillet encore, Somoza, tel Néron, offre un banquet aux dignitaires du régime alors que l'insurrection fait rage à Managua, des hélicoptères ayant largué des fûts d'essence sur les unités de la zone industrielle. Sans doute voulait-il punir ainsi cette bourgeoisie coupable d'avoir pactisé avec les sandinistes... Le 19 juillet, les premiers guérilleros atteignent le bunker de Somoza, au cœur de Managua. La foule est dans la rue pour accueillir les *muchachos*, il n'y a plus de combat. Les casernes sont vides, la garde nationale est en fuite, les officiers et les familiers du clan Somoza ont embarqué sur les derniers avions pour la Floride. Ce scénario acclimaté n'était pas prévu.

Somoza lui-même avait quitté Managua pour Miami quarante-huit heures auparavant, convaincu de céder la place par l'ambassadeur américain. Il laissait à Francisco Uruyo, président du Congrès et chef d'Etat par intérim, le soin de négocier

la remise du pouvoir à la Junta sandiniste. Cette formule de transition avait l'aval de Washington, l'administration Carter cherchant avant tout à sauver ce qui pouvait l'être encore de la garde nationale. Mais Uruyo fait tout capoter. Somoza parti, il déclare son intention de rester au pouvoir jusqu'au terme légal du mandat de Somoza en 1981 et ordonne à ses troupes de poursuivre le combat. C'est l'inverse qui se produit. La fuite du dictateur provoque un saut-pont général. Des milliers de soldats partent vers le Honduras. Dans leur débâcle, ils commettent les derniers massacres de cette guerre qui a déjà fait 50 000 victimes, près de 2 % de la population. Ils tuent des paysans, les dépouillent de leurs vêtements pour se déguiser en *campesinos*. Uruyo, président-mariionette d'un jour, s'efface. Tout a basculé en vingt-quatre heures.

Sur la Bible

La main droite posée sur la Bible, Sergio Ramirez jure de servir son pays en toutes circonstances. Dans une petite salle du Palais national, le gouvernement de Reconstruction nationale prête serment. Ce 20 juillet, l'acte fondateur du nouveau régime est improvisé sans le moindre protocole alors que la foule acclame toujours les chefs de l'insurrection.

Au côté de Sergio Ramirez, Violetta Chamorro, attentive et silencieuse. L'ombre de Pedro Joaquín plane sur cette brève cérémonie. A cette heure, Violetta, sa veuve, salue bien volontiers le sacrifice des *muchachos*. Elle démissionnera en 1982 de la Junta de reconstruction avec Alfonso Robelo, accusant les sandinistes d'avoir trahi leur engagement en faveur du pluralisme politique. Entre-temps, la révolution aura dispersé la famille Chamorro. Dès septembre 1979, Carlos Fernandez, le cadet des fils, deviendra l'animateur de *la Barricada*, le quotidien officiel des sandinistes. Ensuite, son beau-frère, Xavier Chamorro, entrainera avec lui une partie de la rédaction de *la Prensa* pour fonder, en 1981, un autre quotidien favorable au régime. Après son départ du gouvernement, Violetta Chamorro se repliera sur *la Prensa*, très vite redevenu un bastion de l'opposition, qu'elle dirigera avec Pedro Joaquín, l'aîné des gargons, jusqu'à la fermeture du journal sur ordre de Tomas Borge en juin 1986. A cette date, Pedro Joaquín junior quittera le pays pour devenir l'un des six membres du directoire de la Contra, la guérilla antisandiniste soutenue par l'administration Reagan.

Mais la saga des Chamorro n'est pas encore écrite au moment où Sergio Ramirez, coordinateur de la nouvelle équipe, énonce à voix lente les premières décisions du pouvoir révolutionnaire.

Deux décrets, adoptés séance tenante, englobent en cinq minutes la plus vieille dictature du continent : l'abolition de la Constitution somoziste et la confiscation des biens appartenant au dictateur déchu. A la lecture des titres de propriété et des sociétés détenues par Somoza, Sergio Ramirez laisse poindre son émotion. Le dictateur avait accumulé une fortune évaluée à 500 millions de dollars aux Etats-Unis, il possédait le monopole de la pêche, de la navigation aérienne et maritime, le tiers environ des terres cultivables. En fait la dynastie Somoza « possédait » le Nicaragua pour l'avoir gouverné pendant quarante-cinq ans à la manière d'une opérette sanglante.

PIERRE BENOÎT.

CORRESPONDANCE

L'orage de l'été 1939 au Levant

Dans l'article paru dans le Monde daté 11-12 juin 1989 concernant les événements de l'été 1939 au Levant, Paul Balta citait un ouvrage de M. Georges Corm qui nous a adressé les remarques suivantes :

L'analyse se base sur la théorie d'un fractionnement de la Syrie par le Mandat français, fractionnement qui commencerait par l'établissement de l'Etat du Grand Liban en 1920.

L'article se termine par une citation de M. Hafez el Assad, chef de l'Etat syrien, qui estime que le président François Mitterrand devrait mieux connaître son histoire et réaliser le fait qu'il y avait de tout temps dans cette région du monde un Etat unifié.

Cette affirmation (...) est contraire aux réalités historiques.

En effet, depuis la chute de l'Empire omeyyade au milieu du huitième siècle (750), il n'y a jamais eu d'Etat unifié en Syrie et cela jusqu'en 1941, date de l'indépendance syrienne. Sous l'Empire ottoman (1516-1918), les régions syriennes tout comme les régions irakiennes ou palestiniennes étaient gouvernées par différents pachas nommés par les sultans et siégeant dans les différentes grandes villes de ces provinces. Il faut rappeler ici qu'en contraste le Mont-Liban a réussi, depuis la fin du quinzième siècle, sous la conduite de dynasties locales (les Maans puis les Chéhab), à acquiescer un

statut quasi étatique entretenant des relations politiques avec l'Europe. Ce statut devait être consacré par le règlement de 1861 instituant la Moutassarifat du Mont-Liban.

S'il est incontestable que l'ensemble de la région dite de « Croissant fertile » jouit d'une unité de langue et de civilisation, aucun des dirigeants actuels de la région ne saurait incarner la légitimité d'un Etat unitaire ayant bénéficié d'une continuité historique. Depuis la fin des grands empires arabes (omeyyades puis abbassides), cette région du monde, à l'exception du Liban, a été gouvernée par diverses dynasties étrangères et ce jusqu'à l'éclatement de l'Empire ottoman.

URSS-I

au gouvern
mais p

La composition

هكدام النجل

هكذا من الأصل

Etranger

Le Monde • Dimanche 23-Lundi 24 juillet 1989 3

URSS : les appels de M. Gorbatchev au « renouvellement » et les difficultés de la perestroïka

Au gouvernement, un dégraissage mais pas une révolution

M. Rykov, chef du gouvernement soviétique, a pour l'essentiel constitué son nouveau cabinet, qui innove doublement. Pour la première fois depuis les débuts du régime, tous les candidats à un poste de ministre ont été passés au crible, d'abord devant les commissions ou les nouveaux « comités » du Soviet suprême (ou appelle ainsi les commissions communes aux deux Chambres), ensuite devant le Soviet suprême lui-même. Une pratique qui rappelle ce qui se passe devant le Congrès américain, et qui a entraîné de fait un certain nombre d'affaires. Le nom du candidat désigné par M. Bush et rejeté par le Congrès pour la direction du Pentagone. Six candidats ministres ont été écartés dès le mois de juin par les commissions, trois autres l'ont été par le Soviet suprême dans son ensemble.

Le résultat est qu'il reste encore onze postes à pourvoir : ceux de neuf ministres ou présidents de comités d'Etat (notamment pour les portefeuilles importants de la culture, des chemins de fer, du pétrole et du gaz), d'un premier vice-président du gouvernement en charge de l'agriculture et d'un vice-président responsable des relations économiques avec l'étranger.

Une autre novation a été un renouvellement plus important que par le passé. Le dernier gouvernement constitué après une élection nationale, en 1984, celui qui dirigeait M. Mikhaïl Tikhonov, avait été un parfait exemple de la « stagnation » ambiante, puisque tout le monde avait été reconduit à son poste sans aucune exception. Aujourd'hui, les survivants de cette équipe brejnévienne sont moins de dix, dont trois seulement sont restés aux mêmes postes, parfois avec des compétences légèrement différentes : les ministres des télécommunications, M. Pervouchine, nommé en 1974, de la météorologie (M. Izrael, nommé en 1978), enfin de la construction des raffineries de pétrole (M. Tchirnikov, nommé au début de 1984).

Tous les autres font partie du « régime Gorbatchev », encore que les membres nommés en 1985 et 1986, c'est-à-dire avant le début de

la véritable perestroïka, prédominent encore sur les ministres nommés pendant les grandes réformes de 1987 et 1988. On note aussi que les changements sont plus prononcés à l'échelon supérieur de la hiérarchie : six des onze vice-présidents ou premiers vice-présidents du gouvernement actuellement nommés sont nouveaux, dont deux, les académiciens Abalkine et Laverov, n'avaient jamais siégé au gouvernement ni même dans un ministère.

Plus bas, les promotions sont plus classiques. Sur les douze nouveaux titulaires de portefeuille, dix viennent de l'appareil gouvernemental et six travaillaient déjà, avec le titre de vice-ministre, dans le même département qu'ils dirigent aujourd'hui. Les seules exceptions sont un ancien directeur d'Institut nommé ministre de la justice, et un journaliste, M. Rémov, responsable des éditions.

L'âge moyen de l'équipe est abaissé à cinquante-cinq ans, contre plus de soixante ans dans l'ancien cabinet, encore que M. Rykov estime qu'il faut « le ramener à cinquante ans ». Le benjamin est M. Chichoukhov, chargé du travail et des affaires sociales (quarante ans), le doyen le général Lazov, ministre de la défense (soixante-six ans). L'un des ministres reconduits est M. Vladimir Brejnev, cousin de l'ancien secrétaire général, qui était déjà vice-ministre sous son règne, en 1975.

Cela dit, il en reste encore beaucoup de ce genre, comme le montre la composition du nouveau gouvernement regroupé dans le tableau ci-contre. Il ne suffit pas de faire fusionner le gaz avec le pétrole et la sidérurgie avec la métallurgie non ferreuse pour mettre fin au principe de la division sectorielle et verticale de l'économie. Et une bonne partie des ministères supprimés se retrouveront sans doute par pans entiers dans les nouveaux ministères rechapitrés.

Autre signe révélateur : le comité d'Etat pour les approvisionnements matériels et techniques, le fameux Gosmash, qui fournit les entreprises en matières premières et en équipements, est maintenu, alors que tout le monde demandait depuis plusieurs années de remplacer ce circuit étonnamment bureaucratique par des liens directs entre entreprises et le « commerce de gros ». Il y a aussi des redondances : un comité d'Etat à la forêt voisine avec un ministère de l'industrie forestière, et l'on continuera encore longtemps de se perdre entre le ministère « de l'industrie des machines-outils et instruments » et celui « de l'industrie électrotechnique » et des constructions d'appareillages ».

Malgré le regroupement qui s'est produit entre certains de ses ministères, le complexe militaire-industriel ne perd rien dans l'opération : M. M. Drogouïev et Rinev, anciens responsables des missiles stratégiques et de leurs ogives nucléaires, sont promus tous deux vice-présidents, l'un en charge des catastrophes naturelles, l'autre du complexe énergétique.

On notera encore la disparition du comité d'Etat au tourisme étranger, ce qui ne veut pas dire nécessairement la disparition du fameux Intourist. Quant au comité d'Etat agro-industriel, le Gosagroprom, créé en 1985 par M. Gorbatchev, son statut sera sans doute précisé lorsqu'un ministre de tutelle lui aura été trouvé. Le candidat proposé, M. Kalachnikov, a été en effet récusé par les députés.

Vingt-trois ministères supprimés

En fait, une bonne partie des changements résulte de la suppression pure et simple d'un certain nombre de portefeuilles. Sur les quatre-vingt ministères ou comités d'Etat dénombrés en mars 1989 (contre quatre-vingt-dix en 1984), vingt-trois sont supprimés, onze sont transformés ou rebaptisés. Ont été supprimés notamment des administrations aussi techniques que les ministères de la production des engrais minéraux, des « constructions mécaniques pour les industries chimique et pétrolière », des « produits panifiables », de la « construc-

Le conflit dans les mines accentué les divergences entre réformateurs et conservateurs

MOSCOU de notre correspondant

Alors que les mineurs sibériens, qui avaient entamé le 10 juillet un mouvement de grève sans précédent par son ampleur dans l'histoire de l'Union soviétique, ont repris le travail, leurs collègues ukrainiens poursuivent vendredi les négociations avec les autorités déléguées depuis Moscou.

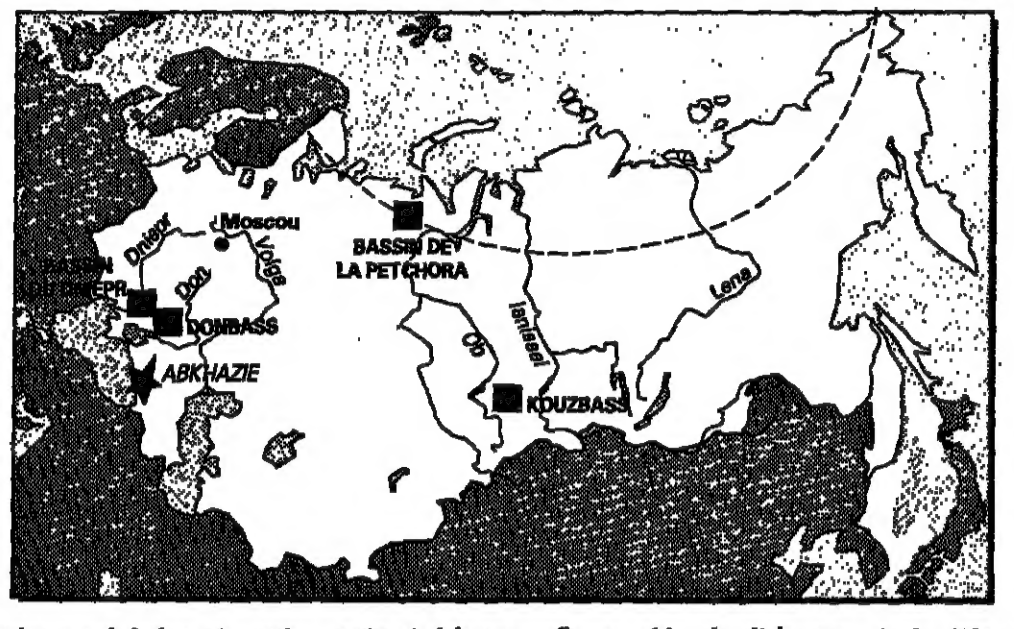
Ce timide début de règlement du conflit des mineurs apparaît toutefois encore très fragile, et le commentateur de la télévision, dans un reportage depuis le Kouzbass, soulignait vendredi soir que les mineurs avaient « interrompu » la grève plus qu'ils ne l'avaient « cessée ». Une façon très claire de signifier que la

situation pouvait évoluer très rapidement. Ces risques de propagation des troubles sociaux ne semblent pas échapper à personne dans la classe politique soviétique, à en juger du moins d'après les rares déclarations enregistrées à ce sujet. M. Mikhaïl Gorbatchev avait déjà fait état lui-même d'appels à la grève dans les chemins de fer à partir du 1^{er} août. M. Boris Eltsine, membre du Soviet suprême et considéré généralement comme l'un des champions des réformes en URSS, est intervenu à son tour à la télévision pour appeler les mineurs à reprendre le travail et à faire preuve de « responsabilité ».

Le ton grave, il a d'ailleurs reconnu que les autorités centrales et locales portaient « pour beaucoup » leur part de responsabilité dans le conflit actuel. M. Eltsine a également déclaré qu'il existait une « menace » réelle que les grèves des mineurs s'étendent à d'autres branches de l'économie et ne finissent par « paralyser » l'ensemble du pays.

suivaient avec attention le mouvement observé par leurs collègues de Vorkouta, sans toutefois faire grève eux-mêmes. Les mineurs ont élu un comité chargé de centraliser les revendications de la base.

L'exemple polonais doit hanter les responsables du Kremlin. Les grèves des mineurs constituent un véritable tournant dans la perestroïka de M. Gorbatchev. C'est la première fois en effet que les Soviétiques entrent d'eux-mêmes en scène pour réclamer une amélioration de leurs conditions de vie. Leurs revendications peuvent du reste se résumer simplement : ils veulent que le cours politique entamé par Mikhaïl Gorbatchev en 1985 s'accompagne enfin de résultats tangibles et concrets. Ils souhaitent également réduire le nombre et les privilèges des bureaux-



crates et réclament, enfin, une véritable autonomie pour leurs entreprises, autant de revendications qui vont dans le sens des réformes voulues par M. Gorbatchev.

Les grèves des mineurs vont très certainement accentuer davantage les tensions au Kremlin et devraient avoir des implications politiques dans un avenir proche. Le compte rendu, publié vendredi par la Pravda, des discussions prononcées en début de semaine lors d'une réunion de responsables au comité central montre clairement l'ampleur de la crise qui couve. Jamais depuis la réunion du Congrès des députés du peuple, fin mai et début juin, les divergences entre réformateurs de Mikhaïl Gorbatchev et conservateurs n'étaient apparues avec autant de netteté.

La dislocation de la fédération soviétique.

M. Ligatchev s'est d'autre part déclaré hostile à ce que les moyens d'information échappent au contrôle du parti : « Dans un tel cas, les moyens d'information se transformeraient en dictature de certaines forces ».

L'heure est à la dramatisation du débat politique. Signe des temps : un universitaire de Leningrad, M. Sergueï Andreïev, expose dans le dernier numéro de la revue du comité central, *Argumenty i fakty* (Arguments et faits), un véritable scénario-catastrophe analysant l'action des « forces qui cherchent à déjouer la perestroïka ». Le Kremlin, selon cet auteur, va être réduit bientôt à un choix fondamental : « la démocratie ou la dictature ». — (Interim.)

La démocratie ou la dictature

Le temps presse pour le numéro soviétique, qui sait que sa politique est menacée et risque de rester lettre morte si elle continue de se heurter à des résistances considérables, en particulier de la part de l'appareil, ce tentaculaire corps de fonctionnaires qui relève du parti. Mikhaïl Gorbatchev a d'ailleurs appelé sans ambages à « renouveler » les cadres à tous les niveaux, des collectifs de base « jusqu'au comité central et au bureau politique ». Le parti n'est plus suffisamment à l'écoute des besoins de la population, et si cela se poursuit, il se produira une « rupture dangereuse ». La politique des cadres, a poursuivi le dirigeant soviétique, constitue « aujourd'hui la clé pour changer les choses vers le mieux ».

Devant l'éveil d'une société civile en URSS, avec notamment les mouvements informels qui se multiplient et auxquels M. Gorbatchev a rendu hommage, au passage, pour leur dynamisme, le Parti communiste est en plein désarroi.

Trois militaires tués en Abkhazie

Trois membres des forces de l'ordre ont été tués, vendredi soir 21 juillet, à coups de fusil de chasse dans un village situé au sud de Soukhumi, capitale de la République autonome d'Abkhazie (dépendant de la Géorgie). Les trois hommes, dont un lieutenant, faisaient partie d'un détachement des troupes du ministère de l'Intérieur qui procédait à l'arrestation de la saisie des armes dissimulées dans les habitations. Depuis le 15 juillet, les affrontements entre Abkhazes et Géorgiens ont fait vingt et un morts et des centaines de blessés. Quarante-neuf personnes ont été interpellées vendredi pour violation du couvre-feu. — (AFP.)

● ESTONIE : manifestation russe. — Des milliers de Russes vivant en Estonie ont manifesté, vendredi 21 juillet, contre la campagne menée par les dirigeants locaux en faveur d'une plus grande autonomie économique de cette république et de la promotion de la langue estonienne. Selon le conseil des collectifs ouvriers, qui organisait la manifestation, la politique actuelle des responsables estoniens est « anticonstitutionnelle » et « dirigée contre les personnes qui parlent russe ». Les immigrés russes représentent 40 % de la population de cette république baltique, rattachée à l'Union soviétique en 1940. — (Reuters.)

TURQUIE Plus de 150 000 réfugiés de Bulgarie

158 000 personnes appartenant à la minorité turque de Bulgarie ont trouvé refuge en Turquie, a annoncé, vendredi 21 juillet, à Genève, un porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux réfugiés. Les autorités turques ont demandé l'aide des Nations unies pour assister les réfugiés. Pour Ankara, ces départs sont la conséquence des mesures de « restriction forcée » prises par Sofia à l'égard de cette minorité estimée à 1,5 million de personnes. Les Bulgares de souche turque se plaignent de la politique de Sofia, qui les oblige, depuis 1984, à laisser leurs noms et leur défend l'usage de leur langue ainsi que la pratique de leur religion. Selon les autorités bulgares, plus de 250 000 personnes ont demandé les documents nécessaires pour se rendre en Turquie.

Conséquence de cet exode : la Bulgarie a enregistré une « baisse de la production d'une valeur de 1,5 à 2,5 millions de dollars », rapporte le quotidien Zvezdelno Znamie, vendredi. — (AFP.)

La composition du conseil des ministres

PRÉSIDENT
M. Mikhaïl Rykov (1985)
Premiers vice-présidents
M. Lev Voronine, chargé des affaires générales (*);
M. Iouri Maslounov, président du Gosplan (1983);
? : chargé de l'agriculture.
Vice-présidents
M. Lev Abalkine : réformes économiques (**);
M. Igor Belousov : industrie de défense (1988);
M. Alexandre Biroukova : développement social (1988);
M. Vladimir Gousov : industries chimiques (1986);
M. Vitali Drogouïev : risques majeurs (*);
M. Mikhaïl Laverov : comité d'Etat pour la science et la technique (*);
M. Pavel Mostovoi : comité d'Etat pour l'approvisionnement matériel et technique (Gosmash) (**);
M. Lev Riabov : énergie (*);
M. Ivan Silaev : constructions mécaniques (1985);
? : commission économique extérieure.
MINISTÈRES GÉNÉRAUX
Affaires étrangères : M. Edouard Chevardnadze (1985);
Défense : Général Dimitri Lazov (1987);
Intérieur : M. Vadim Bakatine (1988);
Comité à la sécurité d'Etat (KGB) : M. Vladimir Krioutchikov (1988);
Justice : M. Veniamine Iakovlev (*);
Relations économiques extérieures : M. Konstantin Kasouchev (1988);
Finances : M. Valentin Pavlov (*);
Comité d'Etat à l'éducation nationale : M. Guennadi Iagouline (1988);
Communications (P et T) : M. Eriou Pervouchine (1974);
Santé : M. Evgueni Tchazov (1987);
Travail et affaires sociales : M. Vladimir Chichoukhov (*);
Commerce : M. Konstantin Terekh (1986);
Géologie : M. Grigori Gabrieliants (*);

Culture : ?;
Comité d'Etat à l'édition : M. Mikhaïl Rémov (*);
Comité d'Etat pour la télévision et la radio : M. Mikhaïl Nenschev (*);
Comité d'Etat pour le cinéma : M. Alexandre Katchalov (1986).
MINISTÈRES ÉCONOMIQUES SECTORIELS
Énergie
Énergie et électrification : M. Iouri Semenov (*);
Pétrole et gaz : ?;
Industrie houillère : M. Mikhaïl Chichoukhov (1985);
Industrie chimique et pétrochimique : M. Mikhaïl Lemaev (1985).
Métallurgie
Métallurgie : M. Serafim Kolpakov (1985);
Constructions mécaniques lourdes : M. Vladimir Velichko (1987);
Industrie automobile et des machines agricoles : M. Mikhaïl Pougoun (1985);
Industrie électrotechnique et constructions d'appareillages : M. Oleg Anoumov (1986);
Constructions de machines-outils et instruments : M. Mikhaïl Pavlov (1986).
Industrie militaire
Industrie de la défense : M. Boris Belousov (*);
Constructions aéronautiques : M. Apollon Syrtsov (1985);
Constructions mécaniques générales : M. Oleg Chichoukhov (*);
Constructions navales : M. Igor Kokousov (1988);
Industrie électronique : M. Vladimir Kolesnikov (1985);
Énergie et industrie atomique : M. Vitali Kononov (*).
Transports
Aviation civile : M. Alexandre Volkov (1987);
Marine marchande : M. Iouri Volkov (1986);
Voies de communication (chemins de fer) : ?;
Bâtiment
Comité d'Etat pour le bâtiment : M. Valeri Serov (*);
Constructions des entreprises de l'industrie du pétrole et du gaz : M. Vladimir Tchirnikov (1984);

Construction pour les transports : M. Vladimir Brejnev (1975).
Travaux de montage et constructions spéciales : M. Alexandre Mikhaïlchenko (*);
Travaux d'irrigation : ?;
Divers
Pêcheries : M. Mikhaïl Kodiar (1987);
Industrie médicale : M. Valeri Bykov (1985);
Informatique et matériel de calcul : M. Boris Tolstykh (*);
Industrie légère : M. Lioudmila Davletova, ministre sans portefeuille (*);
Industrie forestière : ?;
Comité d'Etat aux statistiques : M. Vadim Kirichenko (*);
Comité d'Etat pour les standards et la qualité de la production : M. Viatcheslav Sytchev (*);
Comité d'Etat à l'hydrométéorologie : M. Iouri Izrael (1978);
Comité d'Etat pour la forêt : M. Alexandre Isayev (1988);
Comité d'Etat pour la sécurité dans l'industrie et dans l'énergie atomique : M. Vadim Malychov (1986);
Comité d'Etat pour les prix : ?;
Comité d'Etat pour la protection de la nature : ?;
Comité d'Etat pour la culture physique et le sport : ?;
Président de la banque d'Etat (Gosbank) : ?;
Ministre sans portefeuille, vice-président du Gosplan : M. Douzakov (*).
(* Ancien membre du gouvernement, mais nouveau dans ce poste.
(**) Nouveau membre du gouvernement.
Pour ceux qui sont reconduits dans leurs fonctions ou dont les attributions n'ont été que légèrement modifiées, la date figurent entre parenthèses est celle de leur première nomination.
Les points d'interrogation signalent les portefeuilles dont les titulaires restent à désigner.

● URSS : prochaine visite des dirigeants hongrois. — M. Rózsa Nyers, président du Parti socialiste ouvrier hongrois, et M. Károly Grosz, le secrétaire général du parti, feront une visite de travail en URSS les 24 et 25 juillet, a annoncé l'agence Tass. — (AFP.)

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

LE TITRE DU JOUR

Suivez les événements

heure par heure

ACTUALITÉ

36.15 LEMONDE

Asie

CAMBODGE : à la veille des rencontres intercambodgiennes de La Celle-Saint-Cloud

Le prince Sihanouk réaffirme que l'exclusion des Khmers rouges rendrait la paix impossible

Avec l'arrivée, samedi 22 juillet à Paris, de M. Hun Sen, chef du gouvernement de Phnom-Penh, les grandes manœuvres cambodgiennes peuvent commencer. Le dirigeant du régime pro-vietnamien rejoint en effet dans la capitale française les chefs des trois autres composantes khmères réunies dans un gouvernement de résistance, le prince Sihanouk, M. Son Sam, le nationaliste, et M. Khieu Samphan, chef nominal des Khmers rouges. Tous quatre doivent participer, mardi 25 juillet au château de La Celle-Saint-Cloud, à une table ronde préparatoire à la conférence internationale sur le Cambodge qui s'ouvrira le 30 juillet à Paris, sous la présidence de la France et de l'Indonésie.

Auparavant, le prince et M. Hun Sen seront reçus à La Celle-Saint-Cloud lundi matin par M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, avant de se mettre à discuter tous les deux. M. Hun Sen devrait être reçu le 27 juillet par M. Michel Rocard. Coprésidente, la France accorde ainsi pour la première fois un traitement quasiment identique à son vétéran Sihanouk et à M. Hun Sen.

Ces deux journées de conversations entre Khmers, qui pourraient éventuellement se prolonger, ont pour objectif de tenter de trouver une solution à l'aspect intérieur du drame cambodgien qui pourrait être avalisée par la conférence internationale. Elles ont été précédées ces dernières semaines, de part et d'autre, par des déclarations d'intention mêlant les concessions possibles à la réaffirmation de points de vue inconciliables. Il faudra attendre la rencontre pour voir s'il s'agit de gestulations préliminaires ou de positions irrémédiables.

En particulier sur la question des Khmers rouges, que ni Hanoi ni

Phnom-Penh n'acceptent de voir figurer dans le nouvel organisme du Cambodge tandis que, pour le prince comme pour Pécin et les pays de l'ASEAN, ils doivent nécessairement être partie prenante à une solution. Paradoxalement, Phnom-Penh accepte de discuter avec les Khmers rouges, à quatre, d'une solution dont ils seraient exclus.

C'est que le prince Sihanouk s'est efforcé, une fois de plus, dans son style inimitable, d'expliquer, vendredi 21 juillet, à Paris, lors d'une conférence de presse, après avoir répété ses griefs contre les Khmers rouges, qui ont assassiné de nombreux membres de sa famille et « ont réussi à renvoyer le Cambodge à l'âge de pierre », il a affirmé avec force que leur participation à une « union nationale n'excluant personne est le prix pour obtenir le retour du Cambodge à l'indépendance nationale et à la stabilité ».

« Faire des Khmers rouges des hors-la-loi est mortel pour le Cambodge. Il n'y aurait jamais la paix », il faut donc prendre au mot les partisans de M. Pol Pot — dont la « retraite » annoncée est autant un « mensonge » que le « neutralisme » tout neuf affiché par M. Hun Sen, dans lequel il continue de voir l'homme de Hanoi — quand ils acceptent un contrôle international de leurs forces. Or « c'est Hun Sen et le Vietnam qui rejettent » cette mise sous tutelle des Khmers rouges, qui les associe à une formule quadripartite pour les empêcher de reprendre le pouvoir.

« Le Vietnam fait semblant de partir du Cambodge (...). Mais il compte bien y revenir pour la coloniser à la faveur d'un retour au pouvoir de Pol Pot. Car, si rien n'est fait pour le contrôler, c'est l'encon-

ner à reprendre le pouvoir », car les Khmers rouges demeurent la force armée la plus efficace au Cambodge. « Ainsi Hanoi aura un bon prétexte pour revenir coloniser le Cambodge sous les applaudissements de la communauté internationale ».

« Un tiers de solution » serait « magnifique »

Le prince propose donc la réduction à dix mille hommes des forces armées des quatre composantes khmères, et le contrôle du retrait vietnamien officiellement prévu avant le 29 septembre par des « casques bleus », sous l'égide des Nations unies, et d'élections générales organisées par une administration transitoire quadripartite. Or, jusqu'à présent, ses interlocuteurs et rivaux de Phnom-Penh, soutenus par Hanoi, se sont opposés à la présence d'une force armée internationale, sous prétexte qu'elle sera « inutile car elle ne sera pas capable de contrôler tout le pays », selon les termes du vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, Tran Quang Co.

Hanoi est en revanche favorable à la proposition de cessez-le-feu proposée par la Thaïlande et à laquelle s'oppose vigoureusement le prince pour la bonne raison qu'il ne croit pas à la sincérité du retrait vietnamien. Il restera, selon lui, encore au Cambodge, le 29 septembre, 130 000 Vietnamiens armés et tant que leur départ ne sera pas effectif, la résistance se poursuivra.

Malgré toutes ces difficultés, et une vingtaine d'années de guerre depuis l'entrée du Cambodge dans le cycle indochinois au printemps de 1970, Norodom Sihanouk se veut optimiste : « Il ne faut pas laisser échapper cette occasion unique de stabilité et de paix sociale au Cambodge avec quatre parties égales en droits et en pouvoirs ». Certes, il s'oppose à la fiction d'élections organisées par M. Hun Sen dans les trois mois après le retrait des Vietnamiens sans accord politique préalable entre Khmers et affirme que « le problème vietnamien au Cambodge n'est pas résolu ». Mais « si la conférence réussissait à résoudre plusieurs aspects de ce problème très compliqué, un tiers, deux tiers, ce sera magnifique et on sera en mesure sur le terrain de trouver une solution totale ».

Les rivalités, les divisions, voire les haïmes entre Khmers sont trop profondes pour que cela soit facile. Les relations entre le prince et Hun Sen — qui se sont rencontrés pour la première fois à l'Expo-Cardinal de décembre 1987 — se sont renouées à deux reprises en France, ainsi qu'en Indonésie — sont onguettes ; mais celles avec les deux autres factions de la résistance ne sont pas plus paisibles. Les Cambodgiens doivent toutefois faire la preuve qu'ils sont capables de trouver ensemble une solution, ou une amorce de solution ; sinon ils risquent d'être contraints d'accepter une solution plus ou moins satisfaisante imposée par leurs protecteurs respectifs et par une communauté internationale lasse d'un conflit qui s'éternise. On ne dérange pas en vain les ministres des affaires étrangères d'une vingtaine de pays, dont ceux des cinq « Grands ».

Le prince Sihanouk semble enfin l'avoir senti. Après avoir suivi depuis des mois une sorte de politique de la chaise vide, boudant des réunions, telles que celle de Djakarta en mai dernier, en se retirant un temps de la présidence de la résistance ou en menaçant de venir à La Celle-Saint-Cloud et à Paris en septembre 1987, il a décidé de laisser la scène libre à ses deux principaux rivaux, M. Hun Sen et l'effacement chef de la diplomatie vietnamienne, M. Nguyen Co Thach.

Le chef de la résistance khmère est revenu au premier plan, jouant à nouveau de son prestige international et national, et d'un sens manœuvrier parfois déconcertant. Dans sa conférence de presse tenue avant l'arrivée de M. Hun Sen et Thach, il a dévoilé le premier publiquement ses propositions. Calme, malgré quelques piques qu'il affecte, il a présenté sa position équilibrée par un plan en cinq points et un projet de Constitution qu'il oppose à celle du nouvel Etat du Cambodge dans lequel vient de se transformer la République populaire du Kampuchéa et dans laquelle il trouve trop de relents « communistes ». Mais c'est à la table de conférences de La Celle-Saint-Cloud — qui avait déjà accueilli en 1964 une conférence sur un Laos déchiré entre communistes, anti-communistes et neutralistes et en 1973-1974 des pourparlers entre Sud-Vietnamiens — que l'on verra si les Cambodgiens sont prêts à mettre leurs divergences de côté pour mettre fin à une guerre qui s'éternise.

PATRICE DE BEER.

Amériques

MEXIQUE : contestation des élections partielles du 2 juillet

Les fausses notes de l'ouverture

Les résultats des élections partielles qui se sont tenues le 2 juillet dernier dans plusieurs Etats du Mexique continuent de soulever de nombreuses protestations de l'opposition dans le Michoacan — à l'ouest du pays — où le PRD (Parti révolutionnaire démocratique) conteste la victoire du PRI (Parti révolutionnaire institutionnel), au pouvoir depuis soixante ans.

Le président Carlos Salinas de Gortari voulait les élections locales du 2 juillet « libres et transparentes ». L'enjeu était limité. Il s'agissait d'être des gouverneurs et des assemblées locales sans qu'un quelconque bouleversement politique puisse découler de ces « partielles ». La vigilance des partis de l'opposition s'expliquait principalement dans deux Etats — Basse-Californie au nord et Michoacan à l'ouest — par leurs réelles chances de l'emporter et d'écorner ainsi la prépondérance du parti au pouvoir.

A droite, le PAN (Parti d'action nationale) caressait le rêve d'obtenir le poste de gouverneur, une première dans l'histoire récente du pays. Sa victoire en Basse-Californie lui a été reconnue presque aussitôt. Un choc pour le parti traditionnel de l'opposition mexicaine mais aussi pour le pays, qui a aussitôt été présenté comme le reflet de l'évolution démocratique du régime.

Il s'agit presque d'une victoire annoncée tant, dans cet Etat, la préparation des élections avait, du côté du pouvoir, suivi un cours atypique. La possibilité d'une défaite du PRI avait été envisagée avant même le déroulement du scrutin. Aussi sa candidate, Margarita Ortega, n'avait-elle pas démissionné de ses fonctions au Sénat et il était prévu, toujours à la veille des élections,

qu'elle trouverait en cas d'échec un poste au sein du parti, une procédure inhabituelle au Mexique. Les caciques locaux du PRI ne devaient pas trop souffrir d'un tel échec puisque la candidate n'était pas celle qu'ils souhaitaient.

Le président mexicain a cependant tenu à souligner lui-même qu'un tel revers était à mettre au compte des erreurs et de la corruption des dirigeants du passé. La Basse-Californie représente presque aujourd'hui le symbole d'une grande victoire du PRI, en raison de son acceptation de la défaite.

« Enorme et monstrueuse fraude »

Il en va tout autrement dans l'autre Etat phare de ces élections partielles, le Michoacan où le berceau de la famille Cardenas. Du général Lazaro, ancien président du Mexique et auteur de la nationalisation du pétrole en 1938, comme de Cuauhtémoc, ancien gouverneur de l'Etat entre 1980 et 1986 et figure de proue, depuis sa candidature à l'élection présidentielle de juillet dernier, de l'opposition de gauche.

Dans cet Etat, le candidat Cardenas avait recueilli plus de 60 % des suffrages en juillet 1988 et son parti, le PRD, s'attendait, malgré la division de la gauche, à obtenir la majorité de l'Assemblée régionale lors de ce scrutin. Les résultats officiels, contestés et pour l'heure encore incertains en raison des recours déposés, ne lui accordent qu'une petite majorité d'un tiers des dix-huit sièges à pourvoir. La fronde, dans un Etat où les occupations de maires sont de plus en plus nombreuses depuis le début de l'année, s'amplifie donc. Des routes ont été bloquées et les manifestations se multiplient. Le dirigeant du

PRD dénonce pour sa part une « énorme et monstrueuse fraude ».

De passage à Paris, le sénateur Porfirio Muñoz Ledo, secrétaire du PRD, estime que le pouvoir devait « d'abord sauver l'appareil du parti d'un échec total, et ensuite infliger un revers à Cuauhtémoc Cardenas dans son propre fief ». « Le message du gouvernement est clair, dit encore Porfirio Muñoz Ledo : la démocratisation est en marche mais avec les partis qui ne représentent pas un danger pour le système ».

Le sénateur craint, à titre personnel, que le PRD ne soit à terme marginalisé s'il accepte cette défaite : « Si on perd dans le Michoacan, on perd partout ».

Il souhaite en conséquence que son parti prenne les mesures les plus radicales pour faire respecter ce qu'il estime être ses droits, et défende cette position à Mexico lors de son retour.

Les résultats de ces élections locales, qui ne sont ni les premières ni les dernières avant le grand rendez-vous politique des législatives en 1991, illustrent en fait les difficultés de l'évolution démocratique souhaitée par la population et promise par le président Salinas de Gortari. La modernisation du PRI, en cours, prendra — tout le monde en convient dans les sphères du pouvoir — beaucoup de temps. Pour la mener à bien, les dirigeants du PRI estiment impensable qu'un parti habitué depuis si longtemps à régner en maître voit d'un coup disparaître sa suprématie alors même que la cote de popularité de « son » président se renforce. Dans le « concert de l'ouverture », marquée cette fois par le succès du PAN, subsiste en conséquence quelques fausses notes.

DENIS HAUTIN-GIRAULT.

ÉTATS-UNIS : les ennus d'une « Marie-Antoinette » milliardaire

Procès d'une « reine » tricheuse

NEW-YORK de notre envoyée spéciale

« Mesdames et messieurs les jurés, ma cliente n'est coupable de rien, sinon d'être une fiévreuse gâche. Condamnez-on les gens parce qu'ils sont impopulaires ?... » C'est par cette plaidoirie inattendue de l'avocat de la défense que s'est réouvert, devant un tribunal fédéral de Manhattan, le procès le plus révolutionnaire de la saison : celui de la « reine de New-York », titre que Leona Hemsley s'est elle-même attribué.

Leona Hemsley, pour ceux qui auraient échappé aux pages de publicité dans les magazines la montrant dressée sur ses talons comme sur des ergots, c'est un petit bout de femme aux fous rires incontrôlables. A soixante-neuf ans et grâce à quelques liftings, elle continue à régner, le front serein, sur les 5 milliards de dollars de l'empire immobilier de son mari, Harry. Or la « reine » et son époux, qui ne paraissent pas se plaindre — les avocats ont fait jouer une certaine « fragilité mentale » chez ce vieillard de quatre-vingts ans — sont accusés, entre autres trafics de factures et extorsion de fonds, d'avoir privé le fisc d'au moins 4 millions de dollars. Belle fin de règne.

« Madame Veto »

Les Hemsley ne figurent qu'à la dix-septième place sur la liste des plus riches Américains, établie par Forbes Magazine, mais il possède quelques belles pièces dans sa collection, dont le fameux Empire State Building, sans compter une chaîne de vingt-sept hôtels de grand luxe. Pour améliorer son Petit Trianon — en l'occurrence Daimler-Benz, un pied-à-terre champêtre de vingt-huit pièces dans le Connecticut, celle que les commentateurs émoustillés par le bicentenaire de la Révolution française ont baptisée « Marie-Antoinette », aurait fait passer en frais professionnels un indispensable

moblier Louis XVI, une piscine de 1 million de dollars et un amour de système stéréo couvrant toute la propriété comme celui qu'elle avait « tant aimé à Disneyland ».

Jusqu'à là, rien d'étonnant et Leona Hemsley ne serait pas le premier papin pourri de la « Grosse Pomme » (New-York) pris en flagrant délit de corruption. Seulement, ce scandale-là est d'autant plus juteux qu'il n'y manque rien et surtout pas l'ingrédient politique, car c'est Rudy Giuliani, l'ex-procureur général et l'actuel favori pour l'élection du maire, en novembre, qui est l'auteur du coup de filet. Il ne serait pas bon pour ce nouveau Fouquier-Tinville, protecteur de la loi et de l'ordre, que les Hemsley s'en tirent à bon compte. Jalouse aidant, ajoutez à cela, dans le rôle du renégat façon Philippe Egalité, l'ancien promoteur de Leona, le célèbre promoteur Donald Trump et le tableau est complet. M. Trump a écrit à Harry Hemsley, dans une lettre confidentielle mystérieusement parvenue au New-York Times : « Votre femme est une horreur pour l'humanité (...) Elle va vous ruiner ».

Il n'en fallait pas plus pour que, jouant les tritonneuses, la presse s'acharne sur « Leona Marie-Antoinette ». Il est vrai que celle-ci prête le flanc. D'une pingrerie rarissime, elle n'est jamais tant « Madame veto » que face à une addition, y compris celle du transport du cercueil de son fils décédé... elle en demande le remboursement.

Et les témoins d'expliquer qu'elle rognait et trichait sur tout, disant même un jour à la gérante de sa propriété : « Il n'y a que les petites gens qui paient des impôts ».

L'avocat de la défense, qui compte jouer sur l'antipathie manifeste provoquée par sa cliente, a deux mois pour prouver qu'il n'y a contre elle qu'un tissu de calomnies créé par des envieux. Sinon, c'est en prison que la « reine », qui risque de cinq à vingt ans d'incarcération, ira digérer sa brèche.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

● ÉTATS-UNIS : un diplomate soupçonné d'espionnage. — Un diplomate américain, M. Félix Bloch, fait l'objet d'une enquête du FBI pour espionnage, a annoncé, vendredi 21 juillet, le département d'Etat. La

chaîne de télévision ABC a montré des images de M. Bloch, filmé par des agents du FBI, en train de remettre une mallette à un agent soviétique à Vienne, où il était le numéro deux de l'ambassade américaine. — (AFP.)

PÉROU

Echec à Lima d'une « grève armée » lancée par le Sentier lumineux

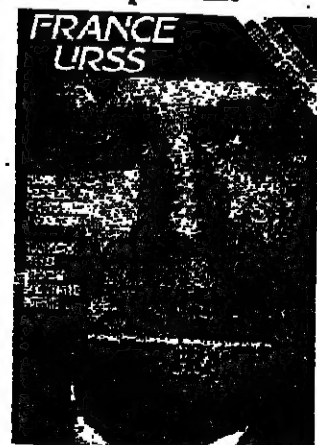
LIMA de notre correspondante

L'appel à la « grève armée » lancé pour le 20 juillet par le Sentier lumineux dans la capitale péruvienne a été fort peu suivi par la population. Les attentats de la veille contre six autobus n'ont pas suffi à intimider les huit millions d'habitants, qui ont pourtant dû faire face à de sérieux problèmes de transport. Le dynamitage de pylônes de haute tension a plongé plusieurs secteurs de la capitale dans l'obscurité. La mobilisation de quinze mille policiers a permis l'arrestation d'une vingtaine de terroristes présumés qui, selon les autorités, s'apprêtaient à commettre des attentats. Trois membres d'un commando ont été abattus au cours d'un accrochage.

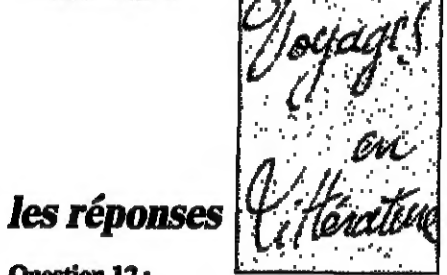
« Le peuple descendra dans la rue pour lutter », annonçait El Diario, le quotidien du Sentier lumineux. Les rues du centre de la capitale, théâtre, depuis le mois dernier, de constantes manifestations de grévistes, ont pourtant été en ce point plus calmes. Jusqu'à présent, les consignes de « grève armée » lancées par le Sentier lumineux n'ont été largement suivies qu'au cœur des Andes, dans le bastion d'Ayacucho et d'Aprimac, dans la vallée tropicale du Haut-Huallaga, où est cultivée la coca. Et à Huancayo, l'importante ville charnière entre les Andes et la côte, la fois grenier alimentaire et réservoir d'énergie de la capitale. Mais, à Lima, l'action du Sentier est encore bien loin de pouvoir mobiliser ou paralyser la population, bien qu'elle montre chaque fois plus d'efficacité.

NICOLE BONNET.

Pour tous ceux que l'U.R.S.S. intéresse, surprenez ou passionnez



Concours



les réponses

Question 12 :

On retrouve, chez des auteurs de théâtre très différents, des personnages qui portent le même nom sans avoir pour autant le même rôle ou le même caractère. Nous vous donnons des informations pour que vous retrouviez quelques-uns de ces homonymes théâtraux.

a — Chez Cocteau, c'est une intrigante marâtre qui ourdit en faveur de son fils ; chez Molière, c'est une perdue coquette...

⇒ Arsinoé

b — Hésite entre l'imprécation au dix-septième siècle et la badinerie au dix-neuvième siècle.

⇒ Camille

Question 13 :

La célébrité d'un auteur ne s'étend pas toujours à l'ensemble de son œuvre. Trouvez les deux écrivains à qui l'on doit ces ouvrages :

a — Histoire de la roulette.

⇒ Pascal

b — La Voiture embourbée.

⇒ Marivaux

Question 14 :

Tout le monde sait bien que les écrivains sont plus ou moins narcissiques. A vous de dire à quel auteur appartient la citation autobiographique que voici :

« Qu'aucun amateur de scandale ne se réjouisse, je n'écris pas pour lui... »

⇒ George Sand

Question 15 :

Certains prénoms de jeunes filles se retrouvent en des œuvres d'auteurs très différents. Pouvez-vous retrouver ces prénoms, communs à des œuvres distinctes, grâce aux indications que voici ?

a — Une diabolique qui vous serre la main sous la table, ou une jolie brune aux yeux verts, qui ment et disparaît...

⇒ Albertine

b — On la quitte malgré soi ; ou elle préfère son jardin au musée de son père...

⇒ Bérénice

Question 16 :

Nombreuses sont les œuvres dont le titre est le prénom du héros principal (on dit : du héros « éponyme »). Nous vous proposons d'en retrouver un parmi les cinq que voici grâce à cette indication :

Son regard fait tomber l'enseigne...

⇒ Aziyadé

مكتبة النخيل

Afrique

SOMALIE : Climat de terreur à Mogadiscio

« Le vieil homme est capable de tout... »

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a annoncé le voyage qu'il devait effectuer, du 22 au 23 juillet en Somalie, vient d'annoncer à New-York, M. Juan Carlos Brandt, un des porte-parole des Nations unies. Ce dernier n'a fourni aucune raison à l'annonce de ce voyage, mais il ne fait aucun doute que celle-ci est due à la situation qui prévaut en Somalie.

D'autre part, le ministre éthiopien des affaires étrangères, M. Berhannu Bayle, a exprimé son inquiétude : « Je suis inquiet des informations qui nous parviennent. Nous voulons la paix avec tous nos voisins », a-t-il déclaré à l'AFP. « Nous avons 400 000 réfugiés somaliens et nous aimerions les voir rapatriés », a-t-il ajouté, estimant que les Somaliens avaient appliqué « 90 % » de l'accord de normalisation entre les deux pays.

NAIROBI Correspondance

Une semaine après les émeutes qui ont ensanglanté le 14 juillet, les rues de Mogadiscio, un « climat de terreur » continuera à régner dans la capitale somalienne que certains habitants « ont commencé à fuir », affirme un voyageur somalien de passage à Nairobi. Ce sont surtout les gens de la tribu Hawiye qui ont fui, dit-il, car beaucoup d'entre eux, originaires de la région de Mogadiscio, ont de la famille et des terres dans les environs.

La répression contre les civils orchestrée par la police militaire et les officiers de la 77^e division qui dirige le général Mestah, fils aîné du président Siad Barré, viserait « à maintenir les gens dans la peur pour les empêcher de se révolter à nouveau ». Ainsi, dimanche 16 juillet, 46 jeunes gens auraient été exécutés « pour l'exemple » dans le quartier populaire de Jisra, situé à l'est de la capitale. Depuis les émeutes, « près de 2 000 personnes » auraient été emprisonnées. « C'est un chiffre approximatif », admet le voyageur, « car pour beaucoup de familles dont un parent a disparu, le problème est de savoir s'il est encore en vie... ».

Si le soulèvement populaire est bien parti des mosquées — où les soldats sont entrés de force sans quitter leurs chaussures, précise le voyageur —, il semble certain désormais que

l'arrestation des imams opérée la veille ait été soigneusement calculée par le gouvernement « pour faire croire que les imams étaient responsables du meurtre de l'évêque catholique », Mgr Salvador Colombo, assassiné quelques jours auparavant. Cette « manœuvre » du gouvernement somalien a en partie réussi, provoquant des rumeurs de « tentative de coup d'Etat intégriste » parmi les communautés d'expatriés.

« Désormais, le régime du président Siad Barré n'a plus aucune excuse, aucun soutien dans le pays... en dehors de son propre clan, celui des Marehan », affirme le voyageur somalien. « La police militaire et les garnisons de Mogadiscio sont entièrement composées de Marehan : ils ont commencé à distribuer des armes aux civils de leur tribu ».

Quant à l'ethnie Ogaden, majoritaire au sein de l'armée régulière, elle est « cantonnée en dehors de la capitale, surtout dans le nord du pays », souligne le voyageur. Dans ce contexte, l'hypothèse d'un coup d'Etat lui semble peu probable : « Siad Barré a suffisamment d'armes pour soutenir un siège pendant au moins deux mois. Ne vous faites pas d'illusions : le vieil homme, s'il doit tomber, est capable de tout sur son territoire. Il fera un carnage terrible, un bain de sang bien plus horrible que ce qu'on a connu le 14 juillet ».

CATHERINE SIMON.

NAMIBIE

Pretoria réclame la libération des prisonniers de la SWAPO

A l'issue d'une entente de plus d'une heure, à Pretoria, avec trois membres du gouvernement sud-africain, M. Perez de Cuellar s'est déclaré, le 21 juillet, convaincu que les élections qui se dérouleront en novembre en Namibie pourraient être « libres et honnêtes ». Pour sa part, le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. P. W. Botha, a estimé après sa rencontre avec le secrétaire général de l'ONU que le processus d'indépendance se déroulait « extrêmement bien ».

La présence au sein de la police namibienne d'anciens membres d'une unité spéciale créée pour com-

battre les guérilleros de la SWAPO continue, toutefois, d'inquiéter M. Perez de Cuellar. « Je suis sûr que nous allons trouver une solution », a-t-il déclaré. En revanche, M. Botha n'a pas manqué de souligner le problème des prisonniers de la SWAPO. M. Perez de Cuellar, à cet égard, veut agir vite, puisqu'il devait rencontrer, samedi 22 juillet, à Lusaka le président de la SWAPO, M. Sam Nujoma. Sa tâche s'annonce difficile, car ce mouvement affirme ne plus désirer aucun prisonnier. « C'est, (à son avis), un produit de l'imagination des Sud-Africains », (Interim.)

(Suite de la première page.)

Si le général Omar Hassan El Bechir, chef de la junte, n'a jamais appartenu au FNI, il est un musulman dévot et exemplaire. Il aurait même déclaré au colonel Qalander : « Depuis quand l'attachement à la religion et une vie de rectitude morale constituent-ils une attitude politique ? ». Même justification, selon le colonel, des membres du gouvernement qui se disent des « hommes pieux » comme la plupart des Soudanais, mais n'ont jamais eu d'affiliation politique.

Cette longue plaidoirie, retravaillée plus tard par la télévision, loin d'ébranler les soupçons des Soudanais, les a encore plus ancrés dans la conviction qu'ils avaient affaire à des Frères musulmans. « Ils ne sont et nous ne sommes pour des imbéciles. Tout le monde les connaît », affirme un intellectuel lucide qui ajoute avec humour : « En vérité, ce sont de mauvais musulmans, mais de bons Frères musulmans ». Mais sur quel se fonde-t-il pour la quasi-majorité des Soudanais pour affirmer avec tant d'acharnement l'appartenance des putschistes à la mouvance des Frères musulmans ?

Le premier élément qui emporte la conviction est la personnalité même du général Bechir. Issu d'une famille dont tous les membres ont été ou sont Frères musulmans, il est connu par ceux qui s'intéressent de près à la politique soudanaise comme l'un des chefs de la branche militaire du FNI. On lui prête déjà, en mars dernier, l'intention d'organiser un « coup » pour le compte de M. Hassan El Tourabi qui venait de quitter la coalition gouvernementale. Ses détracteurs ont même décrié et fait circuler à Khartoum un vieux cliché publié en octobre 1985 par l'hebdomadaire basiste *Al-Doustour* de Londres dans lequel il est présenté « comme un Frère musulman qui serait chargé de préparer un coup d'Etat avec des officiers partisans de l'ancien président Nemeiry pour le compte de M. Hassan El Tourabi ».

L'obstacle de la charia

La composition du nouveau gouvernement a cependant été l'élément déterminant qui a convaincu les derniers hésitants. Sur les treize civils du nord qui font partie de l'équipe, seuls deux ne sont à coup sûr ni membre ni sympathisant des Frères musulmans. Les militaires ont même trouvé le moyen de nommer un musulman parmi les trois ministères affectés aux études portant dans leur forcé majoritaire chrétiens ou animistes.

Il s'agit de M. Abdallah Deng Nihal, dont le père était un missionnaire chrétien tué par des Arabes en 1965. Recroisé par des musulmans, il a été converti à l'islam et a terminé son éducation à l'université El Azhar au Caire, avant d'enseigner l'arabe à l'université de Juba. Il est notoirement connu comme membre actif du FNI dans le sud.

Pour la plupart des intellectuels soudanais cependant, l'appartenance de la junte à la mouvance des Frères musulmans est prouvée par son attitude à l'égard de la charia (la loi

Trois semaines après le coup d'Etat islamique

La junte masquée du Soudan

islamique) et de la guerre du Sud, deux problèmes étroitement liés. Sur ces deux questions, les prises de position du général Bechir paraissent s'inspirer directement des thèses défendues par M. Hassan El Tourabi. Ce dernier n'a jamais accepté l'accord d'Addis-Abeba du 16 novembre 1988 conclu entre le colonel Garang et le chef du Parti démocratique soudanais, M. Osman El Mirgani, affirmant que cet accord posait des « préconditions » inacceptables, telles que le gel de la

gel et l'abrogation de la charia et le retour aux lois séculaires de 1974. Des faits troublants confirment cette thèse. Le nouveau gouvernement de coalition excluant le FNI formé par M. Sadek El Mahdi à l'issue de l'ultimatum que lui avait adressé en février l'armée avait révisé d'immenses progrès dans ses entretiens d'Addis-Abeba avec les amis du colonel Garang.

M. Sadek El Mahdi lui-même avait fini par comprendre que seul le succès des entretiens d'Addis-Abeba

retraita. Il proposa à ces derniers une action commune pour « sauver le pays ». Le coup sera donc mené conjointement par une majorité d'officiers Frères musulmans — leur nombre serait d'environ cent cinquante — et quelques officiers nostalgiques du régime de Nemeiry. Trois de ces derniers font d'ailleurs partie du Conseil de la révolution, alors que les Frères musulmans y disposent de douze sièges.

La première action des putschistes sera d'occuper l'immeuble de la radio et de s'assurer le contrôle des ponts qui relient les trois agglomérations de la capitale. Ce qui est fait rapidement grâce à un stratagème : les putschistes, forts de leurs complicités au sein des forces de la sécurité, depuis longtemps moyennées par le FNI, disposent du code secret permettant qu'ils agissent pour le compte du commandant en chef, le général Fathi, alors que ce dernier a été le premier arrêté. Ignorant les véritables objectifs des putschistes, les unités militaires se rallient au mouvement.

Les militaires ainsi bernés se rendront compte beaucoup plus tard de leur méprise. Cela explique le grand nombre de mises à la retraite (deux cent dix officiers supérieurs, deux cent cinquante de généraux) et le fait que trois semaines après le coup le mouvement reste en vigueur. « Le coup d'Etat n'est pas encore terminé », assure un intellectuel proche des militaires qui n'exclut pas des rebondissements dans un avenir proche.

Dans ce contexte, les déclarations rassurantes et modérées qui multiplient les nouveaux maîtres du Soudan ont avant tout pour objectif de calmer la colère des officiers dupés que l'iniquité de certaines puissances étrangères, notamment l'Egypte, l'Arabie saoudite et les Etats-Unis, qui avaient vu dans le coup d'Etat du 30 juin un mouvement salutaire et la disparition d'un régime infodé

Y a-t-il un mystère Tourabi ?

KHARTOUM de notre envoyé spécial

Y a-t-il un mystère Hassan Tourabi, du nom du chef du Front national islamique, emprisonné aux premières heures du coup d'Etat avec les autres dirigeants soudanais, alors qu'apparemment c'est lui qui profite le plus du renversement du gouvernement de M. Sadek El Mahdi.

Pour la plupart des Soudanais, il n'y a rien d'étrange dans cette apparente contradiction. Les gens parlent même volontiers de « mystification voulue » et de « camouflage savant ». M. Hassan Tourabi, connu pour son machiavélisme, n'avait-il pas déjà été emprisonné par l'ancien président Nemeiry vingt jours avant la fin de son règne, ce qui lui avait valu de gagner l'auréole de « résistant du nemeirisme », alors qu'il avait été pendant de longues années son meilleur soutien.

On raconte même que, au soir fatidique du 29 juin, M. Tourabi avait préparé ses affaires personnelles et accueilli les officiers qui

devaient le conduire à la prison de Kober par un tournaient « Et alors, tout a bien marché ? ». Mais au-delà de cette anecdote qui pourrait relever de l'imaginaire populaire, les avis demeurent partagés sur les véritables raisons de l'emprisonnement du dirigeant du FNI. Certains affirment qu'il était opposé à un coup d'Etat militaire et dépassé au sein de son propre mouvement par de plus extrémistes que lui, dont le fameux Ali Osman Taha, le chef de la fraction parlementaire du FNI.

Mais les partisans, plus nombreux, de la thèse du « camouflage » avant a maintiennent le point de vue et affirment même que M. Tourabi a envoyé de sa prison un message à ses partisans, leur demandant de se rallier inconditionnellement au mouvement du 30 juin. Ce qu'ont fait d'ailleurs les dirigeants du FNI de l'Union des étudiants des universités soudanaises qui ont été finalement autorisés à exercer librement leurs activités.

J. G.

charia. L'imposition de la vie islamique constitue pour lui une réalité irréversible de la société soudanaise.

Le colonel Qalander nous a déclaré à ce propos qu'il n'existait au Soudan aucun mouvement politique « prêt à lier son nom à une éventuelle abrogation de la charia ». Le général Bechir n'est pas jusqu'à présent allé aussi loin, mais ses propos demeurent très ambigus. S'abstenant de se prononcer sur le fond du litige, il a, à diverses reprises, affirmé que le problème méritait un sérieux examen et devrait être éventuellement soumis à la population, qui trancherait par un référendum dont le caractère plébiscitaire n'échappe à personne.

La seule concession qu'il semble vouloir envisager est d'accepter que la loi islamique ne soit pas imposée aux Sudistes. Ce point de vue, traditionnellement défendu par le FNI, le colonel Garang, l'a déjà refusé en assurant qu'une telle mesure équivalait dans la pratique à diviser le Soudan en deux Etats différents, une éventualité que les partisans du FNI, justement, n'excluent pas dans leurs conversations privées.

Certains affirment même que le coup d'Etat du 30 juin a été organisé avec le but précis de torpiller l'accord du 16 novembre 1988, qui devait déboucher tôt ou tard sur le

pourrait sauver son pouvoir. Au cours de la deuxième quinzaine de juin, les derniers préparatifs concernant la réunion décisive qui devait se tenir dans la capitale éthiopienne avaient été menés tambour battant. Le jeudi 29 juin, c'est-à-dire quelques heures avant le coup d'Etat, M. Sadek El Mahdi avait reçu la délégation qui devait se rendre à Addis-Abeba. Il lui avait promis de décaler le gel des lois islamiques, l'un des derniers obstacles aux entretiens avec les amis du colonel Garang.

Le stratagème

De plus, le premier ministre aurait été retenu deux jours plus tard à Tripoli, pour obtenir du colonel Kadafi une renonciation en règle au protocole d'accord militaire signé entre les deux pays en 1985. Le Parlement devait encore ratifier ces dispositions, mais cette mesure était pratiquement acquise. Le 4 juillet, donc, les deux parties réunies à Addis-Abeba devaient former un comité technique mixte pour examiner la levée de l'état d'urgence et définir les modalités de la cessez-le-feu (les deux derniers points de l'accord du 16 novembre) et pour mettre sur pied une commission préparatoire à la conférence constitutionnelle prévue pour le 18 septembre. Le temps travaillait contre les partisans de l'intangibilité de la charia, et les putschistes semblent avoir précipité leur action afin d'éviter l'irréparable.

Il est maintenant possible de reconstituer les grandes lignes du scénario du coup d'Etat grâce aux informations concordantes et dignes de foi recueillies à Khartoum. Tout a commencé le mercredi matin 28 juin, lorsque le général Bechir, accompagné de deux officiers Frères musulmans et de M. Ali Osman Taha, le chef de la fraction parlementaire du FNI — que l'on dit être le principal organisateur du putsch, — consulte un groupe d'officiers nemeiristes.

Il les informe que le commandant en chef de l'armée, le général Fathi, a l'intention d'épurer celle-ci, et a déjà préparé une liste de cent quarante-six officiers supérieurs qui seraient automatiquement mis à la

Frères musulmans ou FNI ?

L'organisation soudanaise des Frères musulmans s'est scindée en 1983 en deux mouvements distincts dont le plus important et son « noyau dur » est demeuré sous le contrôle de M. Hassan Tourabi, son guide suprême. Ce dernier a, depuis, créé le Front national islamique, une large organisation de masse qu'il contrôle.

La fraction minoritaire a conservé l'appellation d'« Association des Frères musulmans ». Elle est dirigée par M. Sadek Abdel Meguid, un pro-soudanais et pratiquement le seul dirigeant politique à ne pas être lié par les putschistes. Beaucoup plus intrinsèque sur le plan théologique, l'AFM exerce peu d'influence politique. Pour l'ensemble des Soudanais, les vrais Frères musulmans sont les amis de M. Tourabi groupés au sein du FNI.

J. G.

à la Libye du colonel Kadafi, leur bête noire.

Les Egyptiens, qui semblent s'être trompés de coup d'Etat — on assure à Khartoum qu'ils préparaient leur propre coup pour le 1^{er} juillet, — ont pris le train en marche pour mieux contrôler les choses. Ils paraissent d'autant plus vifés qu'ils ont été les principaux architectes de l'accord du 16 novembre 1988 que le général Bechir a balayé d'une phrase et que les islamistes qu'ils combattent au Caire sont désormais au pouvoir à Khartoum. Mais, nous assure-t-on, ils ne désespèrent pas de « récupérer » les putschistes qui, comme tous les militaires, pourraient faire preuve de pragmatisme dans la mesure où ils ont un besoin urgent d'aide pour assécher un pouvoir déjà contesté par la population.

JEAN GUEYRAS.

Proche-Orient

IRAN-IRAK

Cent mille prisonniers de guerre attendent toujours leur rapatriement

GENÈVE de notre correspondante

Les milieux diplomatiques de Genève sont de plus en plus préoccupés par ce que l'on nomme ici les « scandales irakiens », que le temps ne fait qu'aggraver. L'un des plus évènements réside dans la situation des prisonniers de guerre du conflit Irak-Iran.

Ce conflit a pris fin depuis un an déjà et, conformément à l'article 118 de la troisième convention humanitaire de Genève que les deux belligérants ont ratifiée, les prisonniers de guerre devaient être rapatriés dès la cessation des hostilités. Or, 50 198 prisonniers de guerre irakiens détenus en Iran ont été enregistrés par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui a recensé également 18 902 Irakiens détenus en Irak.

Ni l'un ni l'autre de ces chiffres officiels ne correspondent pas à la réalité car tous les prisonniers n'ont pas été notifiés au CICR — contraire-

ment aux dispositions de ces mêmes conventions humanitaires. On en estime le nombre global à plus de 100 000.

Ces violations du droit humanitaire international ne sont cependant pas considérées comme telles par M. Ali Velayati, ministre des affaires étrangères d'Iran, qui estime qu'il ne saurait y avoir de négociations sur le retour des prisonniers que lorsque les hostilités seront « vraiment » terminées. En d'autres termes, quand les Irakiens se seront retirés des parties du territoire iranien qu'ils occupent encore. Il ne saurait, pour lui, y avoir le moindre compromis sur cette condition préalable.

Autres violations par les deux pays de la troisième convention de Genève : son article 110 prévoit que les grands blessés et les malades graves doivent être rapatriés aussitôt après leur capture, dès que leur état le permet. Malheureusement, les libérations se sont faites au compte-gouttes et parfois des années après

la capture. Jusqu'à présent, 1 293 Irakiens et 949 Iraniens, tous en piteux état ou très âgés, ont pu être libérés.

De plus, le CICR n'a été autorisé, depuis le début de 1988, ni à visiter les camps de prisonniers irakiens en Iran ni à leur fournir son assistance traditionnelle. Pas plus, et cela depuis la fin des hostilités, qu'il n'a eu accès aux camps de prisonniers iraniens capturés après cette date, dont le nombre est estimé à plus de 10 000, y compris de très jeunes adolescents.

M. Javier Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, et M. Cornelio Sommaruga, président du CICR, viennent d'avoir un nouvel entretien à Genève sur les divers aspects de ces douloureux problèmes sans avoir pu faire état du moindre progrès, en dépit des contacts que l'un comme l'autre poursuivent avec les parties intéressées.

ISABELLE VICHNIAC.

PASSEZ SUR LE BILLARD

TOUS LES JEUX DU MONDE

Yams - La banque - Le billard américain
La tour de Hanou - La bataille navale

JEUX

36.15 LEMONDE

Politique

POINT DE VUE

Le rôle du Conseil constitutionnel

Aller plus loin

Par Didier Maus

Professeur associé à l'université Paris-I

L'INTENTION exprimée par le président de la République de proposer une révision de la Constitution pour permettre aux citoyens d'avoir accès au Conseil constitutionnel lorsqu'ils estiment que leurs droits fondamentaux sont en cause mérite plus que de l'attention, de l'intérêt. Au-delà des réactions politiques qui feront régner les uns et les autres en fonction de leur stratégie du moment, il s'agit de s'interroger sur l'adoption d'un élargissement à l'Etat de droit de la République française.

Si le projet de M. Mitterrand reprend les idées avancées au printemps dernier par le président du Conseil constitutionnel, M. Robert Badinter, il s'agit d'instituer une procédure permettant de soulever devant le juge judiciaire ou le juge administratif une exception d'inconstitutionnalité à l'encontre d'une loi. En clair, cela permettrait de dire au juge : « Ne m'appliquez pas cette loi : je la considère comme contraire aux libertés fondamentales garanties par la Constitution ». Le juge devrait alors adresser le dossier à la Cour de cassation ou au Conseil d'Etat à charge pour ces cours supérieures de saisir le Conseil constitutionnel, si elles estiment les arguments avancés raisonnablement fondés. Une telle procédure fonctionnerait, *mutatis mutandis*, de façon similaire au droit européen avec l'article 177 du traité de Rome. Le Conseil constitutionnel devrait alors se prononcer, de manière définitive, sur le point de savoir si les dispositions législatives en cause sont contraires ou non aux règles et principes de valeur constitutionnelle. La procédure en cours reprendrait alors sa marche normale en tenant compte de la décision du juge constitutionnel.

Une telle réforme rapprocherait la France de la situation existant dans la plupart des grandes démocraties occidentales (Etats-Unis, RFA, Italie, Espagne...). Certes, elle va à l'encontre de la tradition française de souveraineté absolue de la loi, mais celle-ci a déjà subi de nombreuses entorses et le Conseil constitutionnel a lui-même déclaré (avant que M. Badinter en soit devenu président) que « la loi n'exprime la volonté générale que dans le respect de la Constitution » (23 août 1985).

Indépendamment d'autres réformes de la Constitution que l'on pourrait estimer souhaitables (élargissement et assouplissement des procédures en matière de référendum, création d'une séance mensuelle pour les propositions de loi...), il serait

utile pour compléter encore l'Etat de droit de ne pas limiter l'adoption envisagée au point évoqué le 14 juillet. Il conviendrait d'autoriser le saisi du Conseil constitutionnel par les juridictions administratives et judiciaires pour tous les problèmes de constitutionnalité qu'elles rencontrent et pas uniquement en matière de libertés. Lorsque la Cour de cassation doit interpréter la portée des immunités parlementaires, elle pourrait solliciter la décision du juge constitutionnel. Lorsque le Conseil d'Etat doit interpréter la frontière entre les domaines législatif et réglementaire, il pourrait, en cas de doute, renvoyer à la Haute Instance constitutionnelle aux fins d'unification de la jurisprudence. En bref, il faut prévoir la possibilité pour les juridictions de saisir le Conseil constitutionnel de tout problème d'interprétation et d'application de la Constitution et pas uniquement dans le domaine — à tous égards essentiel — des libertés fondamentales.

Une évolution de ce type permettrait également de combler quelques-unes des lacunes du contrôle de légalité encore présentes en droit public français. Le Conseil d'Etat se reconnaît, par exemple, incompétent pour se prononcer sur la régularité d'un décret de dissolution de l'Assemblée nationale. Il aurait ainsi la possibilité d'en saisir le Conseil constitutionnel. Un juge pourrait, de la sorte, vérifier si les consultations obligatoires préalables à la décision de dissolution ont matériellement été effectuées.

La procédure référendaire présente un cas particulier dans la mesure où il convient de préserver l'autonomie de décision du président de la République. Il importe, en revanche, de prévoir un avis public du Conseil constitutionnel entre la proposition de référendum transmise au chef de l'Etat (par le premier ministre ou le Parlement) et sa décision. Il serait paradoxal qu'un renforcement des procédures de protection des libertés laisse de côté la loi référendaire.

Le chantier ouvert par la déclaration présidentielle mérite d'être traité comme un « problème de société ». Laisser dire, comme certains l'ont fait en 1974, que la réforme envisagée s'analyse comme « un graminé de démocratie » serait dangereux pour l'équilibre démocratique du pays. Pourquoi ne pas ouvrir, à l'initiative du gouvernement ou du Parlement, l'une de ces vastes consultations où les opinions s'échangent et les consensus s'élaborent, afin que l'Etat de droit, dont le président Giscard d'Estaing fut le premier à utiliser officiellement l'expression, soit véritablement la chose de tous les Français ?

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Ce ne sont pas des livres que l'on tasserait dans la valise des vacances, déjà bien trop chargée. Leur place est ailleurs : dans la bibliothèque, au rayon des outils de référence. Ils servent lorsque se posent les questions de base, trop souvent retardées : de quoi s'agit-il ? Ce sont des mines de mots et d'idées, des galeries de portraits et de paysages, des dictionnaires.

La Dictionnaire de la pensée politique « Hommes et idées » est une traduction de l'essentiel de l'ouvrage édité en langue anglaise sous le titre *The Blackwell Encyclopedia of Political Thought*. Il est l'œuvre de cent sept universitaires anglais et américains auxquels ont été demandées des synthèses, les plus claires et les plus denses possibles, sur les thèmes et les auteurs qui ont constitué et enrichi la pensée politique de l'Antiquité à nos jours.

C'est, incontestablement, un instrument facile à consulter en cas d'urgence. Il s'interdit, selon l'éditeur, tout dogmatisme et s'en tient le plus souvent, il est vrai, à une exposition succincte du — ou des — contenus des thèmes traités et des idées qui caractérisent les auteurs retenus. Cela implique déjà une hiérarchie. Est ainsi que si Staline est expédié en moins de dix lignes — en mérite-t-il plus comme penseur ? — une dizaine de pages sont consacrées au communisme soviétique.

La pragmatisme de cette approche, on le constate dans le style général de l'ouvrage qui, l'effet de la traduction en plus,

ne s'embarrasse pas de fioritures et va à l'essentiel, et dans la réserve toute britannique de certains commentaires (qui, peut-être, émanent d'auteurs américains). Par exemple cette conclusion de l'article sur l'existentialisme : « Dans les circonstances normales, la plus grande partie de la population dans nos sociétés industrielles n'est pas confrontée à l'incertitude et à l'anxiété si merveilleusement décrites dans les œuvres littéraires majeures qui nous viennent de l'existentialisme. La plupart des humains trouvent une assez grande signification à leur vie et ne ressentent pas de façon courante qu'ils vivent le néant. L'existentialisme nous apprend peut-être plus sur l'aliénation des intellectuels dans le monde moderne que sur le reste de la population. »

Des mots des idées des hommes

La notion de « Fire and forget » renvoie à « Arme », l'un des mots les plus riches de sens de ce lexique. Celui-ci fait une large place aux traités, pactes et accords qui, au-delà des frontières, fixent les rapports de forces, aux organisations internationales, aux problèmes qui alimentent régulièrement l'actualité (réfugiés, minorités, racisme, dissidence, etc.). Il invite au voyage à travers les époques, notamment à travers les siècles qui n'est pas le moins mystérieux.

« Dictionnaire de la pensée politique. Hommes et idées ». Edité, 834 p., 89 F.

« Lexique de géopolitique ». Dalloz, 276 p., 82 F.

A l'extrême droite

Les perles (noires) de M. Mégret

Le délégué général du Front national, M. Bruno Mégret, député européen, n'a pas apprécié la parade du 14 juillet, organisée sur les Champs-Élysées par Jean-Paul Goude. Ce dernier comportait, à son goût, trop de citoyens de couleur. Dans les colonnes du quotidien intégriste *Présent* en date du vendredi 21 juillet, cet ancien député de l'Isère protestait donc contre « le choix systématique des Noirs », ce qui, selon lui, de cette fête populaire « un hymne défilant au cosmopolitisme ».

Et M. Mégret de se demander « s'il faut rappeler à M. Goude que le 14 juillet c'est la fête de la nation et que la nation française n'est pas noire ». Estimant que cette manifestation rappelle « les grandes manifestations officielles de certains régimes totalitaires », M. Mégret écrit : « Ajoutons à cela le choix systématique des figures noires : noirs, les figures du groupe américain, méritées des danseuses, noire la cantatrice pour interpréter la Marseillaise. Volonté de dénigrer l'héritage culturel... Il est vrai que « les noirs ont rendu le monde plus perméable » nous a-t-on expliqué, et qu'ils ont sans doute à cette occasion été mis à l'honneur dans l'esprit de Goude comme agents privilégiés du cosmopolitisme... » Merci pour les Antillais, les Réunionnais, les Canaques et tous les mérités... Vive la nation blanche !

Au lendemain de la fête nationale, dans le numéro de *Présent* daté 17-18 juillet, M. Mégret se félicitait de « l'apogée du Front national à s'affirmer comme l'expression politique d'un véritable courant de pensée ». En voilà, en effet, une nouvelle preuve...

A.R.

La préparation du congrès du PS

M. Lionel Jospin souligne que sa contribution ne sera pas celle d'une « écurie présidentielle »

C'est mercredi 26 juillet que M. Lionel Jospin rendra public le texte du projet de contribution qu'il proposera au prochain congrès du Parti socialiste, prévu en mars 1990 à Rennes. Le ministre de l'Éducation nationale s'est donné le temps d'imaginer dans sa mouture originale les points de vue qui se sont exprimés à huis clos, vendredi soir 21 juillet, au Palais du Luxembourg, au cours de la réunion qu'il avait provoquée et qui a rassemblé, selon ses proches, près de deux cents militants mitterrandistes et maoïstes.

M. Jospin a tenu, d'emblée, à souligner, d'une part, que sa démarche était exempte d'arrière-pensées carriéristes et, d'autre part, qu'il souhaitait contribuer au rassemblement de toutes les composantes du courant majoritaire, sans omettre celles qui s'organisent autour de MM. Laurent Fabius et Louis Mermaz, absents de cette soirée (bien qu'ils aient été invités — comme tous les membres du courant majoritaire, — contrairement à ce que laisse entendre la veille certains fabriciens).

« Ce texte, qui n'est pas un texte de telle ou telle écurie présidentielle, vise à rassembler l'ensemble du courant majoritaire », a souligné, selon les mêmes sources, le ministre de l'Éducation nationale. Il s'agit d'un premier apport à la discussion du congrès qui vise avant tout à rassembler l'ensemble du courant majoritaire, y compris Laurent Fabius et Louis Mermaz. « Ce n'est pas non plus un texte en vue de

la prochaine élection présidentielle », a ajouté M. Jospin en précisant qu'il n'était « candidat à rien » et que ce n'était « pas le moment d'envisager les échéances futures ».

Le ministre chargé du tourisme, M. Olivier Stirn, a indiqué, par ailleurs, qu'il présentera début septembre une contribution « autonome » sur le thème de l'ouverture. Il y développera l'idée que « l'ouverture du Parti socialiste » et que « certaines procédures, qui sont aujourd'hui des entraves », devraient être supprimées.

Selon le secrétaire d'Etat chargé des relations culturelles internationales, M. Thierry de Beaucourt, qui s'exprime dans *l'Express* : « Le PS ne doit pas rester un parti de cadres. Il faut le restructurer, dit-il, et traduire en russe cela dans le langage des diplomates ». On reverrait d'un Gorbachev pour le PS », conclut M. de Beaucourt.

Un nouveau conseiller diplomatique à l'Élysée

Par arrêté en *Journal officiel* du 21 juillet, M. Loïc Hennekinne, qui était depuis juillet 1986 ambassadeur en Israël, a été nommé conseiller diplomatique à la présidence de la République.

(Né le 20 septembre 1940 à Candémar (Gironde), marié, père de trois enfants, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'École nationale d'administration, M. Hennekinne a commencé sa carrière diplomatique en 1966 en tant que secrétaire des affaires étrangères. Il a occupé plusieurs postes à Santiago du Chili et Tokyo avant de devenir conseiller des affaires étrangères de première classe en 1980, puis d'être nommé, en septembre 1981, délégué à l'action extérieure du ministère de l'Industrie.)

M. Hennekinne a également été, de septembre 1982 à mars 1983, directeur du cabinet du ministre de la recherche et de l'industrie, M. Jean-Pierre Chevènement, avant d'être chargé de mission à l'administration générale du ministre des relations extérieures puis nommé en 1983 directeur du personnel et de l'administration générale au Quai d'Orsay.)

Une mise en garde des Jeunes communistes. — Le secrétaire national du Mouvement des jeunes communistes français, M. Jean-Paul Caseneuve, a lancé, le vendredi 21 juillet, une mise en garde au gouvernement contre la menace d'une nouvelle vague d'expulsions de jeunes immigrés. « Depuis quelques jours, a-t-il déclaré, nous parvenons de nos fédérations des appels de jeunes immigrés, qui se voient refuser le renouvellement de leurs titres de séjour et sont donc menacés d'expulsion du territoire français. » M. Caseneuve a notamment cité le cas d'un réfugié haïtien menacé de mort dans son pays et qui se voit refuser, selon lui, le bénéfice de l'asile politique, ainsi que le cas d'un jeune Algérien auquel la préfecture du Val-de-Marne refuserait une carte de séjour.

CORSE : conclusions des tables rondes en août. — Les conclusions des quatre tables rondes consacrées aux problèmes corse seraient présentées dans le courant du mois d'août au premier ministre, indique-t-on à Ajaccio dans les locaux de l'Assemblée régionale. Le haut fonctionnaire chargé de diriger ces travaux, M. Michel Prada, a, en effet, décidé de réserver à M. Michel Rocard la primeur du bilan de cette mission de concertation, à laquelle plus de deux cents personnes ont finalement participé.

Communication

Production, marketing, merchandising...

Les paris d'United Communications

« Le titre de producteur recouvre en France des réalités fort différentes. United Communication ne veut pas être une société assistée, simple exécutante des commandes d'une chaîne. Nous avons l'intention de développer nos propres idées et de livrer aux télévisions des émissions clés en main, conçues en fonction de leur besoin de programmation. Émissions pour la jeunesse, magazines, jeux, variétés sont autant de créneaux sous-exploités aujourd'hui qui permettraient pourtant d'élargir l'audience d'une chaîne au-delà du sacro-saint « prime time ». C'est dans ce domaine qu'United Communication a l'ambition d'apporter quelque chose de nouveau. » L'auteur de cette belle profession de foi a quelques raisons d'être pris au sérieux. Dominique Bigle connaît l'audiovisuel depuis sa première enfance puisque c'est en 1947 que son père, Armand, a créé la merveilleuse machine commerciale de Walt Disney Europe.

Dans l'entreprise familiale, Dominique Bigle apprend tous les métiers, de la promotion des films à l'édition vidéo en passant par la commercialisation des petits Mickey sous forme de droits dérivés. En 1983, il persuade la compagnie américaine et les chaînes françaises de s'associer dans l'avenir de la production. C'est d'abord « Salut les Mickeys », sur TF1, puis, surtout, « Disney Channel », formidable pari qui permet à FR 3 de remonter pendant plus de deux ans son audience du samedi soir en séduisant les enfants par leurs parents.

Le succès familial de l'émission tient tout autant à l'originalité de la formule, à l'habileté de la programmation qu'à la qualité des programmes de Disney. Dominique Bigle comprend vite qu'il peut exercer son talent d'ensemblier sans servir de simple intermédiaire pour les Américains. Il décide de voler de ses propres ailes et cherche un partenaire. Ce sera Anthony Stevens. Le jeune financier britannique a fait son apparition dans l'audiovisuel français en 1985. Il reprend, alors, Parafrance, victime d'un déficit de 300 millions de francs. Il ferme, sans état d'âme, salles de cinéma et filiale non rentables mais réussit en deux ans à rembourser les dettes et à redresser l'entreprise. Anthony Stevens revend alors ses parts à son frère et cherche un nouvel investissement dans la communication.

De la rencontre entre les deux hommes naît, en octobre dernier, United Communication. La jeune société a déjà convaincu Antenne 2 d'être la première chaîne à diffuser

une adaptation télévisée du *Trivial Pursuit*, le célèbre jeu de société américain. Si la greffe réussit en France, Anthony Stevens et Dominique Bigle se préparent à la vendre à d'autres télévisions européennes. Ils travaillent aussi à un magazine, « Saco », condensé de l'art de vivre des années 80, destiné à séduire les annonceurs de l'industrie du luxe et à l'exporter aux États-Unis et au Japon. Enfin, ils rêvent d'une nouvelle émission pour la jeunesse, sur le modèle de « Disney Channel », associant fictions, dessins animés et documentaires.

Contrôle des droits dérivés

Malgré United Communication ne limite pas ses ambitions à la production. Pour traiter dans de bonnes conditions avec les chaînes, Dominique Bigle et Anthony Stevens savent qu'ils doivent maîtriser toutes les grandes fonctions d'un groupe de communication et, d'abord, posséder un important catalogue de séries et de films. Signé malgré une concurrence acharnée, un contrat avec les plus gros studios hollywoodiens, Columbia Pictures, fait tomber dans leur escarcelle des films (*Taxi Driver*, *Midnight Express*, *Gandhi*, etc.) et les séries qui pourront alimenter, par exemple, la future émission pour la jeunesse.

En aval, United Communication entend contrôler les droits dérivés de ses émissions et vendre, par exemple, la grille de « Saco » sur des stylos, du papier à lettres ou une ligne de vêtements. Dominique Bigle a suffisamment appris chez Walt Disney pour doter la société d'un département marketing et merchandising. « Lorsqu'elle maîtrise, aux deux bouts de la chaîne, les droits des programmes et les éventuelles retombées commerciales des émissions, explique Anthony Stevens, une société devient un véritable partenaire économique pour la télévision. La production cesse d'être un simple métier de jonglerie pour devenir une activité rentable. » Les financiers ont, semble-t-il, fait confiance à cette nouvelle race de producteurs puisque United Communication n'a en aucun cas à bouclier son tour de table. Aux côtés du holding S. & B. (52 %), qui regroupe Anthony Stevens et Dominique Bigle, on y trouve le groupe Antares d'Alain de Ganzburg, l'Union d'études et d'investissements du Crédit agricole, Entreprises et partenaires et Fonds d'investissements Archimède.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Production audiovisuelle : Télé Images s'associe à Westinghouse

Télé Images, Westinghouse (Group W Productions) et Havas viennent de créer une filiale commune, Futurimages, afin de produire des téléfilms et mini-séries « de prestige » pour le marché international, notamment américain. Basé à Paris, doté d'un bureau à Los Angeles, Futurimages est présidé par M^{me} Simone Halberstadt Harari, déjà PDG de Télé Images et de la société d'achat de droits ITI.

Havas est doublement présent dans la nouvelle société (dont les Américains détiennent 33 % du capital), puisque le groupe français est déjà le premier actionnaire (40 %) de Télé Images, aux côtés de la Banexi, Worms, le Crédit agricole et le Groupe de la Cité. Futurimages produira des téléfilms — certains sont déjà en chantier — au budget d'environ 20 millions de francs, associant comédiens, scénaristes, réalisateurs européens et américains.

La présence de Group W, qui contrôle notamment cinq stations de télévision aux États-Unis, dans le capital de Futurimages (33 %), donnera à la nouvelle maison de production une garantie de débouchés sur le marché américain.

EN BREF

Le SPQR pour l'indépendance des entreprises de presse. — Le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) vient de repeler dans un communiqué son « attachement à l'indépendance des entreprises de presse et de leurs rédactions qui en sont l'âme ». Mais « il faut se garder de vouloir sur ce sujet délicat légiférer à la hâte », affirme le SPQR en réponse aux déclarations du député M. Michel Francaix (le Monde du 20 juillet). Faisant allusion aux difficultés rencontrées par la Voix du Nord et l'Est

Tintin sur les traces des astronautes

Le visionnaire Hergé avait projeté son héros Tintin sur la Lune avec vingt ans d'avance sur les astronautes américains. Mais c'est avec une heure de retard sur l'horloge prévue (15 heures à Paris) qu'une fusée de 7 kilos et 1,62 mètre de hauteur a décollé vendredi 21 juillet de la base de Kourou en Guyane pour commémorer ces deux exploits.

Baptisée RG1 en l'honneur de Georges Remy, véritable nom d'Hergé, cette fusée est le fruit de la rencontre entre Gérard Guegan, auteur d'une étude *ils ont marché sur la Lune*, et de Patrick Vandewoerde, président du club de lancement de mini-fusées de Kourou. Le dernier blanc et rouge qui décore RG1 est conforme au graphisme de l'album de bandes dessinées *On a marché sur la Lune*. Mais, petite entorse au dessin d'Hergé, le prototype de la fusée a été légèrement corrigé pour améliorer son aérodynamisme.

Avec son propulseur à poudre, elle a pu atteindre en quelques secondes 800 mètres d'altitude, avant de redescendre à l'aide d'un parachute. Le petit reporter d'Hergé lui, continue d'explorer la planète à des millions d'exemplaires.

républicain, le SPQR souhaite que pour ce dernier « une solution sage soit trouvée préservant le professionnalisme et l'indépendance d'un titre important ».

RECTIFICATIF. — Dans notre article relatif au danger des fréquences radio (le Monde du 21 juillet) une erreur d'impression nous a fait écrire : « mégawatts par centimètre carré » (MW/cm). Il fallait lire « milliwatts par centimètre carré » (mW/cm) — soit des valeurs un milliard de fois plus faibles.

L'année la plus

Le 21 juillet 1989, l'année la plus... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.)

La formation et le rôle de l'intégrité

Le 21 juillet 1989, la formation et le rôle de l'intégrité... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.)

Le 21 juillet 1989, la formation et le rôle de l'intégrité... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.)

Le 21 juillet 1989, la formation et le rôle de l'intégrité... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.)

Le 21 juillet 1989, la formation et le rôle de l'intégrité... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.)

Le 21 juillet 1989, la formation et le rôle de l'intégrité... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.)

Le 21 juillet 1989, la formation et le rôle de l'intégrité... (Texte partiellement visible et difficile à lire en raison de la qualité de l'image.)

Les incendies de forêts

« L'année la plus catastrophique depuis quinze ans »

Un incendie de forêt qui a ravagé depuis mardi quelque 5 000 hectares de pins au sud de Lézignan, en Gironde, était toujours « contenu » samedi matin, 22 juillet. Dans la plupart des autres départements, les feux ont pu être maîtrisés au cours de la journée de vendredi 21 juillet. Mais la situation reste critique. Si la surface brûlée ne s'est pas étendue dans les Landes, le feu reprend en de nombreux endroits, derrière le passage des pompiers. La route Capendu n'a pas cessé. Si le ciel était couvert, il faisait toujours aussi chaud, et des coups de vent soufflant jusqu'à 25 kilomètres à l'heure venaient du sud-ouest.

Un suspect d'une trentaine d'années, interpellé vendredi matin, a été relâché en fin d'après-midi après avoir été interrogé et confronté à des témoins. Des bidons douteux ont par ailleurs été trouvés près de l'étang de Lede-Besse, dans un secteur où des feux se sont rallumés, et la psychologie du pyromane semble gagner de nombreux pompiers et habitants de la région. Pourtant, selon le commandant de la section de recherche de la gendarmerie de Mérenne, « rien ne permet d'affirmer pour l'instant que c'est un incendie criminel ». Deux personnes ont été interpellées dans des zones où elles n'auraient pas dû être, mais elles avaient un

alibi : quant aux bidons, il y en a partout », a ajouté le commandant. La reprise des feux peut s'expliquer, selon lui, par les brandes dont certains sont retombés à 3 kilomètres de l'incendie principal.

Une quinzaine de bulldozers ont procédé au débroussaillage et à l'établissement de pare-feux sur le front nord de l'incendie, entre le lac de Lézignan et l'océan. Il s'agit de protéger cette zone critique, où plus de 30 000 personnes se trouvent actuellement dans les campings et résidences secondaires situés entre le bourg de Lézignan et la station de Lacanau-Océan. Quelque 1 500 pompiers et militaires sont plusieurs départements (de Rhodé-Alpes à la région parisienne) pour lutter contre le feu s'efforçant de protéger cette région.

Dans les autres régions, la situation s'améliore. En Ile-de-France, l'incendie qui s'était déclaré jeudi après-midi sur la commune de Saint-Just, à une cinquantaine de kilomètres de Rennes, a été entièrement maîtrisé. Il a ravagé 350 hectares de pinède, 150 hectares de landes et 5 hectares de récoltes, près de la préfecture. Des incendies ont également été circonscrits dans le Tarn et dans le Vaucluse, près de Carpentras. Dans le Lot, plus de 1 600 hectares de broussailles ont brûlé à l'aube du samedi 22 juillet, dans la région de Figeac. Une dizaine de personnes ont été évacuées par précaution. La sécheresse a aussi provoqué de nombreux incendies accidentels de récoltes — vites mûries — jeudi et vendredi dans le département de Seine-et-Marne, et dans la Somme, où, selon les pompiers, trois à sept feux se déclarent quotidiennement.

Comparable à 1976

An total, près de 18 000 hectares ont été détruits par le feu depuis le début de l'été — contre 6 700 hectares au total l'an dernier — et « la situation est similaire à celle de 1976, l'année la plus catastrophique pour la forêt depuis quinze ans », estime M. Bernard Chevillier, sous-directeur à la direction de l'espace rural et de la forêt (DERF) au ministère de l'Agriculture. Cette année-là avait été caractérisée par de nombreux incendies hors de la zone méditerranéenne (30 000 hectares détruits sur 80 000 au total), qui s'expliquent par des conditions climatiques exceptionnelles en partie, selon M. Chevillier, l'incendie qui affecte le Sud-Ouest cette semaine, une région où le feu n'avait détruit que 320 hectares en 1988. Mais le record restait probablement à l'année 1949, au cours de laquelle 130 000 hectares avaient brûlé, provoquant la mort de plusieurs dizaines de personnes. « C'est un véritable électro-chock », qui entraîne la

EN BREF

■ Un violleur identifié par empreintes génétiques. — Les soupçons pesant sur un homme de trente ans, suspecté d'avoir violé une jeune fille, ont été confirmés par une analyse de son ADN par empreintes génétiques. Cet examen, ordonné par le parquet de Vienne (Isère) et réalisé par le laboratoire de biologie moléculaire du CHU de Nantes, consiste à comparer des séquences d'ADN provenant de prélèvements effectués sur la victime et sur le suspect. Avec une marge d'erreur infime — variant de un pour cinq mille à un pour vingt-cinq millions, selon la finesse de l'analyse — « les résultats de l'examen feront foi devant la cour d'assises », a précisé le parquet de Vienne.

■ Accident mortel dans une usine chimique de Port-de-Claix (Isère). — Un employé de l'usine Rhône-Poulenc de Port-de-Claix, dans l'Isère, a été mortellement brûlé alors qu'il procédait, vendredi 21 juillet, à une opération de vidange d'un camion transportant du phénol fondu, un produit chimique dangereux. Un deuxième employé, grièvement brûlé, a dû être hospitalisé à Lyon. Les deux hommes, a indiqué la direction de Rhône-Poulenc, étaient des agents expérimentés.

■ Un Mirage 2000 s'écrase dans l'Aube : le pilote a été tué. Un Mirage 2000 appartenant à la base aérienne de Dijon (Côte-d'Or) s'est écrasé, vendredi soir 21 juillet, près de Troyes (Aube), dans une zone inhabitée. Le pilote, le capitaine Cyrille Laurent, a été tué. L'appareil effectuait un vol d'entraînement.

RELIGIONS

Pour faire céder les carmelites d'Auschwitz

M^{re} Théo Klein préconise le gel des relations entre juifs et catholiques

Des délégations juives d'origine belge et française (1) se rendront sur les lieux du camp de concentration d'Auschwitz (Pologne), les 23 et 24 juillet, en signe de recueillement et de protestation contre le maintien du carmel, qui aurait dû être démantelé à la date limite du 22 juillet proposée par les représentants de l'Eglise catholique. Les responsables juifs et chrétiens présents aux négociations qui avaient eu lieu à Genève en 1986 et 1987 ne cachent pas leur inquiétude, une semaine après les incidents violents qui, le 14 juillet, avaient opposé sur place une délégation de juifs américains et des ouvriers travaillant à l'intérieur du carmel (Le Monde du 18 juillet).

L'accord portait sur la construction d'un nouveau couvent éloigné des limites du camp et d'un centre judéo-chrétien d'information et de réflexion sur la shoah. Mais, deux ans après, ses signataires juifs et chrétiens sont au bord de la rupture. Un terrain a bien été trouvé, devant permettre le déménagement, mais les travaux n'ont pas encore commencé. Responsable de cette négociation du côté catholique, le cardinal français Decourtray prend acte, avec regret, de ce retard et invoque, dans un communiqué, « des lenteurs administratives et des obstacles psychologiques dus à l'incompréhension ».

Mettant en garde contre toute nouvelle violence, le président de la conférence épiscopale française ajoute : « Il ne faudrait pas que le sentiment d'injustice dû au non-respect des délais fixés, et la suspicion sur les intentions des signataires de l'accord entraînent des actes qui briseraient ce que des hommes de paix ont patiemment construit : le dialogue entre juifs et catholiques ».

Ce dialogue traverse sa plus grave crise depuis le concile Vatican II (1962-1965). Responsable de la négociation du côté juif, M^{re} Théo Klein, vice-président du Congrès juif européen, déplore l'incapacité de l'Eglise catholique à tenir sa parole et à respecter ses engagements. Il demande au pape lui-même, ancien archevêque de Cracovie et d'Auschwitz, d'intervenir pour faire céder les carmelites.

Dans une lettre au cardinal Decourtray datée du 20 juillet, M^{re} Klein exige le « réajustement provisoire » des relations polonaises, ainsi que le transfert en un autre lieu

de la grande croix plantée près du camp de concentration, autant de gestes que rien, sur place, ne permet d'envisager. En attendant le règlement définitif de cette affaire, il préconise une sorte de gel des relations officielles (colloques, séminaires, etc.) entre juifs et catholiques, allant même jusqu'à un boycottage par les communautés juives des visites que le pape leur rend parfois à l'occasion de ses déplacements. « Le cruel silence dont l'Eglise dit vouloir se repentir, interroge M^{re} Klein, devrait-il, en vérité, se prolonger aujourd'hui par la peur d'affronter ceux qui refusent encore l'incontestable vérité de la shoah ? »

« Pas de croix sur nos cendres »

Président du Congrès juif européen, M. Lionel Kopelowitz se montre lui aussi inquiet quant à l'avenir des relations judéo-chrétiennes. Dans une lettre à l'ensemble des communautés juives en Europe, il a déclaré : « Le non-respect des accords conclus par les représentants de l'Eglise n'entame pas notre détermination de parvenir à la concrétisation des accords de Genève. Notre vigilance demeurera constante jusqu'à ce que la dernière norme ait quitté le bâtiment où les nazis entreposaient le gaz Ziklon B et que le silence plane à nouveau sur le site d'Auschwitz dans le respect de la mémoire de tous les disparus ». Le Congrès juif européen a envoyé une lettre à l'ambassadeur de Pologne.

Les représentants d'associations juives de jeunes avaient, eux aussi, choisi de manifester à Paris. Ils ont déposé une croix de fortune devant les grilles de la nonciature apostolique avec ce slogan : « Pas de croix sur nos cendres ». M. Marc Bitton, président de l'association des Enfants de la mémoire, a été reçu par le nonce. Toutes ces manifestations ont pour but de rendre Auschwitz au silence, car, comme dit M^{re} Klein, « seul le silence est égalitaire et permet de respecter tous les morts d'Auschwitz ».

H. T.

(1) Le déplacement des Anciens déportés juifs de France doit être conduit par M. Henri Bolewski, président de cette association, et M. René Samuel Sirat, ancien grand rabbin de France.

Une rencontre entre M. Claude Evin et les représentants de la communauté harkie

La formation et le logement, clefs de l'intégration

M. Claude Evin, ministre de la Solidarité nationale, a rencontré, vendredi 21 juillet, à Montpellier (Hérault) des représentants de la communauté harkie au cours d'une entrevue organisée par l'Association des Français d'origine étrangère France-Plus. Le ministre a également été reçu à la mairie de Lodève, ville qui compte une importante communauté de Français musulmans représentée par deux conseillers municipaux.

MONTPELLIER de notre envoyé spécial

« Notre intégration, nous sommes en passe de la réussir. Tout ce que nous vous demandons, c'est de l'accompagner, de nous donner un coup de main pour que cela prenne dix ans au lieu de quarante ».

Le ton est donné. Face au ministre de la Solidarité nationale, les fils et filles de harkis ont définitivement abandonné toute idée d'assistance de la part du gouvernement. Pour cette communauté forte de quelque 420 000 membres, s'ouvre à présent une nouvelle phase : celle de la disparition de la lutte pour la disparition des inégalités sociales et économiques, de la discrimination au « faciès ».

Emplois inaccessibles — 80 % de chômage chez les jeunes — logement dans des ghettos insalubres, écoles scolaires à répétition, racisme plus ou moins latent. Tels sont les problèmes que la deuxième génération harkie doit maintenant affronter. Et pour cela il faut « aller vers l'appli-

cation du droit commun », c'est-à-dire rien d'autre qu'une disparition des barrières qui entravent ces jeunes, comme l'explique Areski Dahmani, président de France-Plus. Une lutte, qui, pour lui, doit être menée de front avec tous les jeunes Français d'origine étrangère. La distinction entre bours et enfants de harkis n'est visiblement plus de mise. Même si ces derniers souhaitent avoir une « représentation spécifique » et demandent une « commission d'enquête sur les harkis depuis l'arrivée en France en 1962 ».

M. Claude Evin a, quant à lui, rappelé que pour venir à bout d'un problème « trop longtemps traité par le clientélisme », l'essaim de crédits ne saurait tenir lieu de solution. Il a affirmé que l'action du gouvernement devrait se situer essentiellement dans les domaines de la formation et du logement et il a souligné que les préfets soient les véritables « animateurs locaux » de cette politique.

La visite d'un ministre — une première — n'a pourtant convaincu qu'à demi les représentants de la jeune génération harkie inquiète de voir cette bonne volonté tomber rapidement dans l'oubli et centralisée dans les difficultés concrètes « du terrain ». La veille même de l'entrevue, quatre jeunes militants de France Plus s'étaient vu refuser sans ménagement l'entrée dans un hôtel. « La fin du racisme ne se fera pas par décret », lâche M. Dahmani. Tout en affirmant que l'insertion, elle, est bien affaire de volonté politique.

JUDITH RUEFF.

SPORTS

CYCLISME : le Tour de France

Jeannie Longo, la souveraine

Quarante secondes. C'était l'écart séparant vendredi 21 juillet Laurent Fignon de Greg LeMond à la veille de la dernière étape, l'épreuve contre la montre entre Versailles et Paris, longue de 24,5 kilomètres. La victoire acquise par le coureur américain, vendredi à Aix-les-Bains, n'a pas

AIX-LES-BAINS de notre envoyé spécial

Aucune épreuve, sans doute, n'illustre mieux la mondialisation du cyclisme que le Tour féminin. Il

● **BOXE** : championnat du monde. — L'Américain Mike Tyson a conservé son titre mondial des poids lourds en battant son compatriote Carl Williams par arrêt de l'arbitre après 1 min 33 s de combat, vendredi 21 juillet à Atlantic City (New-Jersey).

● **FOOTBALL** : championnat de France. — Pour son retour en première division, Lyon a été battu à domicile par Marseille (4-1), vendredi 21 juillet, en match amical de la première journée du championnat de France.

● **NATATION** : records de France. — Deux records de France ont été battus, vendredi 21 juillet à Paris, à l'occasion de la deuxième journée des championnats de France. Cécile Péri-chaud a amélioré son record du 200 mètres brasse en 2 min 17 s 16 (ancien record : 2 min 17 s 52/100) et Renaud Boucher, son record du 50 mètres dos en 24 s 52/100 (ancien record : 26 s 83/100).

● **TENNIS** : coupe Davis. — La Suède mène 2 victoires à 0 contre la Yougoslavie après les deux premiers sets de la dernière finale, disputée vendredi 21 juillet à Bastad. Jonas Svensson a battu Goran Ivanisevic 6-4, 7-6, 3-6, 6-4, et Mats Wilander s'est imposé face à Goran Prica 7-6, 6-1, 6-0. Dans l'autre demi-finale, à Munich, les Etats-Unis mènent 1 victoire à 0 grâce à Brad Gilbert, qui a battu Cliff-John Stubb 6-2, 2-6, 2-6, 6-4, 6-4. La deuxième simple a dû être interrompue à minuit, alors que Boris Becker et André Agassi étaient à égalité 6-7, 6-7, 7-6, 6-3.

regroupe douze équipes internationales, en particulier celles des Etats-Unis, d'Italie, d'Union soviétique, du Canada, des Pays-Bas et d'Australie. Mais, qu'elles viennent d'outre-Atlantique, de l'Oural ou des antipodes, les championnes étrangères n'ont pu s'opposer à Jeannie Longo. La Grenobloise, souveraine, a réalisé un exploit sans précédent en remportant à Aix-les-Bains ses cinquièmes étapes consécutives. Elle compte maintenant 8 min 44 s d'avance sur son inévitable concurrente, l'Italienne Maria Canins.

La performance souligne la qualité physique et surtout les mérites de la championne du monde, qui a travaillé dur pour obtenir un résultat aussi spectaculaire. On ne saurait parler à son sujet de révélation spontanée. Elle enregistre une longue série d'échecs ou d'insuccès pendant près de dix ans avant de connaître enfin la consécration. Cependant, cette perfectionniste obstinée ne céda jamais au découragement et pousse, au contraire, dans ses défaites des raisons supplémentaires d'enrichir son bagage.

Jeannie Longo subissait naguère la loi de Maria Canins en montagne, et ses limites dans les cols lui interdisaient de convoiter la première place dans le Tour de France, qu'elle voulait absolument ajouter à son palmarès. Une préparation méthodique consistant à reconstruire les obstacles alpestres et à les « apprendre par cœur », comme les routiers d'autrefois, un entraînement forcé et une volonté de fer lui ont permis de remonter la pente.

Mais Jeannie Longo songe déjà à son prochain objectif : le record de la 45 kilomètres et de rejoindre, si

possible, Fausto Coppi, qui parcourut, 45,798 kilomètres en 1942. Sa tentative s'achève à Madrid entre le 25 septembre et le 3 octobre. La championne du monde, qui reste une femme d'affaires, a conclu un accord avec la société Téfal. Celle-ci vient en effet de mettre au point un nouveau revêtement destiné à améliorer le rendement de la piste.

JACQUES AUGENDRE.

LES CLASSEMENTS

19^e étape

Villard-de-Lans - Aix-les-Bains

1. Greg LeMond (E.-U., ADR), les 125 km en 3 h 17 min 53 s (moyenne : 37,897 km/h) ; 2. Laurent Fignon (Fr.) ; 3. Pedro Delgado (Esp.) ; 4. Ger-Jan Theunisse (P.-B.), 4 min 1 s ; 5. Marino Lejarreta (Esp.), à 4 s.

Classement général. — 1. Laurent Fignon (Fr., Super U), 83 h 44 min 32 s ; 2. Greg LeMond (E.-U.), à 50 s ; 3. Pedro Delgado (Esp.), à 2 min 28 s ; 4. Ger-Jan Theunisse (P.-B.), à 5 min 36 s ; 5. Marino Lejarreta (Esp.), à 8 min 35 s.

TOUR FÉMININ

9^e étape

Saint-Christophe-Gallien - Aix-les-Bains

1. Jeannie Longo (Fr., France « A »), les 74 km en 2 h 13 min 51 s (moyenne : 33,395 km/h) ; 2. Inga Thompson (E.-U.), à 1 min 35 s ; 3. Maria Canins (Ita.), à 1 min 42 s ; 4. Cécile Péri-chaud (Fr.), à 2 min 49 s ; 5. Valérie Simonnet (Fr.), à 3 min 1 s.

Classement général. — 1. Jeannie Longo (Fr., France « A »), 17 h 16 min 51 s ; 2. Maria Canins (Ita.), à 8 min 44 s ; 3. Inga Thompson (E.-U.), à 12 min 24 s ; 4. Susan Ellis (E.-U.), à 14 min 46 s ; 5. Cécile Odin (Fr.), à 15 min 28 s.

De Stendhal à Lamartine, par la Chartreuse

AIX-LES-BAINS de notre envoyé spécial

Fignon-LeMond ? LeMond-Fignon ? Le caravane vit dans la plus cruelle des incertitudes mais aussi dans la plus excitante des grandes agitations. L'organisation, elle, se froisse les mains. L'incertitude du résultat aura, jusqu'au bout, nourri chez les suivants une excitation dans laquelle s'épuise leur sagacité.

Depuis le début de la semaine, Ordières-Merlette n'ayant rien décidé, Vars et l'Isard n'ayant rien décidé, le Galibier et l'Alpe d'Huez n'ayant pas davantage été décidés, le Vercors ne pouvait se poser en juge de paix, et la Chartreuse, vendredi 21 juillet, n'a été ni vraiment fatale à l'un, ni tout à fait glorieuse pour l'autre. Du coup, les esprits forts supputant et anticipant. Ce Tour 1989, ce Tour du Bicentenaire, devrait donc se dénouer dimanche 23 juillet entre Versailles et Paris. Curieux destin, en vérité, qui voit que le Tour se gagne sur cette route — enfin, approximativement sur cette route — par laquelle les femmes de la capitale jouèrent le sort de la royauté — en remuant, le 10 octobre 1789, « le boulanger, la boulangère et le petit mitron » aux Tuileries, palais alors fort proche des Champs-Élysées, encore campagnards et agrestes.

Voilà donc ce qui agite essentiellement les esprits à Aix-les-Bains, au soir du 21 juillet. En cet instant, le voyage, encore une fois, venait de se dénouer de façon fastueuse. Depuis deux journées, on bivouaquait dans le

proche voisinage de Grenoble et dans la partie centrale de cette région Rhône-Alpes dont le Tour a achevé, samedi, la traversée en touchant aux riveaux du lac Saint-Quentin-Fallavier et au quartier de la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau, cité où l'information s'en donne à cœur joie. C'est un pays où la modernité se dispute aux belles lettres, où les conversations mêlent volontiers le nucléaire et le romantisme.

Aller de Villars-de-Lans à Aix-les-Bains et, de surcroît, par la Chartreuse, c'est aller de Stendhal, l'anti-romantisme, l'adaptable « style sec » qui plaisait tant à Giono, jusqu'à Lamartine et à son lac : « Un soir, l'en souvenir-il, nous voguons en silence... ». Foin d'Elvire et de M^{re} Charles : le 21 juillet 1989 à Aix-les-Bains, c'est seulement Charles Mottet, surnommé Charly, qui faisait soupçonner, tant il est attendrissant dans sa façon de se rasseoir à perdre. Quant à voguer en silence sur le lac du Bourget, un jour de passage du Tour de France...

Les vieux démons

Au gré des villes traversées, on pouvait d'ailleurs aussi bien rêver de Rousseau, en se coulant juste que dans les rues de Chambéry, et à la proche maison des Char-mettes, où M^{re} de Warens fut pour lui la « maman ». De même, samedi, entre Aix-les-Bains et l'Isle-d'Abeau, on devait frôler Brangas, retraite de Paul Cézanne, pour qui le seul nom de ce village évoquait la résonance de la

cloche frappée par son battant. Au pied du château, le Rhône coule là, encore rebelle. Au sud, on a débauché La Tour-du-Pin et la Côte Saint-André, qui a fait un musée de la maison natale d'Hector Berlioz.

Mais voici que nous ressaisissent nos vieux démons : Fignon-LeMond, LeMond-Fignon ? Quel est promis le maillot de satin jaune ? Pour lequel des deux les grandes lyriques de l'effort et du muscle auront-ils à composer leur symphonie fantastique ?

La salle de presse tout entière se sent en état de fièvre. Quelques instants plus tôt, sur la ligne d'arrivée, des gens pourtant fort pacifiques dans l'ordinaire des jours, bons garçons et même bons vivants, sont devenus tout à fait déments parce qu'ils avaient à placer un micro sous la nez de Greg LeMond et de Laurent Fignon. Greg occupait les marches d'accès de ce podium, côté lac, qu'il ne voyait d'ailleurs pas. Laurent lui tournait le dos, assis sur les marches, face à ce qui avait été la ligne d'arrivée. Ces deux jeunes gens racontaient ainsi, l'un, Greg LeMond, que la pente lui était apparue trop faible pour porter l'attaque décisive, mais qu'il ne désespérait pas pour autant ; l'autre, Laurent Fignon, exposait qu'un Tour de France n'est jamais gagné tant que la ligne d'arrivée de la dernière étape n'est pas franchie.

Ces fortes déclarations valaient bien, assurément, pour être enregistrées et portées à la connaissance des nations, quelques bousculades et un peu de fureur.

JEAN-MARC THÉOLÉVRE.

FESTIVAL D'AVIGNON

Rencontre avec Aimé Césaire

Le flamboyant et le politique

L'un des événements du Festival est l'hommage à Aimé Césaire. Sous forme de lecture, pas de spectacle, mais il était là, homme de théâtre, homme politique impressionnant et familier. Avant tout, poète. Poète dont les écrits garderont la mémoire vivante, comme cette poussière d'étoiles dont nous sommes composés, et qui détournent les regards des anglophones de Joël Jouanneau.

Aimé Césaire est resté quelques jours à Avignon. Il a parlé :

« Je me suis bien à Avignon parce que je ne suis pas là du tout pour être officiel. Je me suis bien dans un milieu intellectuel, sensible à la poésie, amical, je dirais fraternel. Pourquoi vous à Avignon ? me demandez-vous parfois. Peut-être ma présence a-t-elle un rapport avec la commémoration de la Déclaration des droits de l'homme. Les organisateurs du festival, qui est essentiellement français, européen, ont sans doute éprouvé la nécessité de le mondialiser, de l'élargir au tiers-monde. Je suis l'humble représentant d'un tiers-monde dont la situation est angossante et qui pose à tous les intellectuels européens les problèmes de leur responsabilité. »

« Une exposition organisée à l'abord est annoncée sous le titre

« Césaire et le surréalisme » et vous préférez le second titre, « Césaire, le flamboyant des Caraïbes ». Vos distances à l'égard du surréalisme sont devenues plus grandes ? »

« Mon histoire avec le surréalisme est assez particulière. Les Cahiers d'un retour au pays natal n'est pas à proprement parler un écrit surréaliste dans le style de l'école. Quand André Breton a découvert ce texte à la Martinique, il a été frappé et enthousiasmé par ce qu'il disait. Il était persuadé qu'il avait découvert un disciple. Je crois surtout que le surréalisme était dans l'air du temps. J'avais connaissance de l'œuvre de Breton mais pas de manière systématique. Mais nous avions des ancêtres communs. J'avais beaucoup lu Rimbaud et Lautréamont. »

« Je suis donc arrivé à un certain surréalisme. Mais ce que je dis là ne

diminue pas ma dette à l'égard du mouvement surréaliste. Il y a eu des rencontres essentielles dans ma vie. Celle de Senghor, qui m'a appris à me connaître moi-même. Celle de Breton, qui m'a épargné des recherches, des hésitations, en confirmant mes intuitions. Au fond, ce que le surréalisme m'a appris, c'est la liberté. J'en ai retenu essentiellement l'appel, par-delà le moi superficiel, aux forces profondes de l'homme. Pour moi, Amilaï, pour moi, victime d'une politique d'assimilation, épouvantable à l'époque, cet appel aux forces profondes m'a fait redécouvrir des valeurs africaines enfouies dans l'inconscient antillais, dans le riche gisement antillais. »

« L'engagement dans le surréalisme, un certain surréalisme, c'était aussi un engagement politique ? »

« Pour moi, c'est indissociable. Il faut évoquer la situation d'un jeune Noir vers les années 1933-1935, perdu, sans références, sans boussole, dans le monde blanc. Le colonisateur, certes, nous tendait une main secourable mais à la condition de nous oublier nous-mêmes. Le surréalisme tournait le dos à la raison, sollicitait les forces profondes, découvrait l'art nègre. C'est peut-être le point par lequel l'esprit européen est le plus près de l'esprit africain. Ne sentez-vous que par le recours à la magie. Donc, le surréalisme aussi m'a appris à être nègre. »

« Qu'était-ce donc qu'être nègre ? »

« Le fond même, l'essentiel de ma démarche a été la recherche d'une identité. C'est en interrogeant cette identité que j'ai fait le détour par l'Afrique. En m'interrogeant sur le phénomène que je constituais pour moi-même, j'ai découvert, grâce à Senghor, l'Afrique. J'ai constaté que nous sommes de questions que je me posais, les réponses étaient africaines. En conclusion, les clés du monde antillais se trouvent sur un continent premier. Nous avons appelé cela la négritude. Certains ont cru qu'il s'agissait d'un racisme noir. Cela m'aurait fait horreur. La négritude, ce sont les Blancs qui l'ont inventée. »

« Ce mot « nègre », qu'on nous jetait nous l'avons ramassé. Comme on l'a dit, c'est un mot-défi transformé en mot fondateur. Mais il faut bien concevoir la négritude comme un humanisme. Au bout du particularisme, on aboutit à l'universel. Si le point de départ, c'est l'homme noir, l'aboutissement, c'est l'homme tout court. »

Propos recueillis par JEAN-JACQUES LEHRANT.

De mon frère le poète

Et les chiens se taisaient, par les comédiens français, dans la cour du Palais Vieux.

« Je bâtirai de ciel, d'oiseaux, de perroquets, de cloches, de fougères, de tambours, de fumées légères, de tendresses furieuses, de dimanches, de mots d'enfants, de mots d'amour, un monde notre monde. »

C'est dans l'une de ses rares heures d'espérance, le rebelle de *Et les chiens se taisaient*, la pièce d'Aimé Césaire, qui recrée l'univers, son île, sa case, comme il veut qu'il le devienne, bientôt, au moins pour son fils. Mais il va, cessant de rêver, reprendre la lutte. Il sera tué.

Et les chiens se taisaient, ce poème de combat, que Césaire avait écrit en 1946, à l'époque où, après avoir été transféré de prison en prison, il a été transféré en 1956, l'année même où il rompt avec le Parti communiste pour fonder le Parti progressiste martiniquais, cette pièce écrite à l'été dans la cour du Palais Vieux par les acteurs du Théâtre français qui sont à Avignon, avant tout, pour jouer *Et les chiens se taisaient*. Ils ont été, pour cette lecture, l'orienté, par Marcel Bozouff, leur capitaine.

Le rebelle, l'amant, la mère, la foule-choeur, alternent en un chant brillant de passion, une forêt d'images.

La poésie de Césaire est ici un peu cousine de celle de Saint-John Perse, d'André Breton, alors que ces poèmes sont plus tard, comme *Une saison au Congo*, qui date de 1967.

C'est en français qu'Aimé Césaire, qui qu'il en soit, a écrit et continue d'écrire ses livres anticolonialistes. Mais les écrivains martiniquais de la jeune génération, qui se réclament, eux, d'une « créolité », affirment : « La négritude césairienne est un baptême, l'acte initial de notre dignité restituée. Nous sommes à jamais fils d'Aimé Césaire. » Ils disent aussi : « Si le créole est notre langue légitime, la langue française fut tout à tour (ou en même temps) viciée et capturée, légitimée et adoptée... Bref, nous l'avons habillée. En nous, elle fut vivante. En elle, nous avons bâti notre langage. »

La question de la langue

Mais ils disent aussi : « Chaque fois qu'une mère, croyant favoriser l'acquisition de la langue française, a refoulé le créole dans la gorge de son enfant, cela n'a été en fait qu'un coup porté à l'imagination de ce dernier, qu'un envoi en déportation de sa créativité. » Ce qui ne les empêche pas d'écrire que « la reconnaissance,

maintenant unanime, dans nos pays, du poète Saint-John Perse comme l'un des fils les plus prestigieux de la Guadeloupe, correspond assurément à une avancée de la créolité dans les consciences antillaises. »

Si nous avons longuement cité ces manifestes des jeunes écrivains antillais, *Éloge de la créolité*, de Jean Bernabé, Patrick Chamoussan, Raphaël Confiant, (paru cette année même chez Gallimard), c'est qu'Aimé Césaire lui-même, dans tous ses essais et tous ses poèmes, et dans *Et les chiens se taisaient*, pose la question fondamentale de la langue du colonisé. Mais, chez lui, c'était comme inclus, comme allant de soi, et la « créolité » sous-tendait de la poésie de Césaire a fait don d'un feu noir tout neuf à la vieille langue d'ici.

En hommage au grand Césaire, un petit peu le père des jeunes écrivains français aussi, terminons par ces paroles de Saint-John Perse : « Et paix à ceux, s'ils vont mourir, qui n'ont point vu ce jour. Mais de mon frère le poète on a eu des nouvelles. Il a écrit encore une chose très douce. Et quelques-uns en eurent connaissance... »

MICHEL COURNOT.

* Cycle de lectures, « Poésie dans un jardin » à 17 heures jusqu'au 22 juillet, et à 18 heures, le 23 juillet, à partir de 19 heures, une nuit de la poésie.

OPÉRA

« Le Porteur d'eau » à Toulouse

Les bons sentiments de Cherubini

Cherubini a mis en musique l'innocence persécutée et l'exaltation de l'amour conjugal. Question d'époque. Celle de Fidèle.

Créé en 1800 au Théâtre Feytaud le *Porteur d'eau* de Cherubini ne relèverait plus du tout de la période révolutionnaire si Bouilly n'avait trouvé l'inspiration de son livret dans un fait réel qui s'était passé sous la Terreur. Il transpose néanmoins l'action en 1640 dans le Paris de Mazarin : le comte Armand, président du Parlement recherché par la police du cardinal pour son excès de libéralisme, et son épouse, sont sauvés par un porteur d'eau savoyard, qui risque sa vie pour les aider à sortir de Paris ; au dernier moment, alors qu'Armand doit quitter sa cachette pour défendre sa femme sur le point d'être violée par deux gendarmes, arrive la nouvelle de la grâce royale.

Le rapprochement avec *Fidèle* (dont le livret est également de Bouilly) est frappant : l'innocence persécutée et l'exaltation de l'amour conjugal. Ce qui ne va pas sans quelques naïvetés. La partition, en revanche, comme toutes les productions de Cherubini, se distingue par une facture sévère, un riche coloris instrumental, beaucoup d'élan et une puissance qu'on ne trouve guère alors que chez Méhul et Beethoven.

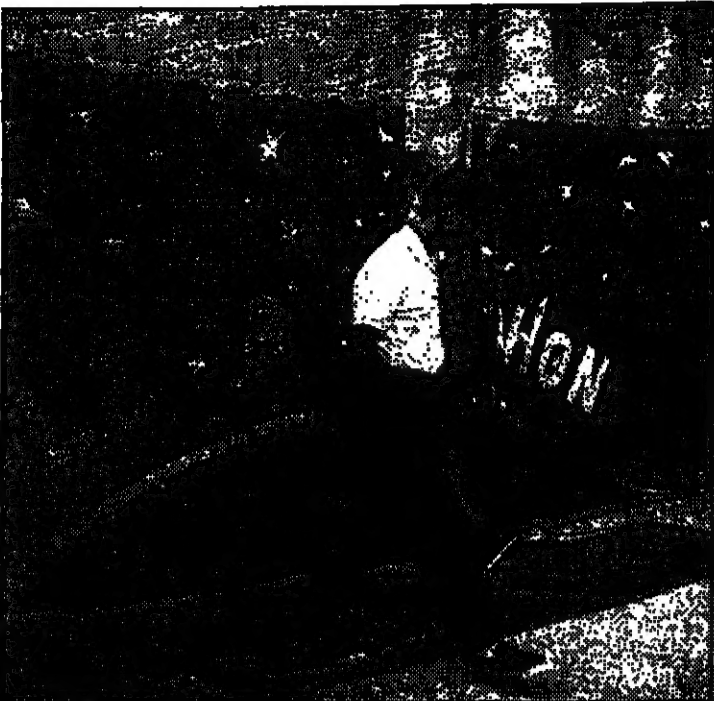
Cette puissance et ces élan sont un piège dans lequel était tombé Pierre Doreux il y a

quelques années à l'Opéra-Comique (où l'orchestre a déjà naturellement tendance à couvrir les voix) et que n'a pas totalement évité Michel Plasseau. Visiblement subjugué par cette partition, il a tendance à la diriger comme s'il s'agissait d'*Elektra* et dans l'acoustique générique de la Halle au Grain, on pourrait croire que Cherubini avait la main un peu lourde.

Cela retentit aussi sur les chanteurs qui accentuent le style volontiers déclamatoire de l'écriture vocale. On regrette, par exemple, que Jean-Philippe Lafont, qui avait réussi à l'Opéra-Comique une composition pleine de rudesse et de bonhomie du porteur d'eau Micheli, ait raïdi son personnage en étant toute familier (il a même établi les syllabes éliées !) et toute chaleur. Il reste celle de la voix, heureusement, mais la théâtralité a disparu. Les moyens de Maryse Castets (Constance) étant plus limités, elle doit parfois forcer un peu, aussi la frêle Marcelina d'Edwige Bourdy touche davantage car l'orchestre est obligé de la ménager. Léonard Pessino (Antonio) n'est plus à découvrir, en revanche, Christian Papis, l'autre ténor, a montré dans le rôle plus important d'Armand, qu'il a assez d'effort pour faire une belle carrière.

GÉRARD CONDÉ.

* Présenté à Toulouse dans le cadre de l'été musical, le *Porteur d'eau* doit être redonné à Rome lors du Festival Roma-Europa (Villa Médicis) les 24 et 25 juillet.



MARC ENGLISHAND

Joël Jouanneau entre la peur et les étoiles

Après avoir dirigé les affaires culturelles à la mairie de Saint-Denis, puis les pages culturelles du magazine *Révolution*, Joël Jouanneau est devenu auteur et metteur en scène du Bourrichon, qui se joue dans un décor naturel, profondément aménagé. On y arrive par un chemin torse, et au bout, on trouve un mur qui appartient au Palais des papes, et un arbre, qui, bien que grand et majestueux, fait penser à celui de En attendant Godot. Joël Jouanneau fait partie des hommes de théâtre capables de détecter n'importe où une magie cachée, et de la restituer. Il l'a prouvé en transformant la petite salle de Bobigny en foyer d'un hôtel qui serait en même temps celui d'un théâtre, pour le Minetti de Thomas Bernhard, avec David Warrilow, et ici même en redonnant à la Chapelle des Pénitents blancs sa fonction sinon religieuse, du moins mystérieuse dans l'Hypothèse de Pinget, avec David Warrilow, encore.

« Je voulais retrouver la virginité du lieu, en refaire une chapelle, ce qui semblait essentiel, comme de redonner à la portion de Palais des Papes où nous jouons le Bourrichon, l'ambition de rivaliser avec le monument lui-même. »

« Naturellement, par rapport au Festival, mon sentiment reste très différent de celui éprouvé quand je venais comme journaliste. Encore que ma position de chef des pages culturelles m'ait privilégié : j'écrivais seulement sur les spectacles que je voulais défendre. J'avais très peur de me tromper, car je crois la fonction de critique très importante. Aujourd'hui, je me place de l'autre côté de la barrière, donc je le crois davantage encore. Un critique peut aider les gens à continuer ou les en empêcher. La peur de ce que mon jugement pouvait empêcher m'a souvent bloqué. Un travail artistique commence souvent par des errements, et, c'est un fait, on descend plus facilement les gens qui arrivent que ceux qui sont arrivés. Parce qu'ils ont déjà prouvé leur talent, c'est vrai. »

« Ensuite la peur est venue »

« Mais ma peur, ma seule grande peur, je l'ai connue au Moyen-Orient. Quand j'y suis allé la première fois, mes motifs étaient politiques, du moins je le croyais. Ce premier voyage, je l'ai vécu comme un film. C'était la guerre, et c'était irréel comme du carton-pâte. On reste totalement inconscient, jusqu'à ce qu'on voie un être humain éclater. J'ai le souvenir très violent d'un enfant qui me visait avec son fusil. Sur la croix, il y avait la Vierge. Nous sommes restés une heure face à face, sans nous parler. Je n'ai jamais éprouvé une telle peur, et l'enfant aussi, je crois. »

« Je suis retourné là-bas à plusieurs reprises. Je voulais comprendre pourquoi la première fois j'y étais allé, et ce que c'était, cette peur que je cherchais. J'ai

compris au quatrième voyage, et j'ai abandonné le journalisme. Depuis, j'ai l'impression de commencer à me réapprendre. L'Hypothèse, c'est un peu ça : des questions sur le pourquoi et le comment. Quand j'ai monté la pièce aux Pénitents blancs, ça m'a fait drôle parce que, mon premier spectacle à Avignon, je l'avais vu là, au Théâtre Ouvert de Lucien Attout. Ensuite, je suis resté serein, inconscient comme à mon premier voyage au Liban. Je ne mesurais ni l'enjeu ni les résultats, donc je n'avais pas la grosse tête. »

« C'est ensuite que la peur est venue. D'autant plus que le Bourrichon est de moi, et que je m'y expose. Quelques monologues trop proches me font mal. Avant de venir ici, nous avons joué dans des villages. Je l'avais décidé, mais sur place, quand je voyais arriver les spectateurs, je me disais : « ce n'est pas possible ». Certaines phrases me faisaient honte. A propos de la vieillesse par exemple. Je me demandais de quel droit j'avais écrit ça... Le succès ne me rassure pas, je me dis seulement que je veux profiter du bonheur présent, et on verra demain. »

« Comme beaucoup d'auteurs aujourd'hui, j'ai écrit la majeure partie de la pièce en monologues, et les quelques dialogues sont des dialogues de sourds. C'est évidemment un choix. Depuis Joyce, on est obligé de prendre en compte le monologue intérieur, y compris pour les dialogues, c'est-à-dire que les personnages qui échangent des répliques appartiennent au monologue intérieur de l'auteur, qui est donc la forme la moins hypocrite de l'écriture. »

« D'un autre côté, je pense qu'après la guerre de 1939-45, le sens dans l'histoire a explosé. On ne peut plus se poser les mêmes questions qu'avant. On ne peut plus écrire comme Shakespeare, Marivaux, Labiche. On ne peut plus. Le monologue représente peut-être une tentative de rassemblement des signes, une réponse à l'obsession de la mort. »

« En même temps, je pense qu'il est temps d'en sortir. Je suis double, comme dans le Bourrichon : cohabitent en moi celui qui regarde en bas et celui qui vise les étoiles. Nous sommes des poussières d'étoile, composés des mêmes éléments, dont chaque particule porte une mémoire, c'est une certitude scientifique. J'aime à penser qu'après ma mort une particule portant la mémoire ce que je suis rejoindra le cosmos. »

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris
ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40
Métro : Montparnasse-Bienvenue

ARTS

« Des œuvres de Viollet défilées à Vienne. — Quatre « installations » du peintre Claude Viallet ont été détruites à Vienne (lebr). Les œuvres, quatre fillets tendus en extérieur, ont été lacérées et certaines brûlées. Seules deux créations, exposées dans la cathédrale notamment, ont été épargnées et resteront visibles du public. Une œuvre avait déjà été dérobée dimanche 2 juillet. »

Régions

Un projet « révolutionnaire » à Bordeaux

Rendre la rue au tiers état des piétons

Il y a quelques semaines Jacques Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, a présenté en avant-première aux cinquante membres de sa majorité municipale un projet qu'il a qualifié de « révolutionnaire ». Il s'agit de repenser complètement la circulation et de redéfinir la fonction des rues, avec comme objectif le souci d'améliorer les déplacements des Bordelais et, d'une manière générale, la qualité de leur existence quotidienne.

Le document qui explique ce projet n'est qu'un modeste cahier d'une dizaine de feuilles signé par le CAUE 33, autrement dit le Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement de la Gironde. En réalité, il résulte des réflexions d'un groupe d'élus et de fonctionnaires qui, primitivement, avait été chargé par le maire de préparer quelques mesures améliorant la sécurité des deux-roues en ville. Très vite les experts ont dû constater un phénomène particulièrement choquant en cette année du Biscuit : dans la rue tous les citoyens ne sont pas égaux en droits.

Il y a l'aristocratie insolente des automobilistes, qui, roulant ou stationnant, règnent sur la chaussée et souvent même sur les trottoirs. Et puis il y a le tiers état des piétons et des cyclistes, ces « piétons véloques », comme les qualifie Hélène Desplats, conseillère municipale : jeunes enfants, collégiens, mères de famille, promeneurs, retraités, handicapés de toutes sortes. Bref, le menu peuple des sans-voiture, majoritaire, mais rejeté sur les bas-côtés, asphyxié et souvent bousculé. A Bordeaux ces sans-défense qui se déplacent à petite vitesse représentent plus de la moitié des morts et des blessés graves par accidents dits de la circulation.

Le groupe a fini par convenir que le seul moyen d'arrêter le massacre était de renoncer au « bridage » et de réduire l'omniprésence automobile. « L'idée que l'on puisse adapter la ville à l'auto est



absurde, dit Hélène Desplats. Cela revient à tuer la ville. D'où un renouveau des piétons non plus sur la circulation des voitures, comme cela se pratique ordinairement, mais sur les déplacements des Bordelais et plus largement sur la fonction de la voirie. Après tout, une rue n'est pas faite uniquement pour circuler, mais aussi pour commercer, flâner, se rencontrer, s'amuser, prendre le frais...

Des voies tricolores

Le groupe de réflexion a donc accouché d'un projet qui remet les compteurs à zéro. Dans le Bordeaux de l'an 2000, les rues seraient de trois natures différentes. Sur les voies « rouges » (boulevards, « cours » et rues à grande circulation, totalisant 25 % de la voirie), les véhicules, roulant à 50 km/h maximum, garderaient la priorité. Dans les voies « bleues » (rues secondaires de distribution, représentant 25 % de la voirie), la vitesse sera limitée à 30 km/h et les véhicules de transport en commun seront plutôt des minibus. Enfin, sur les voies « vertes », dévouées à l'habitat, au commerce

et aux loisirs (rues de quartier, représentant 50 % de la voirie), ce sont les piétons et les cyclistes qui auront la priorité. Les voitures ne pourront avancer qu'au pas. Elles y seront pratiquement obligées par le réaménagement de la chaussée. Fini les trottoirs, mais vœu plutôt des arbres, des kiosques, des bancs, des bacs à verdure et des lampadaires s'ordonnant autour d'une rigole centrale.

Ces rues d'intérêt local deviendraient des sortes de cours urbaines s'apparentant aux bégayages hollandais. Les micro-espaces verts, les coins de rue aménagés, les terrasses de bistrot et les étals de magasin débordant sur la chaussée favoriseraient l'animation. Des espaces de vie et non plus des bornes parkings linéaires que sont devenus les petites rues aujourd'hui.

La réalisation d'un projet aussi audacieux exigera d'abord du courage politique. Bravant le lobby automobile, le maire devra prendre des arrêtés dérogeant au code de la route (60 km/h en ville) et réduisant les vitesses sur les trois quarts de sa bonne ville. Quant aux aménagements, leur devis a été

chiffré à une trentaine de millions de francs sur dix ans.

En dépit de ces obstacles, le projet du CAUE garde toutes ses chances, car Bordeaux dispose au départ de sérieux atouts. Les 150 hectares du centre sont soumis à la réglementation des secteurs sauvegardés, et, sur les 27 hectares du quartier de Mériadeck, le cheminement des véhicules et des piétons est déjà séparé. Sur l'ensemble de la ville, la circulation est régulée par un système électronique sophistiqué baptisé Gertrude. Jacques Chaban-Delmas a trouvé à Bordeaux ce qu'il lui fallait à Paris. Bordeaux est également en pointe pour les deux-roues puisque on y a tracé 45 kilomètres de pistes et de couloirs cyclables. Quant au métro, on annonce les premiers coups de bulldozer pour l'an prochain et l'inauguration de la ligne n° 1 en 1994. Il n'est pas jusqu'aux taxis que l'on ne songe à réformer par la création, comme à Strasbourg, d'une société d'économie mixte. Autant d'alternatives à la voiture qui seront demain offertes aux Bordelais.

Une présentation à la rentrée

Le plan Chaban, autrement dit « Bordeaux pour tous », a été présenté récemment aux administrations centrales parisiennes. On l'a accueilli avec un vif intérêt, car il coïncide avec l'ensemble des politiques urbaines : reconquête du centre, animation des quartiers périphériques, amélioration de la sécurité sur la voirie. Mais on soulignait qu'il s'étendait à l'ensemble de la communauté urbaine de Bordeaux. Restera ensuite à élaborer un plan de financement associant l'Etat et les collectivités locales. En tout cas, la première échéance est fixée. Jacques Chaban-Delmas présentera son enfant dès la rentrée de septembre à son conseil municipal.

MARC AMBROISE-RENDU.

POINT DE VUE

La France à deux vitesses

par Claude Saunier
Maire de Saint-Brieuc.
Membre du comité directeur du PS.

L'EUROPE, on l'a répété lors des dernières élections, sera soit son ou sucre d'orge, calamité ou panacée. Elle peut être aussi l'occasion de poser quelques questions simples dont les réponses engagent fortement notre avenir. Par exemple, quel sort attend les villes moyennes et les régions rurales qu'elles animent dans l'espace européen ?

La réponse s'inscrit déjà dans quelques chiffres. Les quinze années de crise qui viennent de s'écouler ont commencé à façonner un espace à deux vitesses. On cherche déjà en vain les points communs entre les régions « fortes », comme l'Île-de-France, et celles qui semblent engagées sur la pente du déclin, comme le Limousin et l'Auvergne.

Les faits parlent d'eux-mêmes. De 1981 à 1987, 36 % des créations nettes d'emplois se sont localisées dans la seule Île-de-France qui continue à concentrer 27 % du PIB (produit intérieur brut). Chaque Francilien bénéficie d'un PIB double de celui des habitants des régions les moins favorisées. Au cours de la crise, l'Alsace a continué à créer 0,7 % d'emplois par an alors que la Lorraine voisine en perdait autant. Le Gard, avec près de 15 % de chômage, peut-être être comparé aux Yvelines, qui en comptent 6 %.

Si l'on ajoute la concentration croissante des décisions dans quelques régions privilégiées (les cadres d'entreprise représentant 9 % de la population active d'Île-de-France contre moins de 2,5 % dans les villes du Nord-Pas-de-Calais), l'effondrement de la part de PIB des anciennes régions industrielles (- 14 % dans le Nord-Pas-de-Calais de 1975 à 1984), le tableau se précise et s'assombrit. Le diagnostic est sans ambiguïté : l'espace économique qui se construit aujourd'hui aggrave incontestablement les inégalités

entre les régions et donc entre les hommes.

L'origine de cette double dynamique, positive pour certaines régions, négative pour d'autres, tient à la logique même du libéralisme économique. Les entreprises définissent leur stratégie de développement en fonction du profit immédiat maximum. La poussée idéologique de l'ultra-libéralisme des quinze dernières années ne fut pas sans effets : abandon brutal des anciennes régions industrielles déshéritées, concentration des nouvelles activités portuaires sur des sites réputés rentables. C'est ainsi que la ligne Le Havre-Paris-Lyon-Marseille est devenue l'axe lourd concentrant l'essentiel des dynamismes.

Le vent du libéralisme l'a emporté

L'Etat lui-même, quelle que soit la majorité gouvernementale en place, a accompagné la vague libérale. Ainsi les grands investisseurs publics ont suivi la même logique spéculative que les groupes privés. Les primes à l'aménagement du territoire ont été réduites par cinq entre 1985 et 1987. Les obstacles réglementaires limitant la prolifération des bureaux en région parisienne ont été supprimés. La part du budget de l'Etat consacrée à l'aménagement du territoire, y compris en 1989, n'a cessé de se réduire. Force est de le constater : il n'y a plus en France de politiques d'aménagement du territoire. Le vent du libéralisme l'a emporté, et la présence au pouvoir de la gauche n'y a rien changé.

C'est bien une France à deux vitesses, géographiquement et socialement, qui se met en place sous nos yeux. D'un côté des régions rurales moribondes où les villes moyennes, marginalisées, ne seront que des lieux de services pour le troisième âge. En face, quelques grandes métropoles concentrant en un mélange explosif l'innovation et la pollution, le profit spéculatif et le gaspillage économique, les classes les plus riches et les plus pauvres de la société. Va-t-on suivre en France le modèle urbain américain au moment où se fait le siècle ? La Communauté économique européenne semble mesurer les risques des disparités régionales. Son intervention avec le FEDER est l'une des rares et faibles tentatives de contre-poids à la logique ultra-libérale.

Il est pourtant possible d'inflechir encore le cours des événements. La technique le permet. Les grands moyens de transport ont maîtrisé l'espace. Les transferts de données, flux déterminants de l'économie future, ignorent les distances. En fait, ce qui manque, c'est la volonté politique. La décentralisation, acquiescé, ne doit pas être pour l'Etat l'ultime à tous ses abandons. Au demeurant, elle ne s'opposerait qu'en s'appuyant sur un espace économique équilibré.

Le débat qui s'est ouvert sur l'avenir de l'Université peut être l'occasion, pour l'Etat, de préciser ses intentions. L'heure est venue de donner au pays l'instrument de recherche et de formation qui régule les mutations technologiques et sociales de la fin de ce siècle. Les villes moyennes ont une place à prendre, un rôle à jouer dans le futur dispositif universitaire. Elles doivent sans doute apporter leur concours à l'accueil des nouveaux étudiants et chercheurs. Mais l'Etat ne peut mettre ses archives les lieux de formation et les centres de recherche.

Dans ce domaine comme dans les autres, il est grand temps que l'Etat assume ses responsabilités. Il est le garant de la solidarité nationale. Il doit donc être le moteur d'un aménagement du territoire équilibré.

Cette page a été réalisée par nos correspondants :
Michel Carle, Jean-René Lave, Pascale Monnier, Paul Signat.
Coordination : Jacques-François Simon.

BRUNO ETIENNE :
« L'ISLAM N'EST PLUS UN PROBLÈME »
Auteur du livre « L'islam en France » (Editions Hachette), qui va s'attacher à déconstruire les controverses. Bruno Etienne explique pourquoi la connaissance de l'islam a progressé depuis 30 ans et analyse la place des musulmans dans l'Europe de demain.
Dans le numéro de Juillet-Août d'Arabes en kiosques et en librairie
78, rue Joffroy - 75017 Paris
Tél. 46.22.34.14.

ALSACE

Des véhicules plus sûrs

L'Automobile-Club d'Alsace indique que 10 658 véhicules ont été contrôlés de janvier à juin. Dans ces quatre centres techniques, Haguenau, Strasbourg, Colmar et Wittgenheim, 64 % de ces contrôles ont été faits à titre purement préventif, ce qui valorise la qualité des résultats.

Seuls 27 % des véhicules contrôlés ne présentent aucun défaut ; par contre, 47 % présentent au moins un défaut affectant gravement la sécurité. En particulier, le freinage est fortement déficient dans 35 % des cas. Quant au système de suspension, il est plus ou moins déficient dans 38 % des cas.

« S'il est effectivement très remarquable, estime l'Automobile-Club, de mettre les préfets et sous-préfets au bord des routes, tous les week-ends et de sanctionner les excès de vitesse, il serait nettement plus profitable pour les bilans de la sécurité routière de mettre en œuvre un contrôle technique cohérent, périodique et obligatoire. Car sans frein et sans suspension, un automobiliste se tuera beaucoup plus sûrement à 89 km/h sur une départementale ou à 129 km/h sur autoroute que l'heureux propriétaire d'une voiture en parfait état se permettant, l'imprudent, de rouler à 150 km/h sur autoroute si les circonstances le lui permettent... »

BASSE-NORMANDIE

Pour les non-voyants

Créée en 1978, la Bibliothèque Pierre-Villel à Caen est aujourd'hui la plus importante bibliothèque sonore publique de France.

Plus de 300 abonnés peuvent y emprunter gratuitement des cassettes parmi 4 500 titres d'ouvrages de tous genres, documentaires aussi bien que recueils de poésie ou romans.

Récemment un non-voyant a été recruté pour gérer le prêt des cassettes. Son poste de travail a été spécialement aménagé grâce à un micro-ordinateur équipé d'une synthèse vocale et relié au système informatique central de la bibliothèque municipale : c'est le premier équipement de ce genre à être installé dans une bibliothèque.

La bibliothèque sonore de Caen s'est aussi dotée des appareils de lecture pour aveugles les plus performants, comme l'appareil Delta, de marque française, un dispositif élec-

tronique de lecture de texte et de prise de notes qui peut être couplé à un appareil micro-informatique, branché sur le minitel, sur une machine à écrire, le braille, et sur une machine à traitement de texte. Marie-José Poutevin, conservateur responsable de la bibliothèque sonore, insiste sur le rôle de cette section comme centre de rencontre et d'essai des dernières nouveautés destinées aux aveugles dans le domaine de l'informatique. Les non-voyants peuvent venir à Caen tester le matériel et se familiariser avec ces outils technologiques complexes.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Pêche au gros

Le Pyramide thon Club de La Grande-Motte, dans l'Hérault, vient d'inaugurer le premier centre français de formation de pêche au gros qui a obtenu l'agrément et l'homologation de la « FFPM » (Fédération française de pêche en mer). En accord avec le ministère de la jeunesse et des sports, des stages de formation à la pêche en mer, ouverts à tous, jeunes et moins jeunes, seront désormais possibles.

Ces stages seront donnés à bord d'une péniche aménagée, ancrée dans le port de La Grande-Motte.

MIDI-PYRÉNÉES

Toulouse sur deux-roues

Dominique Bandis a encore réussi à étonner ses administrés toulousains. Le 17 juin dernier il a enfoncé une bécane pour inaugurer à la force du jarret une piste cyclable longeant le canal du Midi sur 3 500 mètres. A ces côtés pédalait le docteur Philippe Dufetelle, adjoint à l'environnement, ravi d'avoir enfin converti son maire. Il attendait cet instant depuis son entrée comme écologiste dans l'équipe Baudis, il y a déjà sept ans.

En 1983, le candidat au Capitole avait vaguement inscrit dans son programme la « promotion des déplacements à vélo ». Mais les réalisations n'avaient guère suivi. Aux 4 300 mètres déjà existants le docteur Dufetelle n'avait réussi à en faire ajouter, par bribes et par morceaux, que 7 200 nouveaux mètres. Quelques tronçons épars, pas un véritable réseau. Le fâcheux exemple des « couloirs de courtoisie » imaginés par Jacques Chirac sur les avenues parisiennes et devenues des collecteurs de la mort rendait méfiant la municipalité toulousaine. De malheureuses initiatives comme cette

piste tracée autour d'un jardin public et provoquant des collisions avec les piétons la dissuadent encore davantage. Le maire n'avait même pas inauguré les pistes franchissant quatre des six ponts de sa ville rose. Pas sérieux, pensait-il.

L'obstination sournoise de son adjoint écologiste a fini par l'emporter. Peu après sa triomphale réélection en mars dernier, Dominique Bandis a promis aux velocipédistes toulousains de leur ouvrir 40 kilomètres d'itinéraires nouveaux. Il a fait adhérer Toulouse au Club des villes cyclables, où elle rejoint Strasbourg (60 kilomètres réalisés), Bordeaux (43 kilomètres) et une demi-douzaine de cités de moindre importance.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Les emplois du tunnel

Dans un secteur très frappé par le chômage, le littoral du Pas-de-Calais, le chantier du tunnel est apparu comme une ancre exceptionnelle, au moins pour quelques années. C'est pourquoi tout de suite le conseil régional a réclamé une priorité à l'embauche pour les travailleurs locaux.

Mais cette exigence ne pouvait être satisfaite d'emblée parce que la main-d'œuvre disponible n'était pas, dans sa grande masse, adaptée aux métiers du chantier. Pour cette aventure singulière la formation était absolument indispensable. Si, à la fin de l'année 1988, on comptait 2 145 salariés sur le site du tunnel, il y en aura quelque 3 300 à la fin de cette année, dont 350 cadres, 400 employés et 2 500 ouvriers environ.

L'embauche a donc été rapide, ce qui a amené les entrepreneurs et les pouvoirs publics à envisager des formules très performantes de formation. Un groupe administratif permanent et un comité de pilotage éducatif ont été créés dès 1986 pour coordonner toutes les actions entreprises dans le cadre du plan de formation régionale.

Pour aider ces actions de formation, l'Etat a, en 1989, déboursé 39,9 millions de francs, la région 15 millions de francs, et l'on attend du Fonds social européen (FSE) environ 30 millions de francs. Du côté des entreprises on a dépensé 7 millions de francs en 1988 mais on ira jusqu'à 23 millions en 1989.

Avec les prévisions d'embauche pour 1989 on estime que 60 % des recrutements se sont effectués ou le seront par le biais de la formation. De 2 000 à 4 000 personnes ont donc retrouvé un emploi ou acquis une nouvelle situation.

PAYS DE LA LOIRE

Du nouveau au CCO

Changement à la direction du Centre de communication de l'Ouest : Jean Anyot d'Inville, créateur et directeur du CCO depuis 1982, devient « conseiller du président, chargé des nouveaux projets ». Denis Roux est nommé directeur délégué. Depuis de nombreux mois, Jean Anyot souhaitait être déchargé de cette fonction, occupant par ailleurs d'importantes responsabilités au sein du futur palais des congrès de Nantes. Denis Roux était déjà depuis un an et demi directeur adjoint.

Le Centre de communication de l'Ouest, présidé par Gilles Bouyer, est la première structure multimédias créée en France. S'il joue un rôle d'organisme public, il vit quasiment comme une entreprise avec 85 % de ses ressources provenant de ses prestations : vitrine économique, stages de formation, organisation d'événements, réalisations audiovisuelles, lieu de forum, édition, avec notamment le mensuel Direct, magazine des médias de l'Ouest.

PICARDIE

Les meilleurs mécènes

Organisé par les caisses d'épargne de l'Eureuil de Picardie et le conseil régional, le trophée du mécène et du sponsoring récompense les entreprises, administrations et associations pour leurs actions dans ce domaine.

Les premiers prix de la troisième édition (1989) de ce concours sont les suivants : dans la catégorie culture, le Musée vivant du cheval à Chantilly ; dans la catégorie sport, la SARR Ducamp (collecte de déchets) à Saint-Quentin (Aisne) ; dans la catégorie humanitaire et civique, le Centre départemental des jeunes agriculteurs de l'Aisne.

Deux mentions spéciales ont été attribuées cette année à la direction départementale de la poste de l'Aisne et à la Banque Scallbert Dupont, dont le siège est à Lille.

L'opération menée par le Musée vivant du cheval à Chantilly a consisté à financer la « re-création » et la remise à son emplacement d'origine de la célèbre statue la Renommée à cheval. Cette Renommée est la réplique de la statue de Coysevox qui orne le jardin des Tuileries à la Concorde.

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Au service des agriculteurs

Créée dans les années 60, l'association climatologique de Vaucluse, devenue depuis Centre régional agro-météorologique et économique - CIRAME - s'est installée à Serres près de Carpentras.

Sa mission : l'information climatologique et technique (diffusée sur les 13 départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon et Corse), et la publication en temps réel des cours du marché sur toute la France.

L'information technique apportée par le CIRAME est à la fois complexe et complète. Appuyée sur un réseau technique exceptionnel constitué par les principaux organismes et centres de recherche concernés, elle répond aussi bien aux conseils de stratégie à long terme (choix de culture...) qu'aux questions immédiates d'irrigation ou de traitement.

Avec 1 200 abonnés et une moyenne de 90 000 appels par mois, le CIRAME est le premier serveur agricole téléphonique de France.

CONJONCTURE

Selon la chambre de commerce de Paris

La consommation va continuer de progresser

La consommation des ménages devrait continuer de progresser, estime, dans sa *Lettre mensuelle de conjoncture*, le Centre d'observation et d'industrie de Paris. « Malgré des prélèvements obligatoires supplémentaires au second trimestre 1989 (0,4 % du revenu imposable), les revenus progresseront encore assez pour favoriser la croissance de la consommation au troisième trimestre ».

Depuis le début de l'année, les produits manufacturés connaissent une demande un peu cahotique. Elle a été vive (+ 2,2 %) au premier trimestre, sans que cette hausse soit imputable à des performances sur le marché automobile comme à la fin 1988. Elle reste ralentie au second trimestre. La forte demande dans l'habillement, au mois de mai, a ainsi provoqué un tassement de la consommation au mois d'avril. Toutefois, les prévisions des commerçants restent, en mai, mal orientées à la hausse du fait de la progression des réserves d'épargne financière des ménages, et de l'emploi.

« La forte progression du pouvoir d'achat des ménages en 1988 (+ 3,5 %) après + 0,5 % seulement en 1987 s'est traduite par l'accélération de la consommation de produits manufacturés, mais aussi par une demande plus vive de services ». La croissance de 3,9 % des services marchands en 1988 laisse prévoir une bonne orientation début 1989. Avec les télécommunications (+ 7,5 %) et les assurances (+ 6,6 %), les transports restent un secteur dynamique (+ 4,6 %), entraîné par la hausse de 9 % du trafic d'Air France. Les services (marchands) de santé ont enregistré en 1988 une consommation en volume en progression de 6,7 % en moyenne, ce qui tranche avec l'année précédente (+ 3,5 %), laquelle avait vu la mise en œuvre d'un plan de rationalisation des dépenses d'assurance-maladie.

L'hôtellerie-restauration est restée, en revanche, en hausse en 1988 comme depuis 1985, avec + 0,1 % de croissance, malgré l'allongement de la durée des vacances et la part plus grande du revenu des ménages consacré aux loisirs. Ce secteur devrait toutefois se redresser en 1989, estime le COE qui constate un retour des touristes étrangers dans les quatre premiers mois de l'année.

EQUIPEMENT

Une Bible des paysages

(Suite de la première page.)

Voilà qui tempère l'ampleur de l'exode rural, phénomène marquant du siècle écoulé, mais à présent en recul. Depuis 1982, estiment les auteurs, la France « verte » se repeuple, à mesure que l'habitat se rénove ou se construit.

Sur 1,9 million de ménages réinstallés en milieu rural entre 1975 et 1982, neuf cent mille ont pris possession de logements neufs. Les agriculteurs ne représentent plus que 20 % de la population rurale, où l'on compte désormais des proportions supérieures d'ouvriers et d'employés. En termes d'activités, les agriculteurs ne représentent plus, il est vrai, que 7 % de la population active.

L'apport des néo-ruraux rend la France rurale moins uniforme. Terres de mémoires, mais aussi terres de loisirs, les campagnes sont la cible d'une nouvelle conquête de l'espace. « De nouveaux paysages agraires s'établissent », remarque Pierre Brunet, professeur de géographie à l'Université de Caen, marqués par des damiers parcellaires, le déblocage de parcelles ou de noyaux, les bâtiments d'élevage industriels (...), et aussi, dans certains cas, l'insidieuse progression des friches. « L'agriculture moderne, mécanisée, remembre, a spécialisé les régions, même si les progrès de la recherche agronomique ont fait remonter le maïs au-dessus de la Loire, et rapproché le soja de Paris ».

Les capitales du tournesol

La crise des protéines des années 70 a inscrit dans le paysage les capitales dorées du tournesol. La vache pie noire s'est imposée dans les troupeaux laitiers. La

FUNCTION PUBLIQUE

L'apparente stabilité des effectifs des agents civils de l'Etat

Les effectifs d'agents des services civils de l'Etat (2 212 000 en moyenne) sont relativement stables depuis quatre ans, selon les statistiques que l'INSEE vient de publier (*Insee première*, n° 31, juillet 1989). Le nombre des personnes rémunérées par l'Etat (non compris, donc, les agents des collectivités locales) titulaires et non titulaires, n'a diminué que de 0,2 % en 1988, ce qui représente 3 600 agents de moins.

Alors que des suppressions de postes étaient régulièrement annoncées dans le budget en cours de cette période, ces effectifs quasiment maintenus peuvent surprendre.

La régularisation entreprise à l'époque, augmentée à nouveau. Le travail à temps partiel ne s'étend plus aussi rapidement qu'il l'a été par le passé. La fonction publique continue de se féminiser puisque la part des femmes, qui était de 50,4 % en 1982, passe de 51,2 % en 1986 à 51,6 % en 1988.

Les pertes d'effectifs aux PTT concernent surtout les hommes, alors que les augmentations de l'éducation nationale ne vont qu'aux femmes. Enfin, la réduction d'effectifs est particulièrement sensible dans la région Ile-de-France, qui perd 6 300 agents en deux ans, sans que l'on puisse affecter ce résultat à un mouvement de décentralisation.

Effectifs au 31 décembre

	1984	1985	1986	1987	1988
Effectifs nationaux (1)	2 212 000	2 212 000	2 212 000	2 212 000	2 212 000
Fonction publique d'Etat	1 512 000	1 512 000	1 512 000	1 512 000	1 512 000
Fonction publique territoriale	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000
Fonction publique hospitalière	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de la recherche	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de la culture	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de la santé	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'éducation	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de la justice	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'intérieur	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'agriculture	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'industrie	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'énergie	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'environnement	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'urbanisme	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'habitat	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'équipement	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'industrie	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'énergie	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'environnement	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'urbanisme	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'habitat	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Fonction publique de l'équipement	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000

(1) En 1985, transfert des trois mille agents de la santé scolaire du ministère de la Santé à celui de l'Éducation.
(2) En 1987, transfert de quatre mille agents des départements au ministère de l'Équipement.
(3) En 1987, transfert de cinq cents agents de la délégation à la formation professionnelle des services du premier ministre au ministère du Travail et de l'Emploi.

Source : INSEE.

En fait, il y a deux explications à cette apparente stabilité. D'une part, les emplois budgétaires sont calculés en équivalent, temps plein, tandis que les comptes sont effectués à effectifs réels. Or le nombre des agents travaillant à temps partiel a eu tendance à augmenter. D'autre part, le ministère de l'Équipement a intégré, en 1987, 14 000 agents non titulaires des départements à la suite de la division des directions départementales de l'équipement entre un service de l'État et un service départemental dépendant du conseil général. Sans cette dernière circonstance, les effectifs totaux auraient diminué de 9 500 entre 1986 et 1988, et le nombre de non-titulaires aurait resté inchangé avec 256 000 personnes.

En grandes tendances, il apparaît aussi que le nombre de non-titulaires, qui avait beaucoup diminué entre 1982 et 1986 du fait de la

SOCIAL

Comme à La Ciotat

Le gouvernement prépare un plan de conversion des anciens chantiers navals de La Seyne

TOULON

de notre correspondant

M. Jacques Chérèque, ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, chargé de l'Équipement du territoire et des reconversions, était dans le Var le jeudi 20 juillet. Car, comme dans le département voisin des Bouches-du-Rhône, à La Ciotat, la question de la reconversion des chantiers navals reste préoccupante. A l'issue de réunions de travail à Toulon avec les élus et les syndicats était prévue et attendue la signature d'un accord

entre l'Etat et les collectivités concernées pour l'acquisition, l'aménagement et le développement des 40 hectares de terrains sur lesquels étaient implantés les chantiers navals de NORMED à La Seyne.

Tel n'a pas été le cas. Les techniciens ayant en charge le dossier se sont notamment heurtés à la définition des modalités pratiques concernant la transaction, les parcelles, la fixation des prix d'achat et de vente, la destination précise du site et de la structure administrative à mettre en place. Si l'ensemble des intervenants se sont prononcés en faveur d'une prise en charge sociale des personnes concernées par la fermeture des chantiers navals et si M. Maurice Arreckx, UDF, sénateur et président du conseil général, a annoncé que l'assemblée départementale avait débattu 35 millions de francs pour l'aide à la reconversion, M. Chérèque se sera seulement réjoui de cette très large concertation qui aura permis de préparer les résumés décisifs qui se tiendront au mois de septembre.

Le ministre délégué va demander, durant ce temps, une étude de faisabilité qui sera confiée à la Cité des sciences et des techniques de La Villette avec l'accord du ministre de la Recherche. Elle portera tout particulièrement sur « Maropolis », un ambitieux projet d'édification de deux ans par son créateur, M. Kilmol, un ancien ingénieur des chantiers navals, qui souhaite transformer le site en une vaste technopole de la mer, et sur l'implantation d'industries légères et performantes dans des locaux existants et d'exploitation technologique ayant en commun l'étude et les exploitations de la mer.

ERIC FOTTORINO.

* Le Grand Atlas de la France rurale, 64, Jean-Pierre de Mozza, 494 pages, 1 200 F.

BANQUE

Poursuivant son développement européen

La Compagnie bancaire achète une société britannique de leasing

Nouvelle étape importante dans le développement européen de la Compagnie bancaire, du groupe Paribas. Avec sa filiale UFB Local, spécialisée dans le financement des équipements professionnels, elle est en train de racheter une société britannique de leasing, Humberclyde Investment Ltd, pour un montant total de 96,5 millions de livres (environ 1 milliard de francs). Cette opération se réalise sous la forme d'une offre aux enchères privée qui a déjà été approuvée par le conseil d'administration d'Humberclyde et par 75 % des actionnaires de celle-ci. A l'issue de l'opération, le personnel détiendra 8 %, la Compagnie bancaire 16 % et UFB Local 66 %.

Créée en 1966, Humberclyde, filiale de la banque néo-zélandaise ANZ, avait fait l'objet, il y a deux

ans, d'une reprise par ses salariés et des investisseurs institutionnels, qui avaient reçu l'assurance de pouvoir « sortir » du capital au bout de trois ans. Employant deux cent vingt personnes, la société a distribué 275 millions de livres de financement en 1988, dont la moitié pour des matériels agricoles, le reste allant aux parcs d'autobus, aux machines-outils et pour 10 % à l'immobilier. Elle a dégagé un bénéfice net de 8,9 millions de livres.

Financé grâce à la récente augmentation de capital (1,2 milliard de francs) de la Compagnie bancaire, ce rachat doit permettre à celle-ci de renforcer sa position en Grande-Bretagne (où elle est présente dans les financements immobiliers avec UCB Group) qui comptera désormais pour 10 % à 15 % de ses actifs gérés et de son résultat net.

ETRANGER

La Commission de Bruxelles et les dirigeants danois divisés sur la construction du pont géant du Grand-Belt

COPENHAGUE

de notre correspondant

L'affaire de l'adjonction en vue de la construction d'un pont géant de 8 kilomètres sur le détroit du Grand-Belt (le *Mønst* du 8 juillet), pomme de discorde entre le gouvernement de Copenhague et la Commission européenne, ne s'arrange pas. Au contraire. Deux réunions bilatérales consacrées à ce dossier, qui ont eu lieu successivement, à la demande des dirigeants danois, à Bruxelles et dans leur propre capitale, n'ont rien donné. La Commission a soumis le Danemark d'adhérer purement et simplement le contrat signé à la hâte, fin juin, avec le consortium Eurocon Strøberg Group et de recommencer à zéro toute la procédure des appels d'offres.

Les dirigeants danois, qui avaient jusqu'en 21 juillet pour se décider (ce délai avait été fixé par Bruxelles), ont travaillé d'arrache-pied toute la semaine pour rédiger un rapport de vingt pages où ils ont essayé de s'immiscer en minimisant les critiques qui leur étaient faites et en refusant catégoriquement, en conséquence, de reprendre la procédure de l'adjonction. Ce

document devait être remis à la Commission européenne, qui l'examinera à fond jeudi 27 juillet afin de décider s'il convient ou non de saisir d'urgence la Cour de justice européenne.

Au Danemark, cet « affrontement » occupe depuis quelques jours le devant de la scène. Les médias ont pris pour cible principale Western Bridge Joint Venture, le consortium danois, le consortium britannique et danois. L'entrepreneur français a été présenté dans une série de journaux de manières différentes comme l'unique inspirateur de cette petite guerre déchaînée.

L'Office de l'Etat de Grand-Belt, organisme d'Etat chargé d'administrer et de surveiller les travaux, pour mieux souligner qu'on n'entend pas revenir en arrière, a déjà commencé à faire procéder à des prélèvements dans le détroit.

Ce geste de bravade pourrait coûter cher à l'Eurocon Strøberg Group provisoirement victorieux. Ce consortium compte en effet trois sociétés danoises (dont l'une, en réalité, n'est qu'une filiale d'une société suédoise), une société britannique, une société suisse et une société néerlandaise. La composition de ce groupe a changé en cours de route. Une des sociétés danoises et la société dano-neerlandaise qui appartenaient initialement à un autre consortium en piste ont rejoint en mars dernier l'Eurocon Strøberg Group, d'où s'était retiré alors l'un des membres, l'une des deux sociétés néerlandaises.

Cette modification de structures intervient au milieu des négociations apparentes comme un des points cruciaux de ce litige, qui, par ailleurs, est bel et bien en train de diviser les milieux politiques du royaume.

CAMILLE OLSEN.

Pour assurer la fin de mois

Le gouvernement péruvien fait fonctionner la planche à billets

LIMA

de notre correspondant

La planche à billets va imprimer cinq cents millions d'unités (200 millions de dollars) pour permettre au gouvernement de boucler le mois de juillet. Cette émission monétaire n'a pas de précédent au Pérou. Elle a été fortement critiquée par l'opposition qui estime que ses effets bénéfiques ne dureront qu'une quinzaine de jours et que la spirale inflationniste (taux de près de 6 000 % entre juin 1988 et juin 1989) sera un nouveau bond en avant.

« Il est préférable de faire fonctionner la planche à billets plutôt que d'adopter des mesures économiques de coût social élevé », a répliqué le président Alan García. En effet, cette émission est principalement destinée à couvrir la prime, pour la fête nationale, des huit cent mille employés des entreprises publiques, et, à moindre titre, à subventionner des denrées alimentaires de première nécessité, et à soutenir les prix de certains produits agricoles.

« Elle représente moins de 1 % du produit intérieur brut de trente milliards de dollars », a expliqué le chef de l'Etat, « son impact est donc minime, surtout si l'on tient compte du fait que la banque centrale n'a pas émis une centime, pour le compte du gouvernement central, depuis le début de l'année ». Ces derniers temps, le manque de liquidité avait obligé l'Etat à payer les salaires de ses employés, ou les pensions des retraités, avec des chèques sans provision.

NICOLE BONNET.

● Conférence sur l'Europe des compétences. — La Commission de Bruxelles organise les 14 et 15 septembre, à la Cité des sciences et de l'industrie à La Villette, à Paris, en collaboration avec la présidence française de la Communauté, une conférence et une exposition sur l'Europe des compétences, à l'occasion de la semaine européenne de la formation européenne.

REPÈRES

Balance des paiements + 6,5 milliards de francs au premier trimestre

La balance des paiements courants de la France a été déficitaire de 7,1 milliards de francs en données brutes au premier trimestre. Après corrections des variations saisonnières, la balance a été excédentaire de 6,5 milliards, contre + 7,8 milliards au cours de la même période de 1988.

Croissance

La hausse du PNB en RFA plus forte que prévu

La croissance du produit national brut de la RFA en rythme annuel a atteint 4 % au premier trimestre, a indiqué le ministère ouest-allemand des finances dans un article paru, samedi 22 juillet, dans le quotidien *Die Welt*.

Ce taux est supérieur aux prévisions du gouvernement de Bonn qui avait déjà, le mois dernier, révisé à la hausse (+ 3,5 % contre + 2,5 % au début de l'année) son estimation de la croissance pour l'ensemble de l'année 1989. Pour M. Waigel, la vigueur de la croissance allemande au premier semestre s'explique par le dynamisme des investissements privés.

Dettes

Le Club de Paris rééchelonne la dette angolaise

Un accord de rééchelonnement a été conclu entre l'Angola et ses principaux créanciers publics regroupés au sein du Club de Paris. Le remboursement des échéances rééchelonnées s'effectuera sur dix ans avec une période de grâce de six ans. Le montant de ce rééchelonnement n'a pas été précisé. Il suivrait quelques jours après le vote des membres du FMI en faveur de l'admission de l'Angola. La dette antérieure de l'Angola, contractée pour la plus grande partie auprès des pays de l'Est, est estimée à 3 milliards de dollars.

Inflation

Forte hausse des prix en Espagne

Les prix à la consommation en Espagne ont augmenté de 0,6 % en juin contre 0,1 % le mois précédent. Ce mauvais résultat, qualifié de « préoccupant » par le ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga, porte à 7,1 % la hausse des prix en glissement annuel (+ 2,9 % pour le seul premier semestre). Pour M. Solchaga, l'accélération de l'inflation en juin justifie la politique monétaire restrictive adoptée début juillet et notamment le relèvement du taux directeur de la Banque d'Espagne à 14,50 % pour la troisième fois depuis le début de l'année. Le gouvernement espagnol renonce maintenant à faire des prévisions sur l'inflation en 1989, alors qu'il tablait au début de l'année sur une hausse des prix de 3 %.

● Nouvelles commandes d'Aérbus. — La compagnie de charters français Eurair vient de commander trois exemplaires de l'Aérbus A-321, version allongée de l'Aérbus A-320. La compagnie dispose de dix-sept avions. D'autre part Malaysia Airlines a signé, le 21 juillet, un contrat portant sur l'achat de huit Airbus A-330. Les livraisons à Malaysia Airlines s'échelonnent de l'automne 1994 à l'automne 1995, le choix des réacteurs restant à déterminer. Cette compagnie utilisera les Airbus A-330 pour remplacer ses McDonnell Douglas DC-10 et ses Airbus A-330 B-4 sur son réseau régional, ainsi que sur ses lignes à destination de l'Australie et du Moyen-Orient.

Le Monde
sur minitel

VOTRE
PORTEFEUILLE
PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

3615 TAPÉZ LE MONDE

Économie

AFFAIRES

La France tente d'attirer les investisseurs japonais

(Suite de la première page.)

Et les Japonais évoquent, à chaque discussion, le blocage des magnétoscopes à Poitiers pendant l'été 1982.

Récemment encore, raconte M. Fauroux, l'administration française « trop lente » a mis des bâtons dans les roues de Subaru, qui voulait créer, avec Renault, une 4 x 4 à Angers. Devant la mauvaise volonté des fonctionnaires du ministère de l'Industrie, Subaru a renoncé. Aujourd'hui, il hésite, mais pour d'autres raisons, à investir en Europe.

« Nous avons laissé passer notre chance », ajoute M. Fauroux, qui regrette que toutes les usines de voitures japonaises — Nissan, qui Toyota et Honda — soient allées chez M. Thatcher.

An cœur du raisonnement du ministre de l'Industrie, il y a une conviction libérale. Dans les années 60, on rejetait les investisseurs américains; aujourd'hui, personne ne les conteste. Pourquoi refaire la même erreur avec les Japonais? Il y a, sur le fond, la conviction que l'industrie française souffre d'un sous-investissement accumulé pendant les années de crise.

La France a des atouts

Pour rattraper le retard, aucune force n'est de trop: celle de l'Etat, celle des capitaux privés français et aussi celle des capitaux étrangers. Il y a, enfin, le fait que le choix européen impose à la France d'adopter une attitude similaire à celle de ses partenaires britanniques et allemands, c'est-à-dire accueillante.

La France ne peut plus refuser les usines japonaises, dès lors que leurs produits sont libres d'aller et venir dans le marché unique. Sinon, elle accède à la fois au déficit commercial et son chômage. « Mieux vaut les Japonais que des chômeurs », est, quel que soit le secteur considéré, conclut implacablement M. Fauroux. Une position en pointe, qui choque encore certains de ses collègues au gouvernement et une partie des fonctionnaires qui ont cru bien faire pendant des années en barrant la route à l'envahisseur.

La tâche du ministre n'est d'appeler pas facile. Au-delà de la réputation, franchement mauvaise, de la France, les Japonais hésitent pour deux raisons au moins. La langue d'abord: la première langue étrangère qu'ils apprennent est l'anglais.

ERIC LE BOUCHER.

La privatisation d'Air Canada est achevée

MONTRÉAL de notre correspondant

Les dirigeants d'Air Canada ont symboliquement remis, mercredi 19 juillet, un chèque de 493,5 millions de dollars canadiens — plus de 2,6 milliards de francs — au représentant du gouvernement fédéral, clôturant ainsi officiellement la seconde et dernière tranche de la privatisation de leur compagnie.

Les investisseurs n'avaient pas attendu ce délai pour s'emparer des titres représentant 37 % du capital du premier transporteur aérien canadien. Les 41,1 millions d'actions mises en vente le 6 juillet, au prix de 12 dollars l'unité, ont toutes été négociées en quelques heures, gagnant d'emblée plus de 25 cents à la Bourse de Toronto.

La première phase de cette privatisation (30,8 millions d'actions, soit 43 % des parts de la compagnie) avait déjà connu un grand succès en octobre 1988, alors que le prix de chaque action avait, plus modestement, été fixé à 8 dollars, permettant au gouvernement d'espérer 246 millions de dollars. Entre-temps, Air Canada, société d'Etat depuis cinquante-deux ans, a démontré qu'elle était bien armée pour affronter les lois de la concurrence dans un secteur progressivement déregulé depuis 1985 au Canada. La compagnie a annoncé pour 1988 des bénéfices nets de 96 millions de dollars (le double de ceux de 1987), réalisés sur un chiffre d'affaires de 3,43 milliards de dollars, ce qui la place au troisième rang mondial.

L'intérêt pour les actions d'Air Canada s'était encore accru en janvier dernier, à la suite du rachat de Wardair, troisième transporteur canadien, par TWA, déjà propriétaire depuis 1986 du numéro 2, Canadian International. Avec cette transaction, le mouvement de

concentration dans l'industrie du transport aérien est arrivé à son paroxysme. Pour améliorer ses positions, Air Canada, dont la flotte de cent quatre-vingt-dix appareils s'enrichira à partir de l'an prochain de trente-quatre Airbus A 320, entend multiplier ses lignes à l'étranger, ce que la tutelle de l'Etat l'empêchait de faire librement. Ses dirigeants se sont fixés deux objectifs prioritaires: l'Europe et l'Asie, définitivement comme le marché mondial le plus prometteur à moyen terme.

Au tour de Petro-Canada ?

Sur le Vieux Continent, la compagnie a commencé à desservir pour la première fois l'Espagne, le Portugal et la Grèce, ainsi que des villes comme Nice et Zagreb, en Yougoslavie. En Asie, Air Canada, qui se rend déjà à Singapour et en Corée du Sud, a demandé l'autorisation d'atterrir au Japon, en Malaisie et aux Philippines.

Le gouvernement canadien, qui avait tenu à fixer une limite de 25 % aux investisseurs étrangers intéressés par les actions d'Air Canada — un seuil presque atteint, en envisage dorénavant la privatisation de la société Petro-Canada, pierre angulaire de la politique de « canadiannisation » de l'industrie pétrolière relancée, en 1980, par le gouvernement libéral de M. Pierre Elliott Trudeau.

Depuis l'arrivée au pouvoir du Parti conservateur de M. Brian Mulroney, en 1984, douze grandes sociétés d'Etat ont été vendues au secteur privé, parmi lesquelles les constructeurs aéronautiques De Havilland et Canadair, achetés respectivement par Boeing et Bombardier.

MARTINE JACOT.

BOURSE DE PARIS

Semaine du 17 au 21 juillet

Et l'enthousiasme, bon sang !

JAMAIS deux sans trois. Après une première semaine de volte-face, puis dont le bilan fut néanmoins positif, puis une autre semaine courte mais bonne, la Bourse de Paris a réussi encore une fois, ces derniers jours, à gagner un peu de terrain. Mais ce ne furent que des victoires de détail, car, à l'exception de la séance du mardi, le marché a été dominé par la baisse. Le lundi, le marché a ouvert à 1.044,44, puis a chuté à 1.034,44, pour finir à 1.034,44, soit une baisse de 10 points. Le mardi, le marché a ouvert à 1.034,44, puis a chuté à 1.024,44, pour finir à 1.024,44, soit une baisse de 10 points. Le mercredi, le marché a ouvert à 1.024,44, puis a chuté à 1.014,44, pour finir à 1.014,44, soit une baisse de 10 points. Le jeudi, le marché a ouvert à 1.014,44, puis a chuté à 1.004,44, pour finir à 1.004,44, soit une baisse de 10 points. Le vendredi, le marché a ouvert à 1.004,44, puis a chuté à 994,44, pour finir à 994,44, soit une baisse de 10 points.

La tendance à ce type de comportement s'explique en partie par la situation de la Bourse de Paris, qui est restée à un niveau très bas, malgré la baisse de la cote de l'indice. La semaine du 17 au 21 juillet, le marché a ouvert à 1.044,44, puis a chuté à 1.034,44, pour finir à 1.034,44, soit une baisse de 10 points. Le mardi, le marché a ouvert à 1.034,44, puis a chuté à 1.024,44, pour finir à 1.024,44, soit une baisse de 10 points. Le mercredi, le marché a ouvert à 1.024,44, puis a chuté à 1.014,44, pour finir à 1.014,44, soit une baisse de 10 points. Le jeudi, le marché a ouvert à 1.014,44, puis a chuté à 1.004,44, pour finir à 1.004,44, soit une baisse de 10 points. Le vendredi, le marché a ouvert à 1.004,44, puis a chuté à 994,44, pour finir à 994,44, soit une baisse de 10 points.

Ref, entre les 13 et 21 juillet, les divers indices ont progressé de 1,3 %, portant à un peu plus de 4 % la hausse d'été. Mais, sur trois semaines, surtout l'indice SBF (ex-CAC) a battu de quelques fractions tous ses records d'altitude.

Ce n'est rien de dire que l'enthousiasme a fait défaut sous les lambris. La maîtrise des échanges (1,7 milliard de francs de transactions journalières sur les valeurs françaises du RIM) en atteste. Pourtant le résultat est là: la Bourse monte. Il est vrai que les encouragements sont venus un peu de toutes parts.

En premier lieu de New-York, où la reprise a paru se plaindre de finir. Mais c'est surtout l'annonce par John D. Rockefeller de l'Etat, en France d'abord (+ 0,1 %), aux Etats-Unis ensuite (+ 0,2 %), qui a eu le meilleur effet. Au point d'en faire presque oublier la seule mauvaise nouvelle de la semaine: l'aggravation du déficit commercial américain pour mai (10,24 milliards de dollars contre 8,29 milliards). Mais du moment que les prix recommencent à s'assagir, un phénomène durable de l'avis de M. Michel Bock, chef des conseillers de la Maison Blanche, les esprits se calment pour ne plus penser qu'aux possibles mesures en préparation pour ériger un trop brusque ralentissement de l'expansion.

Sans dire le fond de sa pensée à cet égard, M. Alan Greenspan, président de la Banque centrale américaine, la puissante Réserve fédérale, a quand même déclaré haut et fort devant la Chambre des représentants qu'il valait « à l'heure toute récession possible et destructrice ». Sans l'avis de M. Greenspan se prononce donc pour une action sur les taux et la situation. Les marchés ont bien compris aussi. Partout, le sentiment a été à la détente. Paris avait d'ailleurs plus de raisons de se réjouir que la poursuite d'une assez forte croissance se confirme pour la France. La Banque de France fait déjà état d'une hausse sensible de la production industrielle en juin. La DRI (Data Resources Incorporated), organisme spécia-

lisé dans les études conjoncturelles, va, semble-t-il, plus loin en pronostiquant dans un rapport confidentiel cité par la Lettre de l'Expansion une augmentation de la production industrielle de 3,3 % l'an d'ici à 1994.

Ref, la France semble pour quelques années encore devoir bien tirer son épingle du jeu. Alors pourquoi ces réactions des investisseurs à l'égard de la « pyralide du pillard » croit pouvoir expliquer le phénomène par la situation alarmante du marché. Paris est à ses plus hauts niveaux historiques, ce qui, selon elle, constitue un handicap non négligeable. « Nous avons pris de l'avance sur les autres. Est-il raisonnable de recommander à l'achat des valeurs ayant déjà capitalisé seize fois leurs bénéfices? N'anticipons pas l'exercice 1990. Chaque chose en son temps. » Et d'ajouter: « Nous sommes dans un marché à court terme avec une question: « La Bourse de Paris est-elle devenue trop chère? », sans pouvoir vraiment y répondre.

D'où l'optimisme mitigé manifesté par de nombreux professionnels. La société de Bourse Didier Philippe se borne à évoquer un « sentiment d'été », ce qui résume bien la présence ambivalente. Après tout, nul ne sait trop de quoi sera faite la rentrée. Dans ces conditions, l'objectif des 500/510 points à l'indice CAC d'ici au 1^{er} septembre, fixé par notre pyralide, qui ne croit pas, elle non plus, à l'explosion du marché, paraît très raisonnable.

« La Bourse aurait pu avoir du PEP », faisait remarquer quelqu'un sur le parquet, dans une allusion au plan d'épargne populaire destiné à remplacer le PER (plan d'épargne retraite) le 1^{er} janvier 1990. Mais voilà: de Paris général, ce produit n'est pas très excitant. « Ça ne remplacera pas les Monoprix ni les CEA », assuraient-on sous les lambris. « Et ce n'est pas très réaliste de bloquer l'épargne pendant dix ans. » « L'opération se traduira par un simple transfert de l'épargne des livrets vers le PEP », nous a encore glissé la pyralide.

Tout cela n'est pas très gentil pour M. Pierre Bérégovoy, qui se désole. Le ministre de l'Economie et des Finances a eu droit en plus à une petite rebuffade. Il avait recommandé que, comme dans les pays anglo-saxons, les sociétés cotées contribuent financièrement au fonctionnement du marché. La comité des entreprises du second marché a poliment répondu que ses membres n'entendaient pas faire vivre la Société des Bourses françaises. En revanche, ceux-ci acceptent de financer une partie des droits de garde de leurs titres en échange des noms des actionnaires.

Des événements de la semaine, l'on retiendra seulement la chute d'Eurotunnel (-10,5 %) sur des rumeurs vérifiées ensuite de faiblesse de la construction. Les échanges ont été importants. Ajoutons que le premier service boursier Inter-actif fonctionne à l'essai sur minute. Mis au point par M. Rainey Sans, c'est un outil de gestion de portefeuille fondé sur la notion de délai de reconnaissance (DR), un super PER qui tient compte des bénéfices pour les donneurs à venir et des taux à long terme.

ANDRÉ DESSOT.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 17-18	Cours 21-22
Or fin (100 onces)	77 350	77 400
Pièces françaises (20 fr.)	447	448
Pièces françaises (10 fr.)	228	229
Pièces belges (20 fr.)	443	444
Pièces belges (10 fr.)	224	225
Pièces suisses (20 fr.)	440	441
Pièces suisses (10 fr.)	222	223
Pièces suisses (5 fr.)	111	112
Pièces suisses (2 fr.)	55	56
Pièces suisses (1 fr.)	27	28
Pièces suisses (0,50 fr.)	13	14
Pièces suisses (0,20 fr.)	6	7
Pièces suisses (0,10 fr.)	3	4
Pièces suisses (0,05 fr.)	1	2
Pièces suisses (0,02 fr.)	0,5	0,6
Pièces suisses (0,01 fr.)	0,2	0,3

© Les pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 17-18	Cours 21-22
Or fin (100 onces)	77 350	77 400
Pièces françaises (20 fr.)	447	448
Pièces françaises (10 fr.)	228	229
Pièces belges (20 fr.)	443	444
Pièces belges (10 fr.)	224	225
Pièces suisses (20 fr.)	440	441
Pièces suisses (10 fr.)	222	223
Pièces suisses (5 fr.)	111	112
Pièces suisses (2 fr.)	55	56
Pièces suisses (1 fr.)	27	28
Pièces suisses (0,50 fr.)	13	14
Pièces suisses (0,20 fr.)	6	7
Pièces suisses (0,10 fr.)	3	4
Pièces suisses (0,05 fr.)	1	2
Pièces suisses (0,02 fr.)	0,5	0,6
Pièces suisses (0,01 fr.)	0,2	0,3

© Les pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RIM (*)

Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Fongeur SA	50 810 656 211 905
Corumet	3 757 115 421 332 363
Peribis	678 786 341 020 937
SIMCO	500 442 314 886 625
COGE	328 439 233 832 043
BSN	231 330 166 118 596
Saint-Gobain	235 396 158 140 827
EIF-Aquitaine	295 374 150 837 616
Hayes	149 397 148 332 849
Michelin B	767 962 138 663 887
Suez Financ	384 924 134 915 223
Banx (G&A)	60 694 119 570 369
Sté Générale F	232 135 118 041 042
LMVH M-E	29 959 117 057 413

(*) Du jeudi 13 au jeudi 20 juillet inclus.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 juillet 1988

	Sept. 89	Déc. 89	Mars 90
Prémier	108,92	108,68	108,30
+ last	108,78	108,58	108,30
+ last	108,78	108,58	108,30
Dernier	108,78	108,58	108,30
Comptabilité	108,78	108,58	108,30

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	17 juillet	18 juillet	19 juillet	20 juillet	21 juillet
RM	1 665 298	1 751 584	1 874 468	2 270 389	-
Comptant	5 676 986	5 904 811	6 295 873	7 639 693	-
R. et obl.	187 477	295 115	217 748	246 447	-
Actions	-	-	-	-	-
Total	7 529 761	23 715 510	8 388 089	10 156 529	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

Françaises	116,5	115,9	115,7	116,6	-
Etrangères	114,8	114,5	114	114,3	-

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES (base 100, 30 décembre 1988)

Tendance	116	115,5	116,2	116,2	117,5
----------	-----	-------	-------	-------	-------

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	489,6	488,6	488,4	491,8	491,8
-------------	-------	-------	-------	-------	-------

(base 1000, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40	1 766,42	1 754,40	1 764,73	1 765,65	1 773,70
---------------	----------	----------	----------	----------	----------

OMF (base 100, 31 décembre 1981)

Indice OMF 50	502,46	500,47	502,29	503,78	503,67
---------------	--------	--------	--------	--------	--------

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Au-dessus de 2 600 points

Bonne, très bonne semaine à New-York où, malgré une certaine indécision, le marché a monté d'un peu plus de 2 % avec le Dow Jones passé au-dessus de 2 600 points pour la première fois depuis le 5 octobre 1987.

Les deux premières séances avaient pourtant été marquées par des ventes bénéficiaires, normales après tant jours de hausses consécutives, bien absorbées quand même malgré l'annonce d'une aggravation du déficit commercial pour mai (10,24 milliards de dollars contre 8,29 milliards). La hausse reprenait mercredi et s'accélérait le lendemain. A la veille du week-end, le marché repiquait du nez avant de repartir à la hausse quelques instants avant la clôture. Finalement, l'indice des valeurs industrielles a fini à 2 607,36, en hausse de 52,54 points sur son niveau du 17 juillet dernier.

Les investisseurs ont très favorablement accueilli la double confirmation du ralentissement de l'inflation et de la volonté manifestée par le président de la FED de tout mettre en œuvre pour éviter une récession « brutale et destructrice ».

	Cours 14 juillet	Cours 21 juillet
Alcoa	68 1/8	67
AT&T	36 3/8	37 1/2
Boeing	58 1/2	57 1/2
Chase Nat. Bank	38 3/4	37 1/2
Du Pont de Nemours	112 1/4	115 3/4
Eastman Kodak	49 1/8	49 1/8
Exxon	45 5/8	46 3/4
Ford	48 3/4	48
General Electric	54 5/8	56 7/8
General Motors	42 1/2	41 1/2
Goldman Sachs	54 1/2	53 3/4
IBM	114 3/4	114 3/4
ITT	39 1/2	39 3/4
McDonald	31 1/2	32
Motor Oil	38 3/4	39 1/4
Pfizer	38 3/4	39 1/4
Schlumberger	41 3/4	42 3/8
Union Carbide	53	53 1/2
US Steel	148 3/4	178 3/4
US West	27 1/8	27 1/2
USX	34 3/8	35 1/4
Washinghouse	65 1/2	67 1/2
Xerox Corp.	66 3/8	66 1/2

LONDRES

En dépit d'une tendance assez irrégulière, le marché britannique s'est relativement bien tenu, les situations nouvelles créées par les OPA continuant de tenir les investisseurs en haleine. Ajoutons que les deux principales sociétés d'investissement (Hodgson Holdings et Kynsey Securities) ont été recherchées après qu'un communiqué ait fait savoir qu'un projet de fusion était négocié avec le groupe français des Pompes funèbres géminiennes. Eurotunnel a clôturé sur des faibles, l'augmentation de capital pour faire face à la hausse des coûts.

Indices « FT » du 21 juillet: 100 valeurs, 2283 (contre 2273,7); 300 valeurs, 1892,9 (contre 1886); mines d'or, 193 (contre 202,7); Fonds d'Etat, 86,40 (contre 86,46).

FRANCFORT

Très bonne semaine également à Francfort, où les divers indices ont passé leurs plus hauts niveaux de l'année. Ici plus est en train de se définir sur les semaines effluents du krach d'octobre 1987. La demande a été particulièrement forte en provenance de l'étranger.

Indices du 21 juillet: DAX-30: 1 555,40 (contre 1 530,46); Commerzbank: 1 906,7 (contre 1 870,9 et 1 896,6 le 16 octobre 1987).

TOKYO

Reprise

Le marché japonais s'est sensiblement redressé durant les trois dernières séances de la semaine, repassant de 1 % à 1,4 % au-dessus des indices. Les investisseurs ont jugé qu'en raison des cotations plus (débouché du parti au pouvoir aux élections du 23 juillet) avait été anticipé. Ils ont repris des positions.

Indices du 21 juillet: Nikkei, 33 899,43 (contre 33 574,77); Topix, 2 533,06 (contre 2 509,38).

BOURSE DE PARIS

Cours 14 juillet

Cours 21 juillet

Alcatel	751	741
Banque Paribas	1 260	1 270
Banque de France	1 790	1 830
Banque de Paris	3 490	3 530
Banque de la Réunion	1 940	1 950
Banque de Madagascar	2 390	2 400
Banque de l'Indochine	1 240	1 250
Banque de l'Inde	7 880	8 000
Toyota Motors	2 500	2 550

MARCHÉ INTERNATIONAL DES

Eurofranc: 1

	Cours 14 juillet	Cours 21 juillet
Boechman	623	629
Bovator	473	513
BP	362 1/2	367 1/2
Chloral	508	520
Comimol	381	361 1/2
De Beers	15	14 1/2
Free Gold	5 5/8	5 3/8
Glaxo	13 13/16	14 3/8
GUS	16	16 1/2
ICI	12 11/16	12 17/32
Imperial	788	784
Shell	414	433
Unilever	428	428
Vickers	228	228 1/2
Wor Lona	38 7/16	38 5/32

(*) En dollars.

MATIÈRES PREMIÈRES

Incertitude

Incertain

de nouvelles...
d'après...
d'un...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de...
de

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Eurofranc : libéralisation en vue

Le marché international des capitaux, après cette année à se mettre en vacances, dans presque tous les continents, s'y déploie une fois de plus. La plupart des titres récemment émis sont destinés à des investisseurs institutionnels dont les décisions de placement ne sauront être lentes à se manifester. Mais les particuliers sont également visés, comme l'a montré de façon tout à fait significative la reprise, le 20 juillet, des émissions d'obligations en francs luxembourgeois.

On se préparait au grand-début à accueillir d'innombrables souscripteurs belges qui le lendemain, profitant de leur propre fête nationale, allaient se presser en longues files aux guichets des banques de ce pays voisin de leur, dans la monnaie à la même valeur que la leur mais qui, contrairement à la Belgique, ne retient rien à la source sur les revenus des placements mobiliers. Une signature française de choix figure d'ailleurs dans la liste des nouveaux détenteurs en francs luxembourgeois : celle d'Interfinance Crédit National, une entreprise du secteur public, qui a emporté, par le truchement de la Banque internationale à Luxembourg, pour 600 millions de francs de titres à trois ans de durée. Le rendement effectif est de 7,62 %.

Constatant une évolution toute récente, le marché de l'eurofranc français a été de plus en plus l'attraction des grands gestionnaires de fonds sur le plan international. Ces derniers concentraient naguère presque exclusivement leurs investissements en francs sur les obligations gouvernementales. Ils sont maintenant également attirés par la diversité des débiteurs de qualité qui se présentent sur l'eurofranc et proposent des rendements supérieurs. Leur intérêt se fait encore plus vif pour ce qui leur assure l'assurance d'une bonne liquidité sur le marché secondaire. Une telle assurance n'existe que lorsqu'un emprunt est très important. La Banque européenne d'investissement en fait présentement la démonstration.

Cet organisme supranational a en effet décidé de porter à 2,5 milliards de francs le montant de son euro-emprunt 8,75 % qui viendra à échéance en 1993. A cette fin, il émet au prix de 101,75 % pour 1 milliard d'obligations nouvelles qui, dès le 10 août prochain, seront assimilables à une souche existante. Il s'agit alors de la ligne la plus grande du comportement de l'eurofranc. Cette perspective a déjà

assuré le succès de la nouvelle transaction qui, à son lancement, procurait, au pied des commissions, quelque 28 centimes de plus que les obligations du Trésor correspondantes (les OAT 8,70 % de 1995). L'emprunteur a conclu avec le chef de file, le Crédit commercial de France, un accord de tirage différé des fonds qui porte sur la moitié de la transaction.

D'une façon générale, la stabilité de la relation de change avec le mark joue certainement un rôle primordial pour ce qui est de l'attrait des placements en francs pour les investisseurs internationaux. Mais la confiance se nourrit également de données plus techniques. Ainsi, prête-t-on une très grande attention à tous les indices qui paraissent annoncer de nouvelles mesures de libéralisation. Ainsi en est-il par exemple de la perspective d'une transformation du marché des bons du Trésor BTAN, telle que l'évoque la banque J. P. Morgan & Co. Un développement de ce marché sur le modèle de celui des OAT, à compter d'encours mensuels, permettrait certainement de réduire les durées des euro-obligations en francs. Les

BTAN sont émis pour des durées inférieures à cinq ans et présentent ces instruments ne sont pas suffisamment liquides pour constituer de vraies références pour le compartiment euro-obligataire.

De retour sur le marché international des capitaux, le Danemark s'adresse actuellement au compartiment du yen. Son dernier emprunt, de 16,6 milliards de yens, est très classique : remboursé au taux nominal de 5,575 % pour une durée de six ans et quatre mois, les obligations sont émises à 101,875 % du pair. Il s'agit en fait de la partie visible d'une ingénieuse construction financière mise au point par Mitsui Finance.

La nouvelle transaction danoise est en effet destinée à remplacer un emprunt compliqué qui, lancé en 1984, avait dû être remboursé dix ans plus tard en deux monnaies. Cet emprunt, sur le conseil de Mizui, a été entièrement racheté par le Danemark, à la suite de deux opérations d'échange (portant l'une sur l'emprunt racheté, l'autre sur le nouvel emprunt) destinées finalement de dollars à taux variable dont le coût est sensiblement inférieur à la référence internationale du Libor.

Le Danemark que rien ne presse

Le tout illustre bien la politique d'emprunt d'un pays qui pourrait encore cette année lever sur les marchés internationaux l'équivalent d'une douzaine de milliards de ses couronnes (après en avoir déjà drainé l'équivalent de trois) mais que rien ne presse. L'étendue de ses réserves de devises ne lui impose pas pour le moment de suivre un programme d'emprunt précis. Cela lui fait adopter une attitude assez passive. Ayant fait savoir à quel coût il était prêt à s'endetter, il attend les propositions que ne manquent pas de lui faire les banques internationales, comme celle qui vient de lui suggérer Mizui.

La plupart de ses objectifs sont exprimés en termes de marge relative au Libor en dollars. De tels objectifs sont la plupart du temps atteints par le biais de transactions de swaps. Aussi en général peu importe la devise dans laquelle sont libellées les émissions.

Le cas du précédent euro-emprunt du danois est celui qui a vu le jour en francs français à la fin du mois de juin, est différent. L'opération a procédé d'une attitude plus déshibée. Le Danemark entendait accroître la part relative du franc

dans sa dette extérieure par souci d'une meilleure diversification. Or il est très difficile de se procurer du franc français de façon détournée, par le biais de transactions de swaps. Il lui fallait donc faire directement appel au marché de l'eurofranc. On se souvient (voir le Monde du 1^{er} et daté 2-3 juillet) que le déroulement de cette transaction avait été affecté par des dissensions relatives à la répartition exigée par un consortium de banques danoises pour leur rôle de conseil.

Aux services de la Trésorerie de Copenhague, on souligne à ce sujet que, lorsqu'une offre ferme lui est faite, elle doit tenir compte de tous les coûts, y compris la commission du consortium danois. Les cinq banques françaises « étaient libres d'ajuster en conséquence le coupon, le prix d'émission ou les commissions à payer », précise M. Lars Tybjerg, secrétaire permanent adjoint au ministère des finances, qui, ajoute-t-il, n'attend pas des banques chargées de monter un emprunt qu'elles absorbent les commissions qui reviennent aux établissements danois.

CHRISTOPHE VETTER.

MATIÈRES PREMIÈRES

Incertitude sur le café

La plus grande incertitude s'est emparée du marché du café depuis le non-renouvellement, le 3 juillet, de l'Accord international de stabilisation des prix. L'échec des ultimes discussions entre producteurs et consommateurs, et producteurs entre eux, a eu pour effet de rendre à chacun sa liberté. Autrement dit, les échanges ne sont plus désormais organisés par un système de quotas qui, il est vrai, n'avait pu empêcher le glissement progressif des cours mondiaux.

En l'espace de trois semaines, le rythme de la baisse s'est toutefois accru. Les prix à Londres s'établissent autour de 830 livres la tonne le 21 juillet, contre 1 020 livres le 30 juin. Le chèque pour les consommateurs, comme ce fut le cas en 1986-1987, après la sécheresse brésilienne qui avait entraîné une flambée démesurée des cours et la suspension de l'Accord international.

Le marché n'est désormais plus à l'abri de ventes anarchiques des producteurs en proie à des besoins pressants de devises, ou sous

de montrer leurs capacités réelles d'exportation, dans l'hypothèse d'un futur rétablissement des quotas.

Dans une déclaration publique, le président colombien M. Virgilio Barco, le 21 juillet, a tenu les États-Unis responsables de la crise économique dans laquelle le non-renouvellement de l'Accord café a plongé son pays. Il a ainsi estimé que la chute des prix mondiaux était due « à la position transgressante des États-Unis et de quelques pays producteurs de café », ceux d'Amérique centrale ou l'occurrence. Washington avait soutenu ces États producteurs de café, dit-il, « autres deux », très recherchés pour leur arôme, dans leur revendication visant à obtenir une part de marché supérieure, au détriment du Brésil et de la Colombie.

La Colombie, dont la dette extérieure atteint 16 milliards de dollars (102 milliards de francs), dépend du café pour plus de 60 % de ses exportations. Si le Costa Rica a proposé pour novembre une rencontre internationale sur le café entre producteurs et consommateurs dans sa capitale, San-José, les chances de voir se dessiner une stratégie commune sont infimes.

An moment où des voix s'élèvent dans les organisations internationales pour dénoncer la « décadence perdue du développement » qui aura caractérisé les années 80, le café fournit l'exemple d'une matière première qui a fragilisé la situation économique de pays producteurs tropicaux. En début de semaine, le Burundi a fait savoir qu'il craignait une aggravation de son déficit budgétaire en raison de la chute de ses recettes caféières, qui ne représentent pas moins de 89 % de ses recettes totales.

En 1988, le royaume a rapporté 647,1 millions de francs au régime de Bujumbura, pour des recettes totales de 727 millions de francs. Le gouvernement espère réduire

ses coûts de revient mais n'envisage pas de réduire le prix payé au producteur, pour des raisons sociales évidentes. Le Burundi table sur des efforts de qualité pour tirer son épingle du jeu sur le marché libre. « Celui-ci pourrait se révéler avantageux à condition de proposer un café haut de gamme et d'en augmenter la production », déclare récemment le directeur de l'Office des cafés du Burundi.

Pour les deux prochaines années, les sommes aux quotas, ce pays d'Afrique devrait produire entre 35 000 et 40 000 tonnes de café. Mais, compte tenu de la gravité de la situation, le gouvernement étudie les moyens d'atténuer autant que possible la prépondérance des revenus du café dans la structure du commerce extérieur burundais.

Un processus de diversification des exportations a été entamé, qui porte essentiellement, pour l'instant, sur le secteur des fruits et légumes. Le 20 juillet, le Fonds monétaire international (FMI) a approuvé un prêt de 10,6 millions de dollars (88 millions de francs) au Burundi, destiné à soutenir son programme d'ajustement structurel. Une somme qui risque fort d'être annulée au moindre acrobate de faiblesse des cours du café.

ERIC FOTTORINO.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

DEVISES ET OR

Un dollar « déventé »

Au cœur de l'été, les marchés des changes ressemblent à un volier dont le grémement s'ajoute à une orientation bien précise, d'est-à-dire, suivant le jargon des marchés, que les volées battent, prenant le vent d'un côté, puis d'un autre, sans tendance bien définie. Sur le pont, le capitaine et l'équipage de barre scrutent le gisement et l'horizon, se demandant de quelle direction viendra la tempête, et redoutant quelque mauvaise surprise, un grain subit qui coulerait le bateau sans prévenir.

Cette semaine, en effet, le dollar a noté au gré des nouvelles, bonnes et mauvaises, du point de vue des marchés des changes, s'entend.

Les mauvaises nouvelles d'abord. Mardi, le billet vert a fléchi sous l'impact d'une augmentation du déficit commercial des États-Unis qui, pour mai, a augmenté de 23 % sur avril, passant de 8,29 milliards de dollars à 10,24 milliards de dollars. Ce fut une surprise amère, car les analystes prévoyaient généralement 9 milliards de dollars, certains

avançant même une fourchette de 6,5 à 8 milliards de dollars. Du coup, le billet vert, qui avait bien commencé la journée à 1,92 DM, rétrogradait à 1,89 DM, mais pas plus bas.

Une autre mauvaise nouvelle fut, paradoxalement, le ralentissement de l'inflation en juin, avec une hausse des prix de détail ramenée à 0,2 % contre 0,6 % en mai et 0,7 % en avril. Si le taux d'inflation fléchit, la Réserve fédérale abaissera ses taux, et les placements en dollars seront moins rémunérateurs, donc le billet vert baissera. Mais le président de la Réserve, M. Greenspan, s'est montré très prudent (voir en rubrique « Marché monétaire et obligataire ») et le dollar s'est raffermi nettement en fin de semaine, passant, dans la journée, de 1,8940 DM à près de 1,91 DM et de 6,42 F à 6,47 F.

A Tokyo, où le parti au pouvoir, les libéraux démocrates, s'apprêtait à perdre de nombreux sièges dimanche 23 juillet aux élections pour la

Chambre haute, le dollar a oscillé entre 139,50 et 142,30 yens.

En fait, ce qui compte maintenant, pour l'avenir proche du dollar, ce n'est plus le niveau du taux d'intérêt, ni vraiment l'inflation, mais l'ampleur de la récession que beaucoup pronostiquent. Si cette ampleur est forte, comme cela peut arriver, le dollar sera profondément ébranlé ; tel est l'enjeu des prochains mois, ou plutôt de l'année 1990.

En Europe, le franc se tient comme un petit roc vis-à-vis du deutschemark, qui vaut 3,3360 F environ. Quant à la livre sterling, des rumeurs courent sur un remaniement ministériel à Londres, susceptible d'affaiblir la monnaie britannique.

F. R.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 17 AU 21 JUILLET

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libor	SEEL	Prêt 3 mois	Prêt 6 mois	Prêt 1 an	Prêt 2 ans	Prêt 3 ans	Prêt 5 ans
New-York	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270
Paris	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270
London	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270
Frankfurt	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270
Berlin	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270
Bruxelles	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270
Amsterdam	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270
Milan	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270
Tokyo	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270	1,0270

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 21 juillet, 4,5445 F contre 4,5778 F le jeudi 13 juillet.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Une brise plus douce

La météo était nettement meilleure sur les marchés financiers français, au terme de cette troisième semaine de juillet, et le climat se réchauffait doucement, sans atteindre, évidemment, les températures de réjouissance qui font réviser les malheureux opérateurs travaillant dans des locaux dépourvus de climatisation. A Paris, le MATIF a donné le ton, le cours de l'échéance septembre passant de 108,50 à 108,88 à la veille de week-end, après avoir touché 109. On retrouve ainsi les niveaux atteints au début de l'année, pendant la première semaine de janvier, lorsque l'espoir d'une baisse prochaine du taux d'intérêt dopait le marché.

Ce dernier s'est nettement désolidarisé de celui de New-York, qui ne se sent plus très bien à l'idée de se voir (voir plus loin). A Paris, on a accueilli avec plaisir à la fois le ralentissement de l'inflation en juin (+ 0,1 %), un demi-point d'écart désormais avec l'Allemagne) et le repli du loyer de l'argent au jour le jour au-dessous de 9 %, à 8,3/4 %, soit pratiquement le niveau du taux d'ajustement de la Banque de France.

La semaine dernière, ce loyer s'était gaillardement hissé à plus de 9,50 % pour des questions de constitution de réserves obligatoires pour les banques. Ajoutons-y le recul du prix du pétrole, le 0,2 % d'inflation aux États-Unis (tout de même !) et des facteurs comme le franchissement temporaire d'un palier « technique », le cours de 103,88, signe de hausse sur les graphiques que tracent amoureusement les « chartistes » (à la française). Tout le monde a acheté, y compris les étrangers, notamment Shearson-Lehman : la France paraît un « bon cheval » en ce moment, avec des taux élevés et une inflation basse, donc des rendements réels très importants.

Aux États-Unis, en revanche, les signaux continuent d'être brouillés. Certes, l'annonce d'une hausse des prix de détail ramenée de 0,6 % en mai à 0,2 % en juin, la plus faible progression depuis seize mois, grâce au recul de 1 % du prix de l'énergie et à la sagesse des prix alimentaires (+ 0,2 %), a fait renaître l'espoir d'un assouplissement de la politique de la Réserve fédérale des États-Unis (FED). Mais cette dernière, par la voix de M. Alan Greenspan, a fait souffler le chaud et le froid. Le chaud, d'abord : il a indiqué, jeudi 20 juillet, au Congrès que l'institution

avait assoupli avec prudence sa politique monétaire depuis le début de juin face à un ralentissement marqué de l'activité économique et du rythme d'inflation.

Après une année de resserrement des conditions de crédit pour freiner l'accélération des prix, a expliqué M. Greenspan devant la sous-commission bancaire de la Chambre des représentants, « la FED a décidé de relâcher sa politique monétaire, dans un premier temps début juin et ensuite début juillet ».

Cette décision a été prise alors que « la tendance fondamentale de l'inflation paraissait moins accentuée que les marchés ne l'avaient craint » et que « apparaissaient des signes de ralentissement de l'activité économique ».

Aussitôt, les milieux financiers ont interprété ces propos comme un prélude à une baisse des taux, estimant que la FED, désormais, craignait plus la récession que l'inflation. Mais M. Greenspan, fidèle à ses habitudes, a fait immédiatement souffler le froid : la FED continue de s'inquiéter des risques d'une inflation trop rapide en prévoyant une hausse des prix de 5 % à 6 % cette année, « ce qui, a relevé M. Greenspan, serait le taux le plus élevé depuis 1981. Bien que ce rythme soit moins rapide que celui qui a été observé au cours du premier semestre de cette année, il constitue pour la FED une source d'inquiétude ». En outre, M. Greenspan prévoit un taux d'inflation de 4,5 % à 5 % pour 1990, et il a ajouté que la FED doit « faire face à un exercice difficile d'équilibre » entre risque de surchauffe et récession.

Ces réserves prudentes ont fini par « toucher » le marché américain, où les taux courts se sont un peu tendus, tandis que le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor remontait de 8,03 % à 8,15 % à la veille du week-end.

Sur le marché obligataire français, le climat s'est assoupli sous l'influence du MATIF. Certes, on n'est pas revenu à un optimisme débridé, loin de là, mais les prêteurs ont un peu défilé les cordons de leur bourse, sur un marché peu alimenté, il est vrai. Le CEPME est revenu, pour la cinquième fois de l'année, en levant 700 millions de francs en une tranche de 9 % assimilable. Avec un rendement de 8,68 %, le placement a été « moyen », mais bien meilleur qu'il n'aurait été huit à quinze jours auparavant.

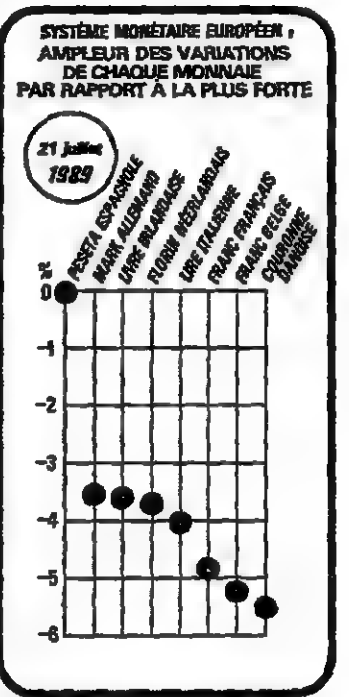
La Caisse de refinancement hypothécaire a levé 1,05 milliard de francs lors de son adjudication du 20 juillet, dans d'assez bonnes conditions. Le marché a, enfin, accueilli avec faveur l'un des rares emprunts du secteur privé, lancé par l'armement maritime Dehnav-Vieljeux, pour 400 millions de francs à dix ans et 9 % de taux nominal ; 8,92 % en réel mais 9,20 % en réalité avec les ristournes des commissions. Un taux voisin ou supérieur à 9 % sur une bonne signature, c'est bon à prendre en ce moment, et les chefs de file, Crédit lyonnais et Banque Paribas, n'ont eu aucun mal à le placer.

Sur le front des SICAV court terme, l'encours total a diminué de 2,1 milliards de francs en juin pour s'établir à 682,9 milliards de francs. Du fait de l'augmentation des valeurs liquidatives (+ 4,7 milliards de francs), des versements de dividendes (- 0,8 milliard de francs), des créations de SICAV et des changements de catégorie (+ 2 milliards de francs), les rachats nets sont estimés à 7,9 milliards de francs, selon les statistiques mensuelles de TGF.

Ces rachats ont porté essentiellement (7,1 milliards de francs) sur les 155 SICAV monétaires qui détiennent en permanence plus de 75 % de leur actif en valeurs de courte durée à caractère monétaire : rémises, bons du Trésor, billes de trésorerie, certificats de dépôt, créances hypothécaires, bons des institutions et des sociétés financières. Leur encours s'établissait, fin juin, à 492,5 milliards de francs (- 3,3 milliards de francs en brut).

Dans les réseaux, la Caisse nationale de crédit agricole a porté sa part de marché à 16,3 %, battant son record avec un montant global de 111,1 milliards de francs (+ 4,6 milliards de francs), dont 79 milliards de francs pour UNIVAR, la plus grosse SICAV court terme de France. La BNP est restée stable à 89 milliards de francs (13 % du marché), le Crédit lyonnais a perdu 2,2 milliards de francs (8 % contre 8,3 %) et la Société générale, 2,5 milliards de francs (6,5 % contre 6,8 %). Le groupe de la Caisse des dépôts a gagné 4,9 milliards de francs, atteignant à 53,3 milliards de francs (record battu également), dont 34,8 milliards de francs pour les SICAV des caisses d'épargne Ecureuil et 9,6 milliards pour celles de la Poste.

FRANÇOIS RENARD.



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 URSS : les difficultés de la perestroïka. 4 La veille des rencontres interarmées de la Cella-St-Cloud. 5 Manque : contestation des élections partielles. 6 Somalie : climat de terreur à Mogadiscio.	6 Point de vue : « Le rôle du Conseil constitutionnel », par Didier Maus. 7 La préparation du congrès du PS. 8 « Livres politiques », par André Laurens.	7 Les incendies de forêts. 8 L'affaire des caméras d'Auschwitz. 9 Sports : le Tour de France cycliste. 10 Le recrutement dans l'enseignement supérieur. 11 Fermeture de vingt-cinq prisons entre 1980 et 1982.	9 Aimé Césaire au Festival d'Avignon. 10 « Le Porteur d'eau », de Cherubini, à Toulouse. 11 Communication : les paris d'United Communications.	13 La consommation des ménages devrait continuer à progresser. 14 L'appareil stabilisé des effectifs des agents civils de l'Etat. 15 Revenus des valeurs. 16 Crédits, changes et grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Spectacles 10 Télévision 11	Résultats grandes écoles : SUPÉLEC et ESC La Rochelle. 3615 tapez LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3615 tapez LM

Au tribunal de Paris

Une requête visant à la saisie de l'édition française des « Versets sataniques » est déclarée irrecevable

Une ordonnance, rendue samedi 22 juillet par M. Jean Favard, premier président du tribunal de grande instance de Paris, a déclaré irrecevable en la forme une requête par laquelle huit associations musulmanes, cinq ressortissantes tunisiennes et une Française d'origine marocaine demandaient la saisie de l'édition française des Versets sataniques de Salman Rushdie.

La Fédération nationale des musulmans de France, l'Association culturelle des musulmans d'Ile-de-France, l'Association relationnelle pour le progrès islamique en Europe, l'Association culturelle des musulmans de Marseille, l'Association franco-arabe de coopération culturelle et de formation professionnelle, l'Union des femmes musulmanes de l'Essonne et les associations El Mouhachabine et Etawhid, ainsi que cinq particuliers, avaient chargé M. Hamed Baccar, avocat à la Cour de cassation de Tunisie, et M. André Hozé, du barreau de Paris, d'engager une procédure visant à faire ordonner la saisie de l'ouvrage.

Une précédente demande, présentée au juge des référés dès le mois de mai, avait été rejetée pour le simple motif qu'il n'était pas possible de solliciter la saisie d'un livre qui n'existait pas encore. On pouvait donc s'attendre à ce qu'une procédure similaire soit engagée soit la diffusion en librairie des Versets sataniques annoncée par l'éditeur lui-même, M. Christian Bourgois, dès le 17 juillet (Le Monde du 19 juillet). En fait, la justice n'a été saisie que le 21 juillet et les associations musulmanes avaient choisi la voie de la « requête ».

Cette procédure présente des caractéristiques très particulières. L'audience n'est pas publique et n'est pas de caractère contradictoire. Les avocats du demandeur sont seuls face au juge sans que l'adversaire puisse présenter sa défense. Il s'agit d'un mode de poursuites exceptionnel, généralement réservé aux cas où le fait d'informer la partie adverse peut constituer un préjudice pour le plaignant, en permettant, par exemple, à un débiteur d'organiser son insolvabilité.

Tel n'était pas le cas, mais les associations musulmanes s'étaient fondées sur un précédent : le 4 février 1981, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) avait choisi cette voie pour demander la saisie, dans une librairie parisiennne, d'une édition des Protocoles des Sages de Sion, un ouvrage antisémite publié la première fois en 1903. Le 6 février 1987, une ordonnance désignait un huissier pour saisir tous les

exemplaires de ce « classique de l'antisémitisme », selon la formule de la LICRA, et le magistrat justifiait la procédure exceptionnelle « par la nécessité d'empêcher totalement et immédiatement la diffusion d'une brochure destinée à inciter à la haine et à la discrimination à raison de la race ou de la religion ».

Les associations musulmanes avaient donc calqué leur demande sur celle de la LICRA en considérant notamment que la diffusion des Versets sataniques « constitue un délit de provocation à la discrimination, à la haine et à la violence à l'encontre d'une communauté religieuse » et en dénonçant les injures et diffamations « à caractère raciste antisémite » qui seraient contenues dans vingt-deux pages du livre. Enfin, les associations avaient soutenu que la diffusion de l'ouvrage de Salman Rushdie est « une atteinte intolérable aux convictions religieuses et à l'honneur de plusieurs milliers de citoyens de confession musulmane ».

Après l'ordonnance du tribunal déclarant « irrecevable en la forme » la requête des demandeurs, M. Baccar a indiqué l'intention de ses clients de poursuivre leur action en utilisant « tous les moyens de droit ».

MAURICE PEYROT.

Duel à Amboise

Le maire mis en cause par la famille Debré souligne que les pistolets de Pouchkine n'ont été que prêtés au Musée de l'Ermitage

Suite à l'article que nous avons consacré, dans nos éditions du 22 juillet, au duel qui oppose la nouvelle municipalité socialiste d'Amboise à la famille Debré à propos des fameux pistolets de Pouchkine remis à M. Gorbatchev au cours de sa visite en France, le maire de la commune, M. André Chollet, nous a communiqué, samedi matin 22 juillet le texte de l'arrêté municipal en vertu duquel cette décision a été prise. Ce texte, en date du 5 juillet, indique qu'il s'agissait non d'un cadeau mais d'un prêt.

Il précise notamment : « Article 1. — Les pistolets, dits de Pouchkine, actuellement déposés au Musée de la Poste à Amboise, sont prêtés au Musée de l'Ermitage à Leningrad, pour une durée de six mois à compter de ce jour. » Et « Article 4. — Le Musée de l'Ermitage fera réaliser en contrepartie une

copie identique des pistolets pour permettre leur dépôt au Musée de la Poste à Amboise pendant la durée du prêt et pendant la durée des prêts éventuels à intervenir. »

Validité contestée

C'est la validité juridique de cet arrêté que contestent apparemment MM. Michel et Bernard Debré. M. Bernard Debré bien qu'il m'ait au départ, félicité de mon action, nous a déclaré M. Chollet, vous maintenant nous attaquez au tribunal administratif parce que les pistolets sont partis le 4 juillet d'Amboise et, comme l'arrêté est du 5 juillet, il dit qu'il est post-daté. Mais en fait les pistolets de Pouchkine n'ont été remis à Mikhaïl Gorbatchev que le 6 juillet. »

Télévision numérique pour les Jeux olympiques d'Albertville

En devenant membre du club Canard enchaîné, partenaire officiel des Jeux olympiques d'hiver 1992, Thomson Consumer Electronics a conclu récemment, au-delà du sponsoring sportif, un accord technologique avec le comité d'organisation des Jeux d'Albertville. La branche grand public de Thomson participera à la conversion télévisée de ces Jeux, dont les images seront produites en composantes numériques.

Ce type de normes est adapté à la transmission au standard européen D2-MAC Paquet (mais les images peuvent aussi être converties sans dégradation dans les standards actuels PAL, Secam ou NTSC). La production numérique, qui prépare l'avènement de la télévision haute définition, permettra notamment la diffusion d'images de format large, visibles sur des téléviseurs dits « seize-neuvièmes », dont Thomson débitera la commercialisation en 1990.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENEZ

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 700 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à : MSI, LM.

Etre suivie par Graphologue, 1000 rue 101, 92120, Paris, 92120, France.

ITALIE : règlements de comptes parmi les juges « anti-Mafia » ?
Le « corbeau » et le « faucon »

ROME de notre correspondant

Le « corbeau » était en noir. Selon les affirmations catégoriques publiées par l'hebdomadaire Epoca, confirmées dans l'entourage du juge Giovanni Falcone, qui incarne la lutte anti-Mafia en Sicile, le courageux anonyme calomnié depuis des semaines « l'incorruptible » de Palermo per des missives empoisonnées à destination de toute la hiérarchie politico-judiciaire, était bel et bien un homme de robe, un magistrat. Qui plus est : particulièrement audessus de tout soupçon.

Le suspect numéro un appellerait un « pool anti-Mafia », dirigé par le célèbre « faucon » (falcone en italien). Son nom : Alberto Di Pisa, quarante-trois ans, dix ans de lutte contre la « piovra » à son actif et un poste de substitut du procureur au tribunal de Palermo. S'il s'avère que c'est bien lui, son geste est à priori incompréhensible.

Fourrant, selon des informations obtenues au palais de justice sicilien, le jeune substitut aurait d'abord avoué, puis se serait rétracté. L'affaire fait tant de bruit dans la péninsule que le président de la cour d'appel de Palermo, M. Carmelo Conti, a fait savoir

que, « pour éviter de déstabiliser » le monde politique italien, en ce délicat moment, il ne rendrait public le nom du « corbeau » qu'après la formation du nouveau gouvernement de M. Giulio Andreotti. C'est-à-dire, au plus tard, fin 24 juillet.

Mandé conjointement par la police et les services secrets, l'enquête avait été ouverte après que le procureur de la République en personne eut trouvé dans son courrier un exemplaire de ces deux feuillets expédiés plus tôt à sa maison quatre membres de la hiérarchie judiciaire italienne, dont le préfet spécial, qui coordonne la lutte contre toutes les mafias, M. Domenico Sica.

Le détail des imputations « anti-falcone » n'a pas encore été rendu public. Selon la presse locale, il est notamment reproché au célèbre juge, récemment nommé procureur adjoint après la tentative d'assassinat dont il a fait l'objet, d'utiliser un peu trop à son gré les grands médias qui ont accepté de se « mettre à table » et qu'on appelle couramment ici les « rapenais ». Entre autres, Giovanni Falcone aurait autorisé certains grands « parains », dont le célèbre Totuccio Contorno, à s'enivrer du sang de la vendetta contre ses anciens

amis — assassins d'une bonne moitié de sa famille proche — en échange d'informations sur d'autres cas.

Politiquement classé à gauche, le « faucon » se verrait également accusé de « faveurs coupables » envers certains de ses amis politiques. Le tout sans preuves et anonymement, bien entendu. Le « corbeau » aurait été identifié grâce à une empreinte cubée sur l'un de ses mauvais brûlots, au surplus tapé sur l'une des machines à écrire du « palais-bunker de justice » de Palermo. C'est en prenant un verre avec M. Domenico Sica que le suspect aurait laissé une nouvelle empreinte sur un récipiendaire, ensuite confié aux services spécialisés.

Pour l'heure, M. Alberto Di Pisa nie farouchement être l'auteur des missives et affirme, au contraire, être la victime d'une machination mafieuse pour le disqualifier. L'opinion publique espère cependant qu'il dit vrai. Car, si le substitut, non content de calomnier ses collègues, était, en plus, assez bête pour laisser ses empreintes sur le papier... alors là, vraiment, comme l'écrivait vendredi 21 juillet la Repubblica, la Mafia pourrait bien effectivement « se tortiller de rire ».

PATRICE CLAUDE.

LIBAN

Nouveaux bombardements à Beyrouth

BEYROUTH de notre correspondant

Encore une nuit de folie durant sept heures d'affilée, de 22 heures à 5 heures du matin, pendant la nuit de vendredi à samedi, les engins de mort et de destruction se sont abattus à un rythme frénétique sur le secteur chrétien comme sur le secteur musulman.

En se levant sans avoir dormi comme l'avant-veille, la population de Beyrouth et de ses environs, malgré son accoutumance, ne parvenait pas à croire que de tels phénomènes puissent se répéter. A ce rythme, à ce niveau de violence, un premier bilan fait état de 4 tués et de 39 blessés à Beyrouth-Ouest et de 1 tué et de 8 blessés à Beyrouth-Est.

Hors les bombardements, tout est au point mort. Le triumvirat arabe et son délégué, M. Ibrahim, ne se manifestent pas et l'on ne parle plus de la réunion des députés libanais à l'étranger.

Des concertations se déroulent dans la résidence d'été du patriarche maronite, Mgr Sfeir, à Dimane, au nord du pays et hors du réduit chrétien. Elles pourraient impliquer, samedi, quatre personnalités autorisées du prélat (MM. Frangia, Hoss, Husseini, et Karamé). Mais quelle prise ont ces dirigeants sur les événements ?

Enfin, un émissaire américain, le sous-secrétaire d'Etat pour le Proche-Orient et ancien ambassadeur au Liban, M. John Kelly, effectuera une tournée dans la région à partir du 7 août, mais qui n'inclura pas Beyrouth. Il discutera de la crise libanaise à Damas, Amman et Jérusalem, les Etats-Unis tenant à ne pas s'engager de nouveau dans le bouillonnement libanais.

LUCIEN GEORGE.

Dans les territoires occupés

Réouverture d'un millier d'écoles en Cisjordanie

Plus d'un millier d'écoles de Cisjordanie, fermées depuis plus de dix-huit mois, ont réouvert leurs portes samedi 22 juillet à la suite d'une décision prise il y a une semaine par le ministre israélien de la défense, M. Itzhak Rabin. Cette mesure concerne 183 000 élèves du primaire et plus de 10 000 élèves du secondaire, qui suivront un programme spécial de rattrapage.

Un porte-parole de l'administration militaire israélienne a déclaré que cette réouverture aura valeur de test et que, si la rentrée s'effectuait sans violence, les autres 100 000 élèves du secondaire rejoindraient à leur tour les bancs de l'école dans les prochaines semaines. Le porte-parole a indiqué que les autorités militaires n'avaient pas l'intention pour le moment de rouvrir les universités palestiniennes de Cisjordanie, où sont inscrits 10 000 étudiants.

Vendredi plusieurs personnalités palestiniennes avaient demandé que les cours reprennent dans le calme et que les soldats se tiennent à l'écart pour éviter toute provocation. Le mouvement de la résistance islamique Hamas avait, dans un tract, abondé dans le même sens. Rappelant son mot d'ordre de grève pour la journée de samedi, il en avait exempté les écoliers.

D'autre part, un porte-parole israélien a révélé vendredi que le premier ministre, M. Itzhak Shamir avait, au cours de la semaine écoulée, rencontré des personnalités palestiniennes non identifiées pour discuter de son plan de paix. — (AFP, Reuters.)

Les priorités de M^{me} Neiertz

Le secrétaire d'Etat à la consommation, M^{me} Véronique Neiertz, a indiqué le 20 juillet qu'elle donnerait la priorité, sous la présidence française de la CEE, à des dossiers tels que la sécurité des produits et des services et la qualité de produits alimentaires.

D'autres dossiers sont jugés prioritaires par le ministre, comme la relance d'une politique de la consommation à l'échelle européenne, l'accès à la justice en cas de litiges et la représentativité des organisations de consommateurs. M^{me} Neiertz a exprimé son souhait de voir avancer le dossier de la protection juridique des programmes d'ordinateurs, la passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des communications.

M^{me} Neiertz a encore insisté à son programme les questions de la propriété intellectuelle et des droits de séjour des non-résidents (étudiants, retraités), qui pourraient faire l'objet d'une directive particulière en complément du traité de Rome (Le Monde du 20 juillet). Le secrétaire d'Etat juge enfin « très important » le règlement des fusions et concentrations d'entreprises, et de leur contrôle.

Le numéro du « Monde » daté 22 juillet 1989 a été tiré à 509 074 exemplaires

A C D E F G H

مركز الأمل

1939/1940

L'histoire tragique de l'effondrement

Avec Le Monde sur Minitel

Commandez vos disques et vos livres

3615 LM

1939/1940

L'ANNÉE TERRIBLE

L'histoire tragique de l'effondrement
de la France

par Jean-Pierre AZÉMA



A LIRE CETTE SEMAINE

LUNDI 24 DATÉ MARDI 25 JUILLET

PERCÉE SUR LA MEUSE

MARDI 25 DATÉ MERCREDI 28 JUILLET

LE ROI DES BELGES CAPITULE

MERCREDI 28 DATÉ JEUDI 27 JUILLET

DUNKERQUE

JEUDI 27 DATÉ VENDREDI 28 JUILLET

LA STRATÉGIE DU REICH ; LES ALLEMANDS A PARIS

VENDREDI 28 DATÉ SAMEDI 29 JUILLET

LES COMMUNISTES

TENTENT DE FAIRE PARAÎTRE « L'HUMANITÉ »

CHAQUE JOUR DANS

Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

Femmes dans la guerre :
tant de peur,
tant de douleur



Destinées :
Signoret,
la vie à belles dents



LA PRÉSENTATION
DES ÉMISSIONS POUR ENFANTS

Les petits
préfèrent
les grands

Supplément au n° 13836. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 23 - Lundi 24 juillet 1989.

هكذا من الأصل

Les films de

CANAL +

Magnificent warriors □
Film chinois (Hongkong) de David
Chung (1987), avec M. Kwan,
Chung, R. NG, T. Yee, L. Loh,
suya, R. NG, T. Yee, L. Loh.

En 1938, au China envahi, un général
japonais est chargé d'exterminer la popula-
tion d'un village avec un nouveau gaz. Chin-
gou, qui a grandi dans le village, décide de
se venger et d'entraîner les autres villageois
pour combattre les Japonais. Le film de David
Chung est un excellent exemple de film de
martialité, et qui fait monter le cœur à
l'effort.

Served 29, 8 h 45 ; dimanche 30,
18 h (88 min).

De naam is nu veilig -

La grande attaque du train d'or ■■

Film écrit de Michael Crichton

1987), avec S. F. Fly, A. Dussolier (C. Collard), S. P. Castella, M. Casares.

A l'heure, un radiologue d'origine espagnole, renoué avec ses souvenirs, et qui défend le terrorisme, au point d'un mariage défectueux, se voit, à l'insu de son épouse, contraindre à l'acte, étrange équilibre du destin.

complot. Un effort à l'essai par le maître et les inspirateurs.

Samedi 28, 23 h (88 min).

land, L.A. Down, A. Webb, M. Teris

En 1855, un gentleman alité par un pickpocket roux et une sorotte de petits vendeurs pérorait le cambriolage d'un train spécialisé temporaire 22 000 livres et descripteur à la pale des sentiers anglois de la guerre de Crimée, des Londres à Folkstone. Grand pharos du vol artisanal et non violent dans l'Angleterre victorienne. Aventurier et humorist. Un châtimentement papillonné, nébule et juif avec brio.

LUNDI 31

[illegible]

MARCH 1

RFR : 20,35 Téléfilm : La Minotaurine, d'après
le roman de Michel Leiris ; 21,35 Magazine : Archipel senteur ;
22,00 Journal : 22,25 Magazine : Occidentales (La
scène du siècle, 3, L'URSS, 1924-1928 : Les
aventures de l'esprit) ; 23,05 Documentaire : Vite la France ! (4 parties) ; 23,05 Journal.

Le Jardinier d'Argenteuil ; film français de Jean-Paul Le Châtelier

Le tonnerre du Dieu □
Film français de Denys de La Patellière (1986), avec J. Gabin, M. Mouchet, L. Paillet, G. Gêtre, H. Hasselil.
Un vétéran alcoolique de la région d'Alsace, recroisé une jeune prostituée d'extrême gauche, se livre à une étrange et fantasque liaison. Un récit à la fois comique et tragique, qui nous ramène à la question, toujours d'actualité, du rôle du soldat dans la société.
C'est dur, il est adapté. Nombre de Gabin dans la routine.
Dimanche 30, 22 h 25 (98 min.).
REDIFUSIONS

La dernière valise est, elle aussi, celle de Martin Scorsese (1878)

La vengeance du masque de Siviter □, film tello-français de Siviter. Amado (1981). Lundi 24, 11 h 30, dernière diffusion le 27, 1 h 30, dernière diffusion (33 min). *Gélinettes historiques pour un mauvais film de copie et d'après.*

Alfons, le retour ■■, film anglais de James Cameron (1988). Lundi 24, 18 h 16, jeudi 27, 21 h 05.

effets spéculatifs dominants. Tout quasi engouement cède la place à la prudence.

L'entraîneur, film français de Claude Zidi (1877), Lundi 24, 20 h 30, manège difficile (98 min).
C'est vrai, comédie française d'Henri-Georges Clouzot (281), Mardi 25, 23 h 30, dernière diffusion (98 min).
Une femme sans quinquante moments de folie, film américain de Mark Goldblatt (1967), Lundi 24, 23 h 05, jeudi 27, 19 h 45, vendredi 28, 20 h 15 et samedi 29, 18 h 45, Comedia par semaine pendant dix semaines.
Une nuit à l'Assemblée nationale, film français de Jean-Pierre Mocky (1988), Lundi 24, 1 h 15, mardi 25, 1 h, dernière diffusion (88 min).
Sœurs politiques de mauvais goût

1

[illegible]

JEUDI 3

[illegible]

1

Arles : le charme discret de la radiophonie

d'Arles au juillet pour être vu sous l'angle d'un art, d'un immense appareil photo, des arènes au centre, dans le rôle du djaghiel. Avec les rencontres internationales de la photographie (qui débutent hier, vingt-sept août), tout dans les rues, devant les magasins, dans les hôtels, est prêtée à la photographie. De la place du Forum aux Arènes, du théâtre antique au palais de l'Archéovodis, il n'est pas un passant qui n'apporte tranquillement un croquis ou un brouillon sur le trottoir.

Quelques irréductibles, pour

Une fois de plus les ateges proposés ont fait le plein (samedi, dimanche).

n'a pas trouvé d'enseignants — qui

[illegible]

Coupez!

DOM-TOM, le 12^e cinéma des minorités Dounernez à choisir cette année aux mino-

Les adresses des demoiselles de Paris : huit films de 26 minutes qu'on devrait voir sur le réseau national et qui s'inscrivent dans une nouvelle collection de « Série rose ».

27 août (dont le Vole
la Vallée perdue,
printemps), ainsi que
des œuvres cinématographiques.

La radio d'information continue Radio-France, France-Info, couverte depuis le 7 juillet la région du Morbihan, grâce à un nouvel émetteur installé à Vannes. Les auditeurs peuvent la capter sur 105,5 Mhz. Les fréquences changent par ailleurs à Metz (106,8 Mhz) et à Nancy (105,9 Mhz).

employant ses ondes à Carcassonne,

Informations rassemblées par Nadine Avelange, Jean-Michel Dumny, Laurence Follet, Catherine Humbot.

1

Autre point fort de cette université : les rencontres avec le public à travers des ateliers et conférences. C'est ce qui a permis à Claude Dupont, ancien producteur à Radio-France, fondateur des Malinalas de France-Culture, il réalisait avec ses stagiaires un magazine d'une quarantaine de minutes, tout-à-fait culturel, de bonne facture, sur Arles.

de l'Ansee, le 11 juillet dernier, Pierre Schaeffer, Bronislav Horowitz, Vladimir Dalnjev et Georges Godolatz ont animé également un stage de radio amateur, également au stade de l'Ansee, qui fait revivre le radio des années 1950. L'équipe des productions de cas radiotelevisés, nommée du Studio d'essai, est dirigée par le directeur de la radio, qui entretient un peu plus le héritage expérimental entre cas, âgés et de la création radiophonique et de la télévision par le bas des « formats » nouveaux de la plupart des radios sociales privées.

... et que les danses, comme l'usage du
radio, en octobre prochain,
l'honnêteté n'ont et l'université se
pourrait attribuer de nouveaux
moyens par la ville d'Arles les éd-
diteurs Actes Sud ont apprécié actuelle-
ment l'association). Espérons que
et la petite guerre culturelle entre
le maître Jean-Pierre Camoin et le
maître Michel Vauzelle qui a lancé
récemment de la création dans la région
un autre européen de l'image et
du son), le radio (de création)
nouveau enfin sa place, votre son

۵۴

La programmation film a été maintenue : une vingtaine de longs métrages de fiction, de documentaires et des documents ethnographiques seront montrés du 20 au 27 août (dont le *Volant de chevaux*, la *Valée perdue*, l'*Auberge du*

98-323-01-97.
MJC Douarnenez

98-323-01-97.
MJC Douarnenez

FR3

Sortir du ghetto

Après six mois d'existence, le magazine destiné aux émigrés par lui aussi en vacances. On le retrouvera à la rentrée légèrement transformé. Une enquête réalisée par l'IROP

à la demande de l'ARA permet de faire le point.

C'ÉTAIT le 13 juillet, jour inhabituel déjà. Un samedi, pour un dimanche comme c'est le cas depuis deux ans que le magazine existe, quel qu'en soit le nom. « Mosaïque » d'abord, puis « Ensemble aujourd'hui », maintenant « Rencontres ». Et ce parce qu'on avait un invité particulièrement sérieux, le ministre de la Solidarité, de la santé et de la protection sociale, M. Claude Evin ? Ou par suite du sondage demandé à l'IROP par l'Association rencontres audiovisuelles (AARA), responsable de l'émission ? Le dernier numéro de la saison avait abondamment changé de ton. On écrivait une sorte de consociation de la voir abandonner cette façon très superficielle de parler de tout, même des choses graves, d'être vite, de non approfondir. Mady Fara, la très jolie, très sophistiquée présentatrice aux boucles d'oreilles brillantes avait brutalement un rôle direct. Elle ne présentait plus l'ensemble de l'émission ni le « grand invité » qui lui sert habituellement de fait-divers, mais seulement les vérités. C'était un journaliste, Karim Hicene, qui posait la question et il avait fait juste la responsabilité de l'agence Im Média. Le journaliste Hassan Ba et des jeunes beaux pour les réaliser si nécessaire.

Petite discussion sur la politique suscitée par la rencontre des sept pays les plus riches et sur la contre-manifestation des plus pauvres ; débat plus long sur les problèmes de logement, de l'inflation, de la carte de séjour, des expulsions, de la communication dans les administrations, de l'Europe et de la libre circulation des étrangers... le ministre était là pour répondre et les reportages pour appuyer que derrière les théories et les mots il y a des êtres humains. M. Claude Evin a bien tenté un ou deux fois de manier la langue de bois mais l'ensemble de l'émission était sérieux et complet. Comme on l'attendait préférentiellement de ce magazine et comme le prouve l'enquête de l'IROP dont on vient d'avoir les résultats.

Quand l'émission « Rencontres » a été créée, le 29 janvier 1989, pour remplacer « Ensemble aujourd'hui » (qui remplaçait lui-même l'en « Mosaïque », avec quelques polémiques !), on s'agissait de mettre sur pied une formule plus adaptée à la situation nouvelle de l'immigration et au paysage audiovisuel très concurrentiel. L'émission devait être en phase avec les jeunes générations en cours d'intégration et s'adresser au public étranger mais aussi français. Le Fonds d'action sociale (FAS) qui finance depuis ses débuts cette émission qui n'a jamais été prise en charge par le service public — autre polémique — dans les milieux concernés par l'immigration — avait pris la décision de relancer le développement de sa fabrication à l'Agence pour le développe-

la confier à un organisme spécialement créé pour cela, l'Association rencontres audiovisuelles (1). L'ARA n'est pas une structure de production (elle n'a pas de studio), c'est une structure légère (prise en charge financièrement par le FAS et la direction des populations et de l'immigration) pour gérer des activités audiovisuelles : radios, films documentaires, etc. Après un appel d'offres auprès d'un quarantaine de producteurs privés et publics (parmi lesquels la SEP, TF 1, FR 3...) l'association a conclu un accord limité à six mois avec deux sociétés de production, les Films du Sabre et l'agence Im Média pour fabriquer ensemble vingt émissions. Selon Edouard Pellet, le très dynamique directeur de l'ARA (il a été successivement rédacteur en chef à RTL, France-Sor, France-Sor Magazine et à RFI), les Films du Sabre ont été choisis pour leur « compétence professionnelle » et leur « maîtrise de l'audiovisuel », la petite agence Im Média, pour son « lien avec le terrain » et « ses connaissances des nouvelles générations ». Le coût de chaque émission (90 minutes) est fixé à 800 000 F, partagés entre l'ARA (500 000 F), les Films du Sabre (200 000 F) et Im Média (100 000 F), total auquel il faut ajouter 180 000 F payés à FR 3 pour frais de diffusion. L'émission se sous la responsabilité éditoriale et financière de l'ARA.

Que dire au terme de ces six premiers mois ? Jingle, clips, génériques « branchés », vocabulaire et look à l'anglo-saxonne... « Rencontres », dès sa première émission, a travaillé par la forme avec l'ambiance formelle. Le magazine a aussi changé son contenu. On y parle plus qu'avant des Vietnamiens, des Chinois, des Pakistans ou des Libanais, sans abandonner les Portugais, les Algériens, les Espagnols, les Magrébins. On ait de plus l'exotisme des beaux, leur maigreur. « Rencontres » se présente comme un magazine qui on l'emblème (« un chien à elle toute seule », aime à répéter Edouard Pellet), avec des thématiques fines qu'on retrouve chaque semaine. Avec un


« grand invité », personnalités appelées à donner son avis sur l'actualité et les différents reportages proposés (on y a vu Lucien Bodard et Delphine Bayle, Bernard Stasi et Alex Méteyau, Renaud et Louis Chedid...). Une séquence humoristique dont l'ambiguïté a suscité beaucoup de critiques. Un portrait de sportif, assez apprécié. Un reportage valorisant des réussites individuelles ou collectives (il est remarquable qu'il y ait eu cela tenu l'attention, comme celui de la syndicaliste portugaise), d'autres sur les faits de société ou les difficultés de la vie quotidienne, les mariages mixtes, les chocs de langues, les milices... (thèmes bien choisis mais traités de manière rapide, trop légère). Docteur, news, musique, culture, conseils juridiques. De toutes les rubriques, c'est celle du journaliste Hassan Ba qui reçoit le plus de courriers. Il fait l'essentiel. L'ensemble laisse une impression mitigée d'ouverture et de superficialité. « Mode » jusqu'à l'exagération.

Comme il avait été promis, l'ARA a fait connaître les résultats des sondages effectués par l'IROP à sa demande en avril-mai dernier (avec un suivi fin juin). Selon cette enquête quantitative et qualitative, on apprend qu'un pourcentage important de l'ensemble de la population (39 %) est intéressé par le « concept » de l'émission (une émission parlant en français des étrangers mais s'adressant à tous). Une cible importante mais à adresser à tous). Une cible importante mais à adresser à tous). Une cible importante mais à adresser à tous).

(1) « Rencontres » (comme auparavant « Mosaïque » et « Ensemble aujourd'hui ») est une émission dite « de service public » financée par le FAS, le Fonds d'action sociale, institut national placé sous le contrôle du Parlement et géré par le FAS. Ce fonds est alimenté par les allocations familiales des travailleurs immigrés dont les enfants sont versés dans

C.H.

Mamadji Diatta, 27 ans, 156 cm, 70 kg.



AMARZOU GAYE

Après six mois d'existence, le magazine destiné aux émigrés par lui aussi en vacances. On le retrouve à la rentrée légèrement transformé. Une enquête s'effectue par l'IFOP à la demande de l'ARA permet de faire le point.

C'EST-IL 13 juillet, jour inhabituel d'été. Un samedi, puis un dimanche comme c'est le cas depuis deux ans que le magazine existe, quel qu'en soit le nom. «Mosaïque» d'abord, puis «Ensemble aujourd'hui», maintenant «Rencontres». Et c'est parce qu'on avait un invité particulièrement éminent, le ministre de la Solidarité, de la santé et de la protection sociale, M. Claude Evin ? Ou par suite du sondage demandé à l'ITOP par l'association reconnue d'autodéfense (A.R.A.), l'association des Females ? Le dernier numéro de la revue avait associé les changements de ton. On éprouvait une sorte de soulagement de le voir abandonner cette façon très superficielle de parler de tout, même des choses graves, d'être vite, de ne pas approfondir. Médiocratie, la rita folle, très sophistiquée présentée aux boucles d'oreilles ultrarubantes avait bruyamment un rôle dévolu. Elle ne présentait plus l'ensemble de l'émulsion ni le «grand lavé», qui lui sert habituellement de faire-valoir, mais seulement les vérités. C'était un journaliste, Karim Heceni, qui posait les questions et il avait fait venir le responsable de l'agence Im Média, le journaliste Hassan Ba et des jeunes beaux pour les

du Sabre on a été choisis pour leur compétence professionnelle » et leur « maîtrise de l'audiovisuel », la petite agence Im Média, pour son « lien avec le terrain » et « ses connaissances des nouvelles générations ». Le coût de chaque émission (90 minutes) est fixé à 800 000 F, par exemple (à l'A.R.A. 500 000 F), les Plims du Sabre (200 000 F) et Im Média (100 000 F), total auquel il faut ajouter 180 000 F payés à FR 3 pour frais de diffusion. L'émission est sous la responsabilité éditoriale et financière de l'A.R.A.

Que dire au terme de ces six premiers mois ? Jinger, et jager, spécifiques « brandies », vocabulaire et look à l'anglo-américain. « Rencontres », la première émission, à l'ancêtre par la forme avec l'émulsion formée. Le magazine a aussi changé son contenu. On y parle plus qu'avant des Vietnamais, des Chinois, des Tadjiks ou des Libanais, sans abandonner les Portugais, les Africains, les Espagnols, les Magrébins. On y dit de ports l'écrit du beau, leur magazine. « Rencontres », ça présente comme un magazine qu'on (feuilleter) « une chaîne à elle toute seule », aime à répéter (Eduard Péllet), avec des rubriques fixes qu'on retrouve chaque semaine. Avec un

juiniste Hassan Ba qui semble le plus de courtois. Il fait l'humainité. Il ensemble laisse une impression mitigée d'ouverture et de superficialité. « Mode » jusqu'à l'exagération.

Comme il avait été promis, l'A.R.A. a fait connaître les résultats des sondages effectués par l'ITOP à sa demande en avril-mai dernier (avec un suivi fin juin). Selon cette enquête quantitative et qualitative, on apprend qu'un pourcentage important de l'ensemble de la population (39 %) est intéressé par le « concept » de l'émission (une émission parlant en français des étrangers mais qui s'adressent à nous). Une cible importante mais qui convient de fidéliser, car si « Rencontres » a été vue par plusieurs fois par 10,7 % de la population totale (chiffre très convenable), le public cible (les Plims) est resté à 0,3 %, le public régulier et les Plims important certes (6 %), mais ce n'est pas assez.

Pourquoi cet écart entre l'intérêt pour l'émission et son écoute réelle ? Premier motif invoqué, l'horaire. Comment être disponible une heure et demi durant devant son poste le dimanche matin à 9 heures, quand on est réveillé à l'autre hémisphère ? « Rencontres », la difficulté de conten-

ter tout le monde. Ça qui intéresse certaines con-



(1) « Remarque » (comme *myriophle* « *Montagne* » et « *Essemblez autour(eux)* ») est une émission dite « d'archives », sous licence ministérielle, financée au grand parti par l'ARL, l'archaïsme altéré par une altération gouvernementale, l'altération altérée par une altération gouvernementale, mais beaucoup plus informelle et avec un style très différent. Le commentaire des reportages est (et pour) les enfants.

Lundi 24 juillet

2.00 Les nuits de France-Musique. Ensembles.

7.07 Prélude.

8.04 Jeu: invitation au voyage. Ensemble des musiciens. États-Unis: musique et commandes des grandes institutions symphoniques. New York.

12.07 Jazz d'aujourd'hui. Ouverture de films (Léonard, Péguy).

12.30 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

« SALOMÉ », DE RICHARD STRAUSS

Traduire pour moins trahir

pratique du sous-titrage, qui se répand actuellement, n'est qu'une fausse solution: souvent cela fait apparaître trop tôt des mots-clés et, anticipant sur l'effet musical, détruit sa magie.

Il est vrai qu'une bonne traduction, fidèle au sens et où les accents de la langue correspondent à ceux de la phrase musicale, représente un tour de force qui, dans le meilleur des cas, exige de changer quelques rythmes, de supprimer des notes ou de les diviser entre deux syllabes. Un travail littéraire et musical que personne, mieux que le compositeur lui-même, n'est capable de mener à bien.

C'est une gageure que Richard Strauss a voulu tenter dès l'achèvement de sa *Salomé* en juillet 1905, c'est en effet la traduction d'Henri Lachmann qu'il avait mise en musique et non le texte d'Oscar Wilde, écrit à l'origine en français. Il entreprit donc de placer les phrases originales de la pièce (légèrement condensées) sous la ligne vocale en aménageant les valeurs rythmiques, parfois la mélodie, mais sans changer l'orchestration. M. Romain Rolland, avec qui il entretenait une correspondance régulière. Au vu d'un premier essai, l'écrivain lui indiqua quelques menues erreurs portant principalement sur les accents et lui conseilla de lire attentivement la partition de *Salomé* et *Mefistofele* qui passait alors pour un modèle absolu de clarté et de clonage français. Strauss fit donc venir la partition et, sans le vouloir (?), découvrit le pot aux roses: Debussy y prend avec la profonde des libertés légères mais déconcertantes pour un étranger. Ainsi les syllabes mutes sont parfois mises en relief de façon singulière. C'était à n'y rien comprendre...

Pourt-être est-ce pour cela — entre autres — que Strauss laisse à deux Français, Marcelle et Gailhard, le soin d'accommoder son opéra à une langue si pleine de contradictions. C'est leur version qui fut créée à

Lundi 24 juillet

2.00 Les nuits de France-Musique. Ensembles.

7.07 Prélude.

8.04 Jeu: invitation au voyage. Ensemble des musiciens. États-Unis: musique et commandes des grandes institutions symphoniques. New York.

12.07 Jazz d'aujourd'hui. Ouverture de films (Léonard, Péguy).

12.30 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

Lundi 24 juillet

2.00 Les nuits de France-Musique. Ensembles.

7.07 Prélude.

8.04 Jeu: invitation au voyage. Ensemble des musiciens. États-Unis: musique et commandes des grandes institutions symphoniques. New York.

12.07 Jazz d'aujourd'hui. Ouverture de films (Léonard, Péguy).

12.30 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

Lundi 24 juillet

2.00 Les nuits de France-Musique. Ensembles.

7.07 Prélude.

8.04 Jeu: invitation au voyage. Ensemble des musiciens. États-Unis: musique et commandes des grandes institutions symphoniques. New York.

12.07 Jazz d'aujourd'hui. Ouverture de films (Léonard, Péguy).

12.30 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

14.00 Concert (en direct de la salle) de la 7^e par Philippe Carles.

Mercredi 26 juillet

TF1		A2		FR3	
8.25 Magazine : Une première. Présenté par Françoise Buchet et Jean-Michel Leloutre. Avec le Journal à 6.30, 7.00 et 7.30.	7.40 Club Dordogne matin. Drepan bail : Disney classique : Jeux.	6.30 Télématin. Avec le Journal à 7.00, 7.30, 8.00.	8.30 Feuilletton : L'amour est un jeu. 8.55 Eric et compagnie. Émission présentée par Eric Gagliolo et Noël.	9.00 La méthode Victor. 9.15 Aventure 2, Troi Troi : Il faut une fois Thomas. 10.05 Série : Diligence express.	10.05 Série : Diligence express.
8.20 1ère échoppe. 8.55 Club Dordogne vitançois. Soliste, Je Virena : L'amus : Madman ! Les obèses. 11.00 Jeu : Et avec les oreilles. 11.05 Feuilletton : Le destin du docteur Calvet. 11.30 Jeu : Joparoly. 12.00 Tourne... menage. 12.30 Jeu : Le Justo prix. 13.00 Journal, Météo et Bourse. 13.35 Feuilletton : La ligne de chance. 14.35 Télématin : Sans famille. De Jacques Brault, d'après Hector Malot (3 ^e partie).	10.40 Jeu : Et avec les oreilles. 11.05 Feuilletton : Le destin du docteur Calvet. 11.30 Jeu : Joparoly. 12.00 Tourne... menage. 12.30 Jeu : Le Justo prix. 13.00 Journal, Météo et Bourse. 13.35 Feuilletton : La ligne de chance. 14.35 Télématin : Sans famille. De Jacques Brault, d'après Hector Malot (3 ^e partie).	11.35 Série : Quoi de neuf, docteur ? 12.05 Flash d'informations et Météo. 12.05 Jeu : Les manifs de la P.A.2. 12.05 Présenté par Patrick Laffont. 12.30 Jeu : Dashedes, c'est gagné ! 13.00 Présenté par Patrick Laffont. 13.00 Journal et Météo. 13.45 Série : Felson Creek. 14.35 Série : Fantomas. 16.05 Documentaire : Les grands fleuves. Le Gange, du Mohol Hounori. 17.05 Feuilletton : Le chef de famille (3 épisodes).	11.35 Série : Quoi de neuf, docteur ? 12.05 Flash d'informations et Météo. 12.05 Jeu : Les manifs de la P.A.2. 12.05 Présenté par Patrick Laffont. 12.30 Jeu : Dashedes, c'est gagné ! 13.00 Présenté par Patrick Laffont. 13.00 Journal et Météo. 13.45 Série : Felson Creek. 14.35 Série : Fantomas. 16.05 Documentaire : Les grands fleuves. Le Gange, du Mohol Hounori. 17.05 Feuilletton : Le chef de famille (3 épisodes).	11.20 Les entretiens. 11.45 La méthode Victor. 11.55 1789 au jour le jour. 12.00 Magazine : Festivals 88. 12.57 Flash d'informations : Point d'actualité. 13.05 Feuilletton : La vie Natchali. 13.30 Magazine : Une photo d'artistes. 13.57 Flash d'informations : Spécial Bourse. 14.00 Feuilletton : Flamenco road. 14.50 Série : Général et Les Durs et en Roule. 15.20 Magazine : Dans la cour des grands. 16.00 Flash d'informations. 18.05 Magazine : Dans la cour des grands (suite).	11.20 Les entretiens. 11.45 La méthode Victor. 11.55 1789 au jour le jour. 12.00 Magazine : Festivals 88. 12.57 Flash d'informations : Point d'actualité. 13.05 Feuilletton : La vie Natchali. 13.30 Magazine : Une photo d'artistes. 13.57 Flash d'informations : Spécial Bourse. 14.00 Feuilletton : Flamenco road. 14.50 Série : Général et Les Durs et en Roule. 15.20 Magazine : Dans la cour des grands. 16.00 Flash d'informations. 18.05 Magazine : Dans la cour des grands (suite).
18.05 Feuilletton : Spécial jouant : Tu chantes, tu sautes ! Metastaser ! Top jouj. 18.25 Jeu : La rose de la fortune. 18.50 Journal, Météo et Top jouj. 20.30 Traque du Loto. 20.40 Feuilletton : La vengeance aux deux villages. De Jean Arthur, avec Rebecca Gilman, James Agnew (4 ^e épisode). 22.20 Magazine : Deschiffres. De Patrick Jodry. 22.30 Magazine : Ex libris. De Patrick Jodry. 22.35 Les meilleurs moments de l'année. De Patrick Jodry. 22.40 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry. 22.45 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry.	18.05 Feuilletton : Spécial jouant : Tu chantes, tu sautes ! Metastaser ! Top jouj. 18.25 Jeu : La rose de la fortune. 18.50 Journal, Météo et Top jouj. 20.30 Traque du Loto. 20.40 Feuilletton : La vengeance aux deux villages. De Jean Arthur, avec Rebecca Gilman, James Agnew (4 ^e épisode). 22.20 Magazine : Deschiffres. De Patrick Jodry. 22.30 Magazine : Ex libris. De Patrick Jodry. 22.35 Les meilleurs moments de l'année. De Patrick Jodry. 22.40 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry. 22.45 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry.	18.05 Feuilletton : Spécial jouant : Tu chantes, tu sautes ! Metastaser ! Top jouj. 18.25 Jeu : La rose de la fortune. 18.50 Journal, Météo et Top jouj. 20.30 Traque du Loto. 20.40 Feuilletton : La vengeance aux deux villages. De Jean Arthur, avec Rebecca Gilman, James Agnew (4 ^e épisode). 22.20 Magazine : Deschiffres. De Patrick Jodry. 22.30 Magazine : Ex libris. De Patrick Jodry. 22.35 Les meilleurs moments de l'année. De Patrick Jodry. 22.40 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry. 22.45 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry.	18.05 Feuilletton : Spécial jouant : Tu chantes, tu sautes ! Metastaser ! Top jouj. 18.25 Jeu : La rose de la fortune. 18.50 Journal, Météo et Top jouj. 20.30 Traque du Loto. 20.40 Feuilletton : La vengeance aux deux villages. De Jean Arthur, avec Rebecca Gilman, James Agnew (4 ^e épisode). 22.20 Magazine : Deschiffres. De Patrick Jodry. 22.30 Magazine : Ex libris. De Patrick Jodry. 22.35 Les meilleurs moments de l'année. De Patrick Jodry. 22.40 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry. 22.45 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry.	18.05 Feuilletton : Spécial jouant : Tu chantes, tu sautes ! Metastaser ! Top jouj. 18.25 Jeu : La rose de la fortune. 18.50 Journal, Météo et Top jouj. 20.30 Traque du Loto. 20.40 Feuilletton : La vengeance aux deux villages. De Jean Arthur, avec Rebecca Gilman, James Agnew (4 ^e épisode). 22.20 Magazine : Deschiffres. De Patrick Jodry. 22.30 Magazine : Ex libris. De Patrick Jodry. 22.35 Les meilleurs moments de l'année. De Patrick Jodry. 22.40 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry. 22.45 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry.	18.05 Feuilletton : Spécial jouant : Tu chantes, tu sautes ! Metastaser ! Top jouj. 18.25 Jeu : La rose de la fortune. 18.50 Journal, Météo et Top jouj. 20.30 Traque du Loto. 20.40 Feuilletton : La vengeance aux deux villages. De Jean Arthur, avec Rebecca Gilman, James Agnew (4 ^e épisode). 22.20 Magazine : Deschiffres. De Patrick Jodry. 22.30 Magazine : Ex libris. De Patrick Jodry. 22.35 Les meilleurs moments de l'année. De Patrick Jodry. 22.40 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry. 22.45 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry.
18.05 Feuilletton : Spécial jouant : Tu chantes, tu sautes ! Metastaser ! Top jouj. 18.25 Jeu : La rose de la fortune. 18.50 Journal, Météo et Top jouj. 20.30 Traque du Loto. 20.40 Feuilletton : La vengeance aux deux villages. De Jean Arthur, avec Rebecca Gilman, James Agnew (4 ^e épisode). 22.20 Magazine : Deschiffres. De Patrick Jodry. 22.30 Magazine : Ex libris. De Patrick Jodry. 22.35 Les meilleurs moments de l'année. De Patrick Jodry. 22.40 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry. 22.45 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry.	18.05 Feuilletton : Spécial jouant : Tu chantes, tu sautes ! Metastaser ! Top jouj. 18.25 Jeu : La rose de la fortune. 18.50 Journal, Météo et Top jouj. 20.30 Traque du Loto. 20.40 Feuilletton : La vengeance aux deux villages. De Jean Arthur, avec Rebecca Gilman, James Agnew (4 ^e épisode). 22.20 Magazine : Deschiffres. De Patrick Jodry. 22.30 Magazine : Ex libris. De Patrick Jodry. 22.35 Les meilleurs moments de l'année. De Patrick Jodry. 22.40 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry. 22.45 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry.	18.05 Feuilletton : Spécial jouant : Tu chantes, tu sautes ! Metastaser ! Top jouj. 18.25 Jeu : La rose de la fortune. 18.50 Journal, Météo et Top jouj. 20.30 Traque du Loto. 20.40 Feuilletton : La vengeance aux deux villages. De Jean Arthur, avec Rebecca Gilman, James Agnew (4 ^e épisode). 22.20 Magazine : Deschiffres. De Patrick Jodry. 22.30 Magazine : Ex libris. De Patrick Jodry. 22.35 Les meilleurs moments de l'année. De Patrick Jodry. 22.40 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry. 22.45 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry.	18.05 Feuilletton : Spécial jouant : Tu chantes, tu sautes ! Metastaser ! Top jouj. 18.25 Jeu : La rose de la fortune. 18.50 Journal, Météo et Top jouj. 20.30 Traque du Loto. 20.40 Feuilletton : La vengeance aux deux villages. De Jean Arthur, avec Rebecca Gilman, James Agnew (4 ^e épisode). 22.20 Magazine : Deschiffres. De Patrick Jodry. 22.30 Magazine : Ex libris. De Patrick Jodry. 22.35 Les meilleurs moments de l'année. De Patrick Jodry. 22.40 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry. 22.45 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry.	18.05 Feuilletton : Spécial jouant : Tu chantes, tu sautes ! Metastaser ! Top jouj. 18.25 Jeu : La rose de la fortune. 18.50 Journal, Météo et Top jouj. 20.30 Traque du Loto. 20.40 Feuilletton : La vengeance aux deux villages. De Jean Arthur, avec Rebecca Gilman, James Agnew (4 ^e épisode). 22.20 Magazine : Deschiffres. De Patrick Jodry. 22.30 Magazine : Ex libris. De Patrick Jodry. 22.35 Les meilleurs moments de l'année. De Patrick Jodry. 22.40 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry. 22.45 Documentaire : L'embarras du monde. De Patrick Jodry.	18.05 Feuilletton : Spécial jouant : Tu chantes,

France-Musique

France-Musique

Lundi 24 juillet

22



Richard Strauss dirigent Salomé. (Cartulaire de Loqueux)

Bruxelles en 1907, puis reprise à l'Opéra de Paris en 1910. Quant à l'adaptation française des Strauss respectée si bien Wilde, elle ne fut jamais donnée en public, mais servit à la confection d'une version italienne, qui aurait été obscure, en effet, de traduire en italien l'adaptation allemande de Loebmann, et les modifications de la ligne vocale (grylles et mûchettes) conçues pour coller au français convenaient aussi à la traduction française, mort à mort, de la pièce de Wilde. Quand Irène Maderia voulait faire entendre la version française à Florence, en 1964, il engagea des chanteurs galés à Florence, en 1964, il engagea des chanteurs français dont certains ne connaissaient que la version Maritave et ne voulaient pas en sortir... Il faut capter que ceux choisis par René Kertész, fidèles enfin à la version des Strauss, auront fait comprendre le texte de Wilde car sinon, bien sûr, mieux vaut encore dominer l'illusion de chanter en allemand.

GÉRARD CONDEL

■ Vendredi 29, 22 heures.

18,00 Concert (en direct de la salle
Pastor du Centre de Musique
Mozart).

accusés de Seigne, Beethoven
12.30 Concert donné le 26 juillet en
l'église Saint-Paul de Comman-
t'Yverdu. Le grand mythe de la
Patation, drama lyrique
médieval extrait des Fennas
Bis Osmann, et l'ensemble
Clément-Jacquelin, dir. Marcel
Pélin.

20.30 Jazz. En direct de Montpellier : la
toto de Didier Lavieille.

Vendredi 28 juillet

2.00 Les nuits de France-Musique
(rediff.). En musique. Œuvres de
Villa-Lobos, Mozart, Strauss, Cher-
mann, Berceuse, Mendelssohn,
Beethoven, Grieg, Debussy, et mu-
sique traditionnelle du Japon et

7.07 Pétrole.
8.58 Les musiciens. En-
semble de musique et commentaires
des grandes inventions sympho-
niques. Berlioz.

12.07 Jazz et répertoire jazz. Actualité
internationale du jazz.

12.30 Concert (en direct de la salle
Pétrus du Conn de Montpellier-
ville). Œuvres de Liszt, Brahms,
Mozart, et musique traditionnelle
du Japon. Dir. Louis Godeau (japon).
Les sept volles. En direct de
Montpellier.

18.02 Gravures d'été.
18.30 Les temps du jazz. Initiation,
produts et pastiches.

18.00 Musique médiévale. En direct de
Montpellier.

18.00 Concert donné le 18 juillet lors
du Festival d'Albi-orient :
La belle manœuvre de Schubert
par Thomas Landier (baryton-
basse) et Peter Günther (piano).
Jazz. Invitation au voyage.

20.30 Jazz. En direct de la salle
Pétrus du Conn de Montpellier.

22.00 Jacques-Cœur (à Montpellier).
Séances, scènes en un acte sur le
sujet original en français d'Oscar
Wilde, de R. Bireaux, par
l'Orchestre philharmonique de
Strasbourg ; dir. Theodor Kun-
zsch ; sol : Christian Marica, Gi-
bert P. M. Michel, Barbara, Hélène
Perrin, Michel Bachelot, Sophie
Perrin.

0.30 Jazz. En direct de Montpellier.
La loi impossible.

Samedi 29 juillet

2.00 Les nuits de France-Musique
(rediff.). Le piano-forte, l'orgue
et le violon. Œuvres de Brahms, Ma-
gnard, Paganini, Mendelssohn,
Debussy.

7.09 Arts et spectacles.
8.07 Carnes de notes.
10.00 à 2.00 Journées en direct de
Montpellier. Cherubini et li

12.30 Concert (en direct de la salle
Pétrus du Conn de Montpellier-
ville) : œuvres de Beethoven
Wolff, Brahms, Schubert par
Les Erbes (violoncelle) et Les
Erbes (piano).

18.38 Programmes non commentés.
18.38 Les invitations au voyage.
18.00 Danseurs parisiens. En direct de
concert de Montpellier. Ça fait
dusé par Daniel Birnbaum
piano.

20.30 Programmes non commentés.
Concert donné le 21 juillet sous le
titre de Jacques-Cœur, de R. Bireaux,
Lodovico, comédie musicale et
trois scènes de Churchill, par
l'Orchestre symphonique de Varsay
dir. Jean-Claude Viala. Le tour de
table du concert de la salle de
Montpellier. Rodolphe

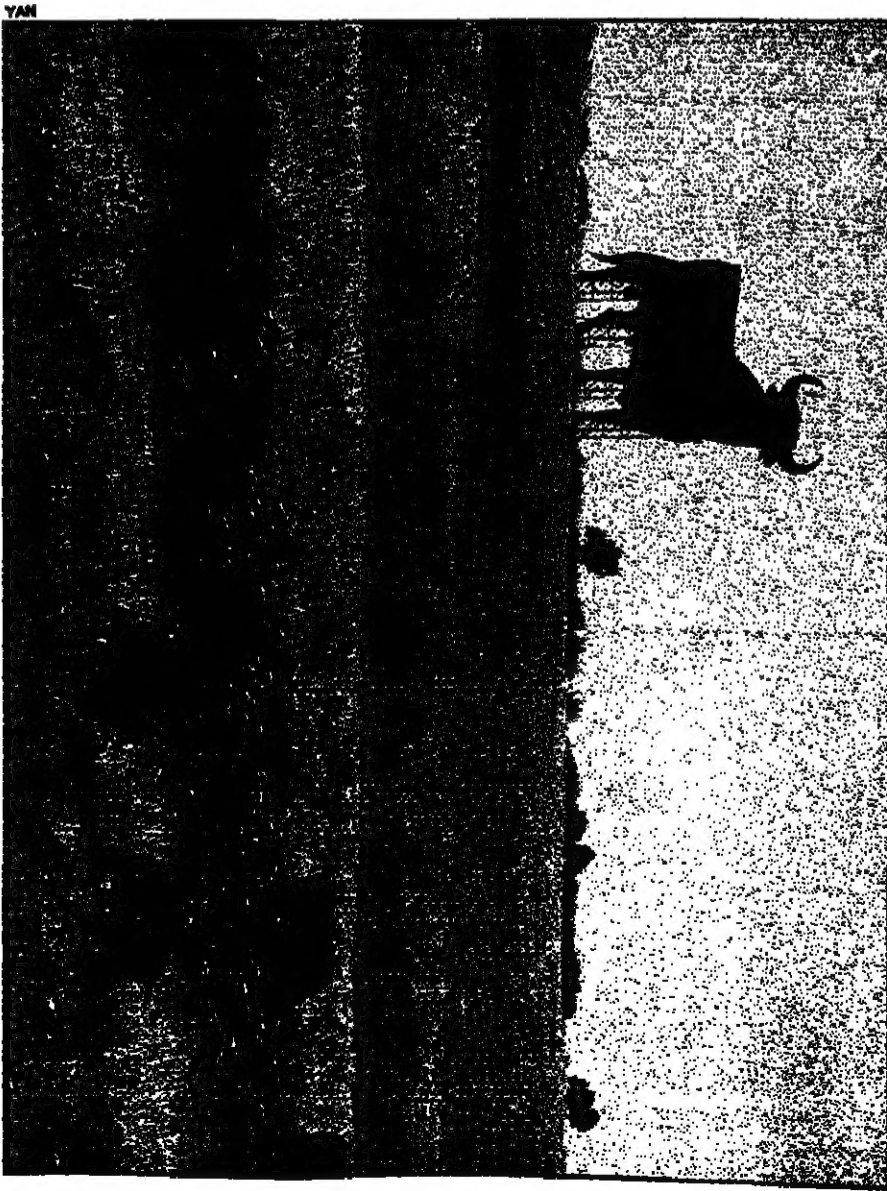
[illegible]

CO[illegible]

CANAL +	
7.00	En direct jusqu'à 8.10
7.45	CBS Evening News.
8.10	Catou caedn.
8.45	Cinema : Magnificent seven stars. □
10.15	Le film d'animation de David Cruz et John H. Johnson : Kiku, Masaki Terauchi. Film d'animation de John Brennan. (1981). Avec Maria Brennan, Judd Stuart.
12.30	Flash d'informations.
13.00	Star's Frog show.
13.25	Flash d'informations.
13.30	Série : "Tegart".
15.10	Série : Jack Kilian, l'homme au micro.
16.05	Documentaire : Papillons et énigmes.
16.30	On en compte plus de 160 000 espèces !
16.30	16 films : Histoires d'innocentes enfants. Le film d'animation de Mark Ha- mon, Rosemary Dianno.
18.05	Catou caedn. Les nautas.
18.15	Mégaquiz : Exploite.
18.35	Série : Murphy, l'art et la science d'un très très spécial.
19.30	En direct jusqu'à 20.30
19.35	Flash d'informations.
20.30	Présenté par Marco Tassin.
20.35	Les séries de films. Série : Un jour à Rome. Le film d'animation de John Brennan. (1981). Avec Maria Brennan, Judd Stuart.
21.40	Documentaire : Toro Bravo.
22.55	Le film d'animation de Mark Ha- mon, Rosemary Dianno.
23.00	Cinema : De série en série.
0.35	Cinema : Le dernier valde. ■
2.30	Les contes de Canterbury. □
5.10	Cinema : Le film d'animation de Mark Ha- mon, Rosemary Dianno.
7.00	En direct jusqu'à 8.10
7.45	CBS Evening News.
8.10	Catou caedn.
8.45	Cinema : Magnificent seven stars. □
10.15	Le film d'animation de David Cruz et John H. Johnson : Kiku, Masaki Terauchi. Film d'animation de John Brennan. (1981). Avec Maria Brennan, Judd Stuart.
12.30	Flash d'informations.
13.00	Star's Frog show.
13.25	Flash d'informations.
13.30	Série : "Tegart".
15.10	Série : Jack Kilian, l'homme au micro.
16.05	Documentaire : Papillons et énigmes.
16.30	On en compte plus de 160 000 espèces !
16.30	16 films : Histoires d'innocentes enfants. Le film d'animation de Mark Ha- mon, Rosemary Dianno.
18.05	Catou caedn. Les nautas.
18.15	Mégaquiz : Exploite.
18.35	Série : Murphy, l'art et la science d'un très très spécial.
19.30	En direct jusqu'à 20.30
19.35	Flash d'informations.
20.30	Présenté par Marco Tassin.
20.35	Les séries de films. Série : Un jour à Rome. Le film d'animation de John Brennan. (1981). Avec Maria Brennan, Judd Stuart.
21.40	Documentaire : Toro Bravo.
22.55	Le film d'animation de Mark Ha- mon, Rosemary Dianno.
23.00	Cinema : De série en série.
0.35	Cinema : Le dernier valde. ■
2.30	Les contes de Canterbury. □
5.10	Cinema : Le film d'animation de Mark Ha- mon, Rosemary Dianno.
7.00	En direct jusqu'à 8.10
7.45	CBS Evening News.
8.10	Catou caedn.
8.45	Cinema : Magnificent seven stars. □
10.15	Le film d'animation de David Cruz et John H. Johnson : Kiku, Masaki Terauchi. Film d'animation de John Brennan. (1981). Avec Maria Brennan, Judd Stuart.
12.30	Flash d'informations.
13.00	Star's Frog show.
13.25	Flash d'informations.
13.30	Série : "Tegart".
15.10	Série : Jack Kilian, l'homme au micro.
16.05	Documentaire : Papillons et énigmes.
16.30	On en compte plus de 160 000 espèces !
16.30	16 films : Histoires d'innocentes enfants. Le film d'animation de Mark Ha- mon, Rosemary Dianno.
18.05	Catou caedn. Les nautas.
18.15	Mégaquiz : Exploite.
18.35	Série : Murphy, l'art et la science d'un très très spécial.
19.30	En direct jusqu'à 20.30
19.35	Flash d'informations.
20.30	Présenté par Marco Tassin.
20.35	Les séries de films. Série : Un jour à Rome. Le film d'animation de John Brennan. (1981). Avec Maria Brennan, Judd Stuart.
21.40	Documentaire : Toro Bravo.
22.55	Le film d'animation de Mark Ha- mon, Rosemary Dianno.
23.00	Cinema : De série en série.
0.35	Cinema : Le dernier valde. ■
2.30	Les contes de Canterbury. □
5.10	Cinema : Le film d'animation de Mark Ha- mon, Rosemary Dianno.
7.00	En direct jusqu'à 8.10
7.45	CBS Evening News.
8.10	Catou caedn.
8.45	Cinema : Magnificent seven stars. □
10.15	Le film d'animation de David Cruz et John H. Johnson : Kiku, Masaki Terauchi. Film d'animation de John Brennan. (1981). Avec Maria Brennan, Judd Stuart.
12.30	Flash d'informations.
13.00	Star's Frog show.
13.25	Flash d'informations.
13.30	Série : "Tegart".
15.10	Série : Jack Kilian, l'homme au micro.
16.05	Documentaire : Papillons et énigmes.
16.30	On en compte plus de 160 000 espèces !
16.30	16 films : Histoires d'innocentes enfants. Le film d'animation de Mark Ha- mon, Rosemary Dianno.
18.05	Catou caedn. Les nautas.
18.15	Mégaquiz : Exploite.
18.35	Série : Murphy, l'art et la science d'un très très spécial.
19.30	En direct jusqu'à 20.30
19.35	Flash d'informations.
20.30	Présenté par Marco Tassin.
20.35	Les séries de films. Série : Un jour à Rome. Le film d'animation de John Brennan. (1981). Avec Maria Brennan, Judd Stuart.
21.40	Documentaire : Toro Bravo.
22.55	Le film d'animation de Mark Ha- mon, Rosemary Dianno.
23.00	Cinema : De série en série.
0.35	Cinema : Le dernier valde. ■
2.30	Les contes de Canterbury. □
5.10	Cinema : Le film d'animation de Mark Ha- mon, Rosemary Dianno.
7.00	En direct jusqu'à 8.10
7.45	CBS Evening News.
8.10	Catou caedn.
8.45	Cinema : Magnificent seven stars. □
10.15	Le film d'animation de David Cruz et John H. Johnson : Kiku, Masaki Terauchi. Film d'animation de John Brennan. (1981). Avec Maria Brennan, Judd Stuart.
12.30	Flash d'informations.
13.00	Star's Frog show.
13.25	Flash d'informations.
13.30	Série : "Tegart".
15.10	Série : Jack Kilian, l'homme au micro.
16.05	Documentaire : Papillons et énigmes.
16.30	On en compte plus de 160 000 espèces !
16.30	16 films : Histoires d'innocentes enfants

Le parcours du combattant

► **TORO BRAVO : CANAL +, 21 h 40**



Quatre ans de pâture, un quart d'heure de combat.

ES, première image de ce reportage sur la vie d'un *torero* non supérieurement, Surgit le faveu entre les obéissances qui peuplent les immenses «*plenos de soléil*» du ténement andalou Manolo Gonzalez. A pas non, majestueux, écorçant les fleurs sauvages sous ses aubois. Il se dirige vers un autre taureau. Ici c'est le choc. Frontal contre frontal, cornes agrippées aux cornes. Arr-boutés sur leurs arrières-train, les deux béliers poussent pour retourner les 500 à 600 kilos adverses. Zilis ne se séparant que pour se rélever au plus du vigneur l'une

**Soirée - spéciale
corrida » sur Canal +,
qui diffuse, avant le
film de Jeanne
Laburne De-sable et
de sang, un très beau
document réalisé en
partie dans l'élevage
de Manolo Gonzalez,
en Andalousie.**

164» quand elle reparut à la charge. La bête, que nous propose Jean-Louis Burgui est joliment filmée. Un document rare. Les réalisateurs ont eu la chance de voir le grand *Paco Ojeda* à cheval, pique en main, et assis dans l'arène pour « lienter » un jeune animal : sous un ciel limpide, face à une vache de deux ans, nerveuse et grégaire, le Saint-Jouan (appelé dans ces magnifiques) raconte qu'il n'y rien perdu de son génie et de sa domination. Ses amis disent que son retour des arènes ne serait que provoque. A la vue de ces images, on voit bien les ardeurs

[illegible]

JEAN PERRIN.